

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



WASHINGTON
MAISON-BLANCHE, ARC DE TRIOMPHE...
TRUMP REMODELE LA CAPITALE
À SA DÉMESURE **PAGES 26 ET 27**

ENQUÊTE
L'ARMÉE FRANÇAISE ADAPTE LA
MÉDECINE DE GUERRE À L'HYPOTHÈSE
D'UN CONFLIT MAJEUR **PAGE 8**



LR

À Zagreb,
Bruno Retailleau
peaufine sa stature
européenne
en pensant à 2027

PAGE 4

BIRMANIE

Naypyidaw,
capitale fantôme
de la junte **PAGE 6**

DÉFENSE

La nouvelle journée
d'appel fait ses
armes et séduit **PAGE 9**

ENTRETIEN

Amélie
Oudéa-Castéra :
« La France vise
le top 5 aux JO
d'hiver » **PAGE 11**

SANTÉ

Quand
la ménopause
survient avant
40 ans **PAGE 12**

SOUVERAINETÉ

Bercy de plus
en plus vigilant sur
les investissements
étrangers **PAGE 22**

**CHAMPS
LIBRES**

- Le cauchemar de Bruxelles, sans gouvernement depuis 600 jours
 - Un grand entretien avec Peter Boghossian
 - Les chroniques de Nicolas Baverez et de Christophe de Voogd
- PAGES 15 À 17**

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de samedi :**
Les policiers ont-ils raison de manifester ce week-end contre le manque de moyens ?

**OUİ
95%** **NON
5%**

VOTANTS : 149 058

Êtes-vous favorable à l'instauration d'un smic pour les jeunes, comme le propose le Medef ?

**Téléchargez
l'appli
du Figaro
pour voter**

KEVIN LAMARQUE/REUTERS -
FREDERIC PETRY/HANS LUCAS VIA AFP

L'Assemblée se résigne à un budget de tous les renoncements

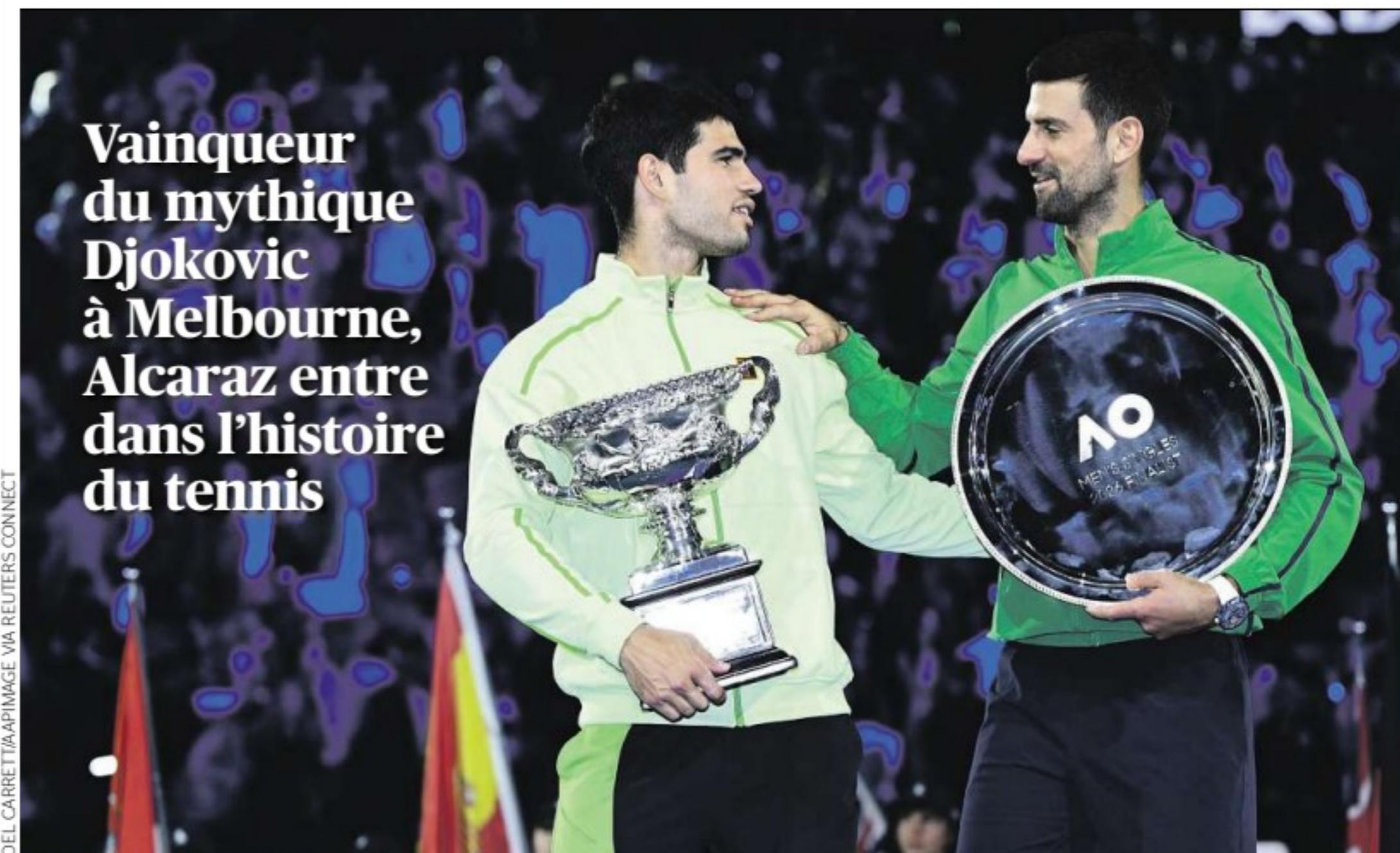
Alors qu'il s'était engagé à ne pas avoir recours au 49.3, le premier ministre devrait réussir à faire passer son budget ce lundi, au prix de très nombreux « cadeaux » faits au Parti socialiste.

Sébastien Lecornu est sur le point de remporter son pari : il aura finalement réussi à faire passer son budget, en ayant eu recours à trois 49.3 qu'il s'était pourtant engagé à ne pas utiliser. Une réussite obtenue grâce à l'ampleur des

« cadeaux » faits aux troupes socialistes et à des renoncements à la doctrine budgétaire et économique qu'il s'était fixée. La liste est longue : suspension de la réforme des retraites jusqu'à l'élection présidentielle, hausse de la

contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du capital, généralisation des repas à 1 euro pour tous les étudiants, revalorisation de la prime d'activité... Mais aussi : reconduction de la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises, prolongation de la taxe différentielle sur les hauts revenus ou encore taxe sur les holdings familiaux. D'ores et déjà, l'exécutif comme les députés se projettent sur la suite, notamment les élections municipales.

→ APRÈS TROIS MOIS
DE CONCESSIONS AU PARTI
SOCIALISTE, LE PREMIER
MINISTRE VA FAIRE
ADOPTER LE BUDGET
→ GUILLAUME TABARD :
« CONCESSIONS AUJOURD'HUI,
RETARDS POUR DEMAIN »
PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL



L'histoire a basculé du côté de la jeunesse, dimanche, avec la victoire de Carlos Alcaraz, pour son premier Open d'Australie à 22 ans, face à un Novak Djokovic, 38 ans, privé d'un vingt-cinquième titre du Grand Chelem. **PAGE 10**

ÉDITORIAL par Yves Thréard

La gueule de bois

La longue comédie budgétaire s'achève donc en ce début de semaine. Si les Français ont échappé à la taxe Zucman, ils risquent fort d'être rattrapés par une sérieuse gueule de bois. Les concessions faites par Sébastien Lecornu aux socialistes ont un prix. On en fera tous les frais, les entreprises en tête, alors que les nuages s'amoncellent dans le ciel. À la dette abyssale s'ajoutent à présent les hausses du chômage et des défaillances d'entreprises. Le décrochage économique du pays se poursuit, mais la France continue à vivre comme si elle était seule au monde ! On y travaille beaucoup moins qu'ailleurs et on y dépense toujours plus.

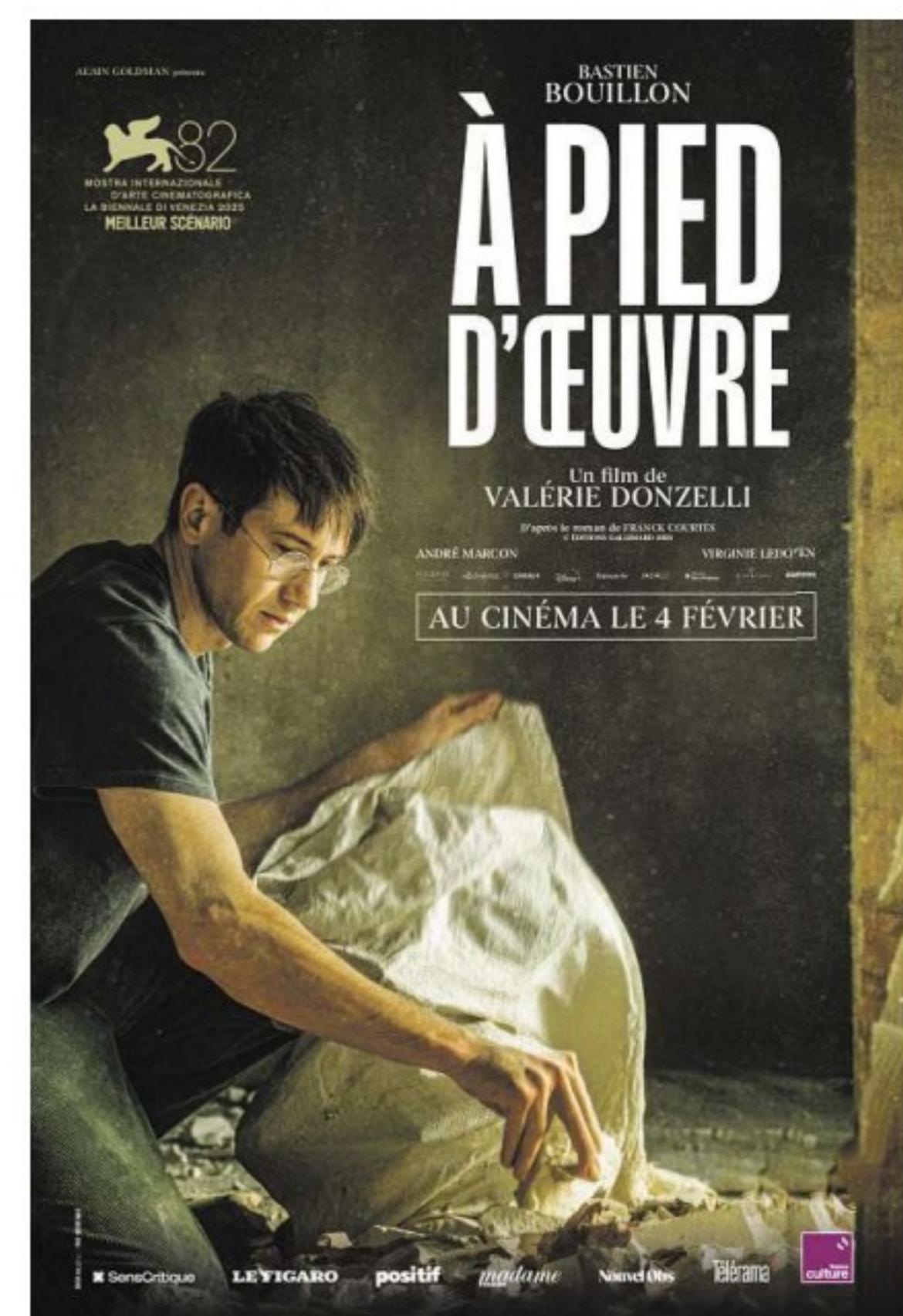
La facture est aussi politique. La défiance envers la parole publique ne peut que grandir quand un premier ministre fait le contraire de ce qu'il a promis ou soutenu. Non seulement il a finalement eu recours à l'article 49.3 pour faire passer son budget, mais il a enterré la réforme des retraites, qu'il avait défendue bec et ongles. L'opération a été conduite avec la complicité d'Olivier Faure, promu coauteur du texte par Matignon. On disait le patron du PS, qui s'est également renié sur l'usage du 49.3, prêt à renouer avec la gauche de gouvernement. L'épi-

sode budgétaire devait consacrer son divorce d'avec les Insoumis. Erreur : les socialistes viennent d'annoncer qu'ils n'excluaient plus de s'allier avec LFI aux municipales.

Jamais vraiment sortis de l'anonymat, les députés du bloc central ont, pour leur part, des raisons de se demander à quoi ils servent encore. Pas toujours unis, tant s'en faut, ils n'auront existé que par et pour Emmanuel Macron, au gré des humeurs élyséennes.

Quant aux Républicains, nombre d'entre eux ont brillé par leur lâcheté face aux divagations fiscales dictées par les socialistes. Quelle douche froide pour les électeurs de ce parti en pleine décomposition militante et idéologique !

À quatre mois de la présidentielle, tout cela fait évidemment les affaires de ceux qui ont refusé d'entrer dans ce petit jeu. À gauche, Jean-Luc Mélenchon et sa bande se frottent les mains. Ils se savent plus d'avenir que les socialistes. À droite, le Rassemblement national continue à faire la course en tête dans les sondages. Avec ou sans Marine Le Pen, il poursuit son cap... ■



Après trois mois de concessions au Parti socialiste, Sébastien Lecornu va faire passer son budget

Wally Bordin

Le premier ministre aura fait de très nombreuses concessions au PS en négligeant souvent la droite. Un ultime 49.3 va permettre ce lundi l'adoption définitive du projet de loi de finances.

L'image parle d'elle-même. En cette journée de novembre, les questions au gouvernement n'ont pas encore commencé. Le premier ministre, qui vient de faire son arrivée dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, vient de serrer la main à plusieurs socialistes, parmi lesquels l'un des spécialistes des questions budgétaires, Jérôme Guedj, et l'ancien président de la République François Hollande. L'ambiance est presque bon enfant. Sébastien Lecornu est en opération séduction. Depuis qu'il a été renommé à la tête du gouvernement par le président de la République, l'ancien ministre des Armées a deux objectifs en tête : éviter la censure et faire adopter les deux textes budgétaires. Pour cela, il doit pouvoir compter sur la bienveillance de son « socle commun », composé des députés attalistes, bayrouistes, philippistes et LR, mais aussi, sur la non-censure, voire la bénédiction, des 69 socialistes du groupe de Boris Vallaud. Une gageure.

Ce lundi, le pari est en passe d'être réussi pour Sébastien Lecornu. Les motions de censure déposées par la gauche non socialiste et le RN après son ultime 49.3, vendredi, sur l'ensemble du projet de loi de finances (PLF) en dernière lecture, ne seront pas adoptées. Après le budget de la Sécurité sociale, adopté sans passage en force en décembre grâce au vote favorable des socialistes, le budget de l'État devrait subir le même sort. Une victoire politique pour le premier ministre, dont beaucoup pronostiquaient la chute au cours de l'exercice budgétaire.

« Si on m'avait dit qu'Olivier Faure imposerait son budget avec un premier ministre ancien LR et le consentement absolu de Laurent Wauquiez, je n'aurais jamais pu le croire »

Une élue macroniste

Une réussite qu'il doit principalement à l'ampleur des « cadeaux » faits aux troupes d'Olivier Faure, premier secrétaire du PS, et de Boris Vallaud, patron du groupe socialiste à l'Assemblée. La liste est longue : suspension de la réforme des retraites jusqu'à l'élection présidentielle, hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du capital, généralisation des repas à 1 euro pour tous les étudiants, revalorisation de la prime d'activité... Mais aussi : reconduction de la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises, prolongation de la taxe différentielle sur les hauts revenus ou encore taxe sur les holdings familiaux. « Le Parti socialiste a obtenu le budget dont il a toujours rêvé ! », grince la députée Renaissance Prisca Thevenot. « Depuis quelques jours, Sébastien Lecornu est décrit comme un habile tacticien. Je ne suis pas certain que ce soit juste. Je ne pense pas qu'il s'imaginait nous céder autant quand il a commencé à négocier avec nous », s'amuse quant à lui un poids lourd socialiste.

Le ton était pourtant donné dès sa déclaration de politique générale, le 14 octobre dernier, avec cette promesse de suspension de la réforme des retraites. « Le gouvernement proposera, nous débattons, vous voterez », lançait également, dans une formule bien sentie, Sébastien Lecornu. Une promesse tenue à moitié seulement. Que ce soit sur le budget de la Sécurité sociale, où il aura fallu de très longues tractations en dehors de l'Hémicycle pour atterrir sur un texte, ou sur celui de l'État, où le premier ministre aura finalement rompu sa promesse, pourtant répétée à maintes reprises, de ne pas utiliser le 49.3, le vote des députés n'aura pas toujours été roi. « Heureusement, se moque un conseiller de l'exécutif, sinon on aurait eu 150 nouvelles taxes sur les ballons de baudruche et sur les croquettes pour chiens. »

Il n'empêche, les principaux soutiens du gouvernement n'auront pas souvent été chouchoutés pendant les discussions budgétaires. « Si on m'avait dit qu'Olivier Faure imposerait son budget avec un premier ministre ancien LR et le consentement



Après le budget de la Sécurité sociale, adopté en décembre grâce au vote favorable des socialistes, le budget de l'État devrait subir le même sort (ici, l'Hémicycle de l'Assemblée nationale, le 20 janvier).

AIT ADJEDOU KARIMA/BACA

Retraites, économies, impôts... Le budget de tous les renoncements

Jean Cittone et Julie Ruiz Perez

Ce que les politiques font, d'autres peuvent le défaire. Mais qui aurait pu prévoir qu'un soutien fidèle du président de la République serait celui qui détricoterait son bilan, avant même la fin du règne d'Emmanuel Macron ? Installé à Matignon depuis septembre, Sébastien Lecornu a pourtant réussi à enterrer la réforme des retraites de 2023, à augmenter les impôts, à renoncer à toute ambition sur le plan écologique et à mettre un coup de frein à la politique de l'offre en faveur des entreprises enclenchée en 2017.

La mise sur pause de la réforme des retraites est de loin le plus gros et le plus cher des renoncements concédés par le camp macroniste. Depuis son adoption à coups de 49.3 en 2023 par

Élisabeth Borne, la gauche et les syndicats n'avaient eu de cesse de demander l'abrogation de cette loi impopulaire. Seule issue trouvée pour adopter le budget de la Sécurité sociale (PLFSS) 2026, le premier ministre a finalement cédé en acceptant de « suspendre » cette réforme tant décriée décalant l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, enterrant ainsi la seule réforme d'ampleur du second quinquennat Macron.

Le gel de la réforme des retraites - le curseur restant bloqué jusqu'à la présidentielle, si ce n'est au-delà, à 62 ans et 9 mois - représente un coût de 2,2 milliards d'euros pour les comptes sociaux

Alors que le Conseil d'orientation des retraites plaideait en juin pour un âge de départ à la retraite fixé à 66,5 ans en 2070 afin d'équilibrer le système, le curseur restera donc bloqué jusqu'à la présidentielle - si ce n'est au-delà - à 62 ans et 9 mois. Un gel qui représente un coût de 2,2 milliards d'euros pour les comptes sociaux (300 millions en 2026 et 1,9 milliard en 2027), aggravant de facto les finances du système de retraite. La Cour des comptes table sur un déficit annuel de 15 milliards d'euros du système à partir de 2035 et de 30 milliards dès 2045, si la trajectoire n'est pas corrigée. Pour les sages de la rue Cambon, la réforme de 2023 était insuffisante, mais mieux valait une réforme paramétrique et incomplète que plus de réforme du tout.

Un renoncement peut toutefois en cacher plusieurs autres. Alors que les comptes de la Sécurité sociale sont au

rouge écarlate (23 milliards d'euros de déficit en 2025), le PLFSS est loin de tracer une voie vers le retour à l'équilibre. La copie finale prévoit un déficit de 19,4 milliards en 2026. C'est certes moins que le déficit tendanciel (28,7 milliards), mais le compte n'y est pas pour autant. Il y a quelques jours, un comité d'experts a pointé du doigt deux mesures non prises en compte, qui risquaient d'alourdir le déficit : la mise en œuvre dès 2026 du nouveau congé de naissance et la baisse des tarifs d'électricité. Les 20 milliards de déficit pourraient donc être de nouveau dépassés en 2026. Une situation inédite hors période de crise.

Les autres pistes d'économies dans le PLFSS envisagées par François Bayrou ont toutes été balayées par Sébastien Lecornu. Deux mesures importantes mais considérées comme particulièrement injustes pour les Français les plus précaires et les mala-

des ont ainsi été supprimées de la copie finale : le doublement des franchises (qui aurait rapporté 2,3 milliards d'euros) et le gel des prestations sociales (3,6 milliards). En renonçant à cette très impopulaire « année blanche » voulue par François Bayrou lors de son passage à Matignon, toutes les aides sociales et les pensions de retraite seront alors indexées sur l'inflation, tirant les dépenses de l'État vers le haut. Une nouvelle rentrée d'argent a toutefois été actée : l'augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG), pour 1,5 milliard d'euros en 2026, sur certains revenus du capital et du patrimoine. Une hausse d'impôts, donc, pour satisfaire le parti socialiste.

Malgré ces milliards d'économies « perdues », le gouvernement est resté ferme dans sa volonté de réduire le déficit public à 5 % du PIB en 2026. Pour atteindre cet objectif, le projet de

liste,

ment absolu de Laurent Wauquiez, je n'aurais jamais pu le croire», se gausse une élue macroniste. «Lecornu sait que ni nous ni les députés LR ne voterons la censure. On est tous dans le même bateau puisqu'on participe tous au gouvernement. À partir de là, il sait qu'il peut tout céder au PS», décryptait déjà, au tout début des discussions budgétaires, un haut gradé macroniste.

La droite aura bien essayé de faire entendre sa voix, en obtenant notamment la défiscalisation totale des heures supplémentaires, forme de retour du «travailler plus pour gagner plus» de Nicolas Sarkozy en 2007, ou encore la défiscalisation des pourboires dans le domaine de l'hôtellerie-restauration, elle ne sort toutefois pas gagnante de cet exercice budgétaire. «Tout le monde fait le dos rond. Le budget est imparfait, mais on est bien obligés de faire des compromis pour avoir un budget avant les municipales. Ensuite, on entrera dans la précampagne présidentielle», considère la députée LR Virginie Duby-Muller.

«Tout le monde fait le dos rond. Le budget est imparfait, mais on est bien obligés de faire des compromis pour avoir un budget avant les municipales»

Virginie Duby-Muller Députée LR

Alors que la dernière motion de censure sur le budget est sur le point d'être rejetée, l'exécutif comme les députés se projettent déjà sur la suite. Vendredi matin, au moment d'utiliser son dernier 49.3 pour faire adopter le texte, Sébastien Lecornu a fait face à un Hémicycle déserté dans lequel seulement deux députés étaient présents. De quoi susciter l'optimisme d'un gouvernement qui ne pensait pas tenir aussi longtemps. «Certains dans notre propre camp espéraient secrètement que nous chuterions. Mais les nombreux candidats putatifs à la présidentielle devront faire avec Sébastien Lecornu dans l'équation», se félicite un poids lourd du gouvernement.

Ce dernier, lui, est déjà passé à autre chose, en effectuant, dès vendredi après-midi, un déplacement à Châteaudun sur le thème de l'agriculture. «Le budget va être adopté. Les objectifs de déficit seront respectés. Et la croissance va même être un peu meilleure que prévu», sourit un proche du premier ministre. Quant aux parlementaires, usés par les longs mois de débats budgétaires, ils commencent eux aussi à se projeter sur la suite. Les textes sur la fin de vie, tout d'abord, qui arrivent en commission dès cette semaine et seront débattus en séance publique mi-février. Les municipales, ensuite, où une petite centaine d'entre eux se sont lancés dans la bataille en tant que tête de liste. L'un d'entre eux explique, dépité : «On ne va pas se mentir, il ne va plus se passer grand-chose à l'Assemblée jusqu'à 2027. Alors tout le monde réfléchit à son avenir, c'est normal...». Pour beaucoup, il s'écrit en pointillé. ■

loi de finances (PLF) 2026 était condamné à être une potion amère. Après des semaines d'atermoiements, le fardeau est retombé, sous forme fiscale, sur les entreprises. Alors que le gouvernement s'était engagé à ne pas reconduire la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, les quelque 300 structures concernées ont vu augmenter leur note. D'abord 4, puis 6, et enfin 7,3 milliards d'euros... Cet impôt sur les entreprises qui affichent plus de 1 milliard d'euros de bénéfices sera donc finalement reconduit presque à l'identique (seules les entreprises de taille intermédiaire qui s'en acquittent seront épargnées en 2026).

Autre promesse gouvernementale brisée : la baisse de 1 milliard d'euros de la CVAE, un impôt de production locale, n'aura pas lieu. Le premier ministre a effacé cette mesure du texte, à regret. «Je reste persuadé qu'il faudra



L'adoption du budget de l'État est une victoire politique pour Sébastien Lecornu (ici, vendredi, à l'Assemblée), dont beaucoup pronostiquaient la chute au cours de l'exercice budgétaire. STEPHANIE LECOCQ/REUTERS

AUSTRALIE - Banque Transatlantique - RCS Paris 302 695 937.

**L'ARGENT N'EST PAS UNE FIN,
IL EST UN DÉBUT.**

Pour vous comme pour nous, la valeur n'est pas dans l'argent mais dans ce que l'on en fait. Transmission, investissement, entrepreneuriat et philanthropie : créons ensemble les opportunités à la hauteur de vos ambitions.

**BANQUE
TRANSATLANTIQUE**
GESTION DE FORTUNE DEPUIS 1881

demain poursuivre la baisse de la CVAE», écrivait Sébastien Lecornu aux chefs d'entreprise. Car, en miroir de la suspension de la réforme des retraites, la partie fiscale du budget 2026 marque aussi une certaine abjection de la politique de l'offre, qui a

La contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises - le seuil est fixé à 1 milliard d'euros - a finalement été reconduite presque à l'identique

longtemps été le cœur de la doctrine macronienne.

Du côté des dépenses, la plupart des mesures précises d'économies ont été sacrifiées par le gouvernement pour s'éviter une censure post-49.3. Sur la prime d'activité, par exemple, la copie initiale du PLF prévoit un rabot de plusieurs millions d'euros. La version finale prend le contre-pied puisqu'elle prévoit 1,4 milliard d'euros de plus pour cette aide aux salaires modestes en 2026 (et environ 2 milliards en année pleine). Sur le même modèle, les économies prévues sur l'apprentissage ont été rabotées de 200 millions. Les baisses drastiques envisagées sur les budgets des «fonds verts» - des leviers essentiels pour la transition écologique

que - ont connu le même destin, tout comme les économies sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Pour compenser, le gouvernement a sévèrement taillé (à hauteur de 1,1 milliard d'euros) dans le programme d'investissement «France 2030» et dans les enveloppes de certains opérateurs, eux aussi tournés vers l'investissement. Un choix politique en soi. Enfin, pour atteindre sa cible, l'exécutif a passé un ultime coup de rabot sur les budgets des ministères à hauteur de 1,7 milliard, bien loin des mesures ciblées proposées au départ. La France a donc réussi à se doter d'un budget, et le gouvernement s'est maintenu à flot, mais les comptes publics, eux, ne vont pas vraiment mieux. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Concessions aujourd'hui, retards pour demain

Soulagé de savoir que son budget sera définitivement adopté, Sébastien Lecornu se montre impatient de passer à autre chose. Mais de passer à quoi? Ce serait une illusion de croire que passé cet épais et humiliant parcours du combattant parlementaire imposé par le PS au premier ministre la machine gouvernementale puisse se remettre en branle comme si de rien n'était. Et pas uniquement parce qu'il n'y a pas plus de majorité qu'hier à l'Assemblée nationale.

Peu de monde croit Lecornu capable d'aller au bout de ses deux budgets sans trébucher. Il l'a fait et maintenant qu'il a désarmé la censure, on voit mal ce qui pourraient l'empêcher de rester à Matignon jusqu'à la fin du mandat d'Emmanuel Macron. Son habileté à gagner du temps a payé. Il a tiré le budget jusqu'à la campagne des municipales et, passé cette échéance, chacun sera tellement soucieux de préparer la présidentielle que personne ne voudra affronter des législatives anticipées. Même le RN n'en fait plus son cheval de bataille. «Plus tôt les macronistes s'en iront plus tôt il sera possible de poser les bases d'une alternance», se contente de répondre Jordan Bardella dans *Le Parisien* sans plus réclamer de dissolution.

Mais si une perspective d'un an s'ouvre devant lui, c'est aussi parce que personne ne s'attend à une action réformatrice d'ici à 2027. Lorsque Édouard Philippe avait prévenu qu'il ne se passerait plus rien d'important avant la présidentielle, les macronistes n'y avaient vu que l'impatience d'un candidat. Qui dit autre chose aujourd'hui? Même la feuille de route distillée par Matignon traduit ce profil bas exigé : outre l'aboutissement de la programmation militaire et de nouvelles mesures de soutien à l'agriculture, il n'est envisagé qu'un texte sur la décentralisation, arlésienne de tous les gouvernements. Il faudra vraiment brandir la loi sur l'aide à mourir pour créer l'illusion d'une année 2026 «utile», selon les critères d'Emmanuel Macron.

Mais le manque de temps et l'absence de majorité ne sont pas seuls en cause. La séquence budgétaire a eu des effets sur le fond. En suspendant la réforme des retraites, en retouchant à la politique de l'offre, en maniant la seule arme fiscale pour réduire les déficits, l'exécutif, sur l'injonction coupable des amis d'Olivier Faure et avec la passivité complice des amis de Laurent Wauquiez n'a pas uniquement cédé à la facilité et à la démagogie, il a aussi compliqué la possibilité pour la suite d'un sursaut économique et d'un redressement budgétaire.

La spirale émolliente des concessions ne peut que rendre plus dur, donc plus impopulaire, tout appel au courage. Signe que cette spirale continue : le gouvernement vient de renoncer, alors que le spectre de la censure s'est éloigné, à la réforme de l'assurance-chômage pourtant sur la table depuis Élisabeth Borne. Sans parler des pistes du Medef pour relancer l'emploi des jeunes qui risquent de rester lettre morte afin de ne pas réveiller les sempiternelles critiques dès qu'on veut débloquer les freins à l'emploi. Les concessions d'aujourd'hui sont, pour la France, les retards de demain. ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



À Zagreb, Bruno Retailleau peaufine sa stature européenne en pensant à 2027

Emmanuel Galiero Envoyé spécial à Zagreb (Croatie)

Le président de LR a participé à une réunion des droites européennes, organisée ce week-end par le Parti populaire européen.

Il n'a pas encore annoncé ses intentions pour 2027 mais beaucoup au sein des Républicains ne doutent plus de son ambition présidentielle. En attendant, Bruno Retailleau participait à une réunion du Parti populaire européen, vendredi et samedi, à Zagreb. Une immersion dense au cœur de la capitale croate pour échanger entre représentants des droites européennes sur quelques sujets brûlants de l'actualité internationale. Le chancelier allemand Friedrich Merz est reçu en vedette avec une vingtaine d'autres figures européennes, tel le vice-président du Conseil des ministres italien Antonio Tajani ou le premier ministre polonais Donald Tusk.

Serait-ce aussi une occasion pour le président des Républicains de consolider une stature européenne qui pourrait se révéler utile un jour ? À sa descente d'avion, juste avant de rejoindre la « retraite des leaders du PPE », Bruno Retailleau répond en faisant un pas de côté. Il raconte au *Figaro* que lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, il redoutait les sommets européens rassemblant vingt-sept homologues : « J'avais une image très technocratique de cette Europe qui avait été habile pour abaisser les frontières, mais beaucoup moins pour les défendre. » Mais le ministre s'est pris au jeu et a compris que les démocraties étaient soumises aux mêmes tensions et que tous les peuples européens voulaient un contrôle de l'immigration. « J'ai donc appris à mieux connaître l'Europe et j'ai bien vu que le rôle des États membres était fondamental. Il y plus de ressemblances entre nous que je ne pensais. Dans le monde actuel, il est évidemment impossible de gouverner un pays sans avoir ces liens et cette dimension européenne et internationale », confie-t-il.

Dans l'Embraer 170, le court-courrier brésilien d'Air France conduisant Bruno Retailleau à Zagreb, on croise aussi François-Xavier Bellamy, vice-président LR et président de la délégation française du PPE. Il est un peu plus discret sur la portée de ce déplacement pour un probable candidat à la présidentielle car le député européen n'a aucun doute sur le fait que cela ne peut qu'étoffer la dimension internationale du chef de file de la droite. « C'est un déplacement utile pour

Bruno car cela lui permet de consolider son ancrage en Europe à un moment particulièrement important sur le plan géopolitique », souligne le trésorier du PPE.

Le format restreint de la rencontre de Zagreb doit permettre de fixer des lignes directrices pour 2026. Ce niveau d'échange, mis en place par le président allemand du PPE Manfred Weber, consiste à réunir tous les numéros un de la droite européenne et c'est la première fois que Bruno Retailleau y est présent en tant que président LR. « Cela représente la moitié du Conseil européen et les présidents des principaux partis d'opposition et de droite en Europe », précise François-Xavier Bellamy, ayant de rappeler que le précédent séminaire de Berlin avait fixé la compétitivité et la simplification comme priorités pour 2025. « Ce sont ces axes qui ont permis de mettre fin notamment au 100 % véhicules électriques à échéance 2035 et à simplifier l'agenda environnemental », ajoute-t-il.

Cette année, sous le choc des dernières secousses internationales, la droite européenne veut tracer les pistes d'une reconstruction, résumées en une question : comment retrouver une capacité d'agir dans un monde en pleine déstabilisation ? Les dernières évolutions récentes défendues par Donald Trump ont installé l'allié américain en position d'adversaire stratégique. « C'est un changement total de paradigme pour l'Europe », prévient Bellamy.

Si de profondes divergences opposent les Européens sur le traité du Mercosur, y compris au sein du PPE, le sénateur vendéen pense tout de même que les raisons de se rassembler sont « beaucoup plus fortes ». « Moi qui suis pour une Europe des nations, je ne vais pas me plaindre en constatant qu'il y a des intérêts nationaux. Car si nous sommes élus par nos peuples, c'est pour les défendre », martèle-t-il. Face à « l'ensauvagement » du monde et à la reconfiguration internationale, Bruno Retailleau voit la meilleure réponse à l'échelle continentale, via une organisation européenne plus solide. « Mais ma certitude est que si l'Europe veut être forte, il faut articuler cette construction européenne en tenant compte des aspirations des peuples », ajoute-t-il. Les dernières décisions allemandes sur le regroupement

familial lui paraissent très éclairantes. Il y voit une volonté croisée du chancelier Merz et du ministre de l'Intérieur allemand Alexander Dobrindt, qui est son « ami », de conduire une politique migratoire extrêmement ferme.

Immigration, mondialisation, Ukraine, innovation industrielle, situation internationale... Les élus du PPE ont pu écouter également Maria Corina Machado, chef de l'opposition au Venezuela. Elle a témoigné à distance sur la situation de son pays et les violences de Maduro. On a aperçu également l'élue française s'entretenir avec Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Il a eu le temps de lui exposer longuement la position de la

France sur le Mercosur, tout en partageant son analyse sur la directive retour, qu'il juge inadaptée en matière de politique migratoire. Sur ce point, l'ex-ministre croit qu'il existe désormais une convergence et que tout se jouera au Parlement européen. « Il faut trouver une majorité. C'est un rendez-vous crucial pour maîtriser les flux », avertit-il. Avant cet échange personnel, le PPE avait demandé à Bruno Retailleau de faire une synthèse sur la situation française, y compris dans la perspective de la présidentielle 2027. Le Français a souligné l'importance de la question européenne, les dangers d'une adhésion de l'Ukraine qu'il juge impossible, la nécessité de protéger les frontières extérieures tout en libérant les règles intérieures...

S'il avait été candidat à la présidentielle, aurait-il senti un encouragement des droites européennes ? « Oui ! En tout cas, le PPE attend que notre famille politique porte un message fort en 2027, qui sera une élection cruciale », répond-il. Antonio Tajani le croit aussi. L'Italien préfère se garder de forcer la main des Républicains mais après

avoir écouté son collègue Retailleau, il estime qu'il serait « un bon candidat », « Il a de l'expérience. Il est estimé. La majorité des Français est plutôt à droite qu'à gauche et le parti LR serait sans doute le plus utile pour votre pays. C'est un homme de droite, marqué par le gaullisme. Et nous, Italiens, nous avons besoin d'une France forte ». À Zagreb, le temps est compté mais les discussions sont riches. Pour la première fois, le thème de la démographie s'invite dans les débats. Pour Bruno Retailleau, c'est une autre question fondamentale et incontournable, posée sur la table des droites européennes. Il est aussi venu joindre sa voix française au concert du PPE pour parler librement et esquisser, sans doute, les contours d'un projet qu'il défendrait s'il était amené à conduire le destin de son pays. Avant de rejoindre le dîner des droites européennes vendredi soir, le président des Républicains lâche une dernière confidence : « Je veux aussi rappeler que l'Europe est une culture, une civilisation. Et que l'on sera fort dans le monde seulement si l'on croit en ce que nous sommes. » ■

« Moi qui suis pour une Europe des nations, je ne vais pas me plaindre en constatant qu'il y a des intérêts nationaux »

Bruno Retailleau



Après leur suspension du parti, quel sort pour les ministres Les Républicains ?

Claire Conruyt

Quand l'un fermait la porte à Sébastien Lecornu, six autres franchissaient le seuil. C'était en octobre dernier alors que Bruno Retailleau tirait un trait sur le ministère de l'Intérieur, arquant dans nos colonnes que la « composition du gouvernement sur un dernier carré macroniste reflétait une volonté du président de reprendre la main » tout en estimant qu'il n'avait « rien à faire » là où la droite aurait été entravée ».

Cela n'empêcha guère les débauchages. Annie Genevard a rempilé à l'Agriculture et Rachida Dati est restée à la Culture. Toutes deux bientôt rejoindront par Philippe Tabarot (Transports), Vincent Jeanbrun (Logement), Sébastien Martin (Industrie) et Nicolas Forissier (Commerce extérieur). Ce, malgré le

vote en bureau politique d'un soutien sans participation. « Ils ne peuvent pas être la caution de notre famille politique au gouvernement », avait alors estimé le patron de la droite, alors que les protagonistes étaient suspendus jusqu'à nouvel ordre. Invité du « Grand Jury RTL-Public Sénat-Le Figaro », le président du Sénat, Gérard Larcher, avait renchéri : « Si, dans deux mois, la politique budgétaire ne s'inscrit pas dans l'essentiel de nos valeurs, alors la question se posera : quitter le gouvernement ou ne plus appartenir à notre mouvement. C'est le débat budgétaire qui sera le juge de paix. »

Qu'en est-il à présent que Sébastien Lecornu a abattu son dernier 49.3 sur le budget, largement décrié par le président LR ? Dans l'entourage de ce dernier, on balai : « Vu leur visibilité au gouvernement, qui est proche de zéro, remettre ce sujet sur la table alors qu'ils ont été exclus de toutes les instances diri-

geantes serait une mauvaise idée. » D'autant que, poursuit-on, « plus personne ne parle d'un gouvernement d'un « socle commun » qui comporterait LR, tout le monde a bien compris qu'ils ont été débauchés individuellement. » Dont acte. Ce sujet, jadis hautement inflammable, n'en est plus un.

L'occasion fait le larron

Une élue souffle : « On ne va pas se lancer là-dedans alors que l'une de ces ministres est, encore, notre candidate pour Paris. On n'a pas besoin de se rajouter des problèmes qui n'existent pas à des problèmes qui existent vraiment. » Un poids lourd du parti poursuit : « À ce moment-là, Bruno devait montrer son autorité, je le comprends. Aujourd'hui, il faut laisser couler. Franchement, qui se souviendra de ces ministres ? »

Quand cet ancien membre du gouver-

nement Lecornu, pas particulièrement « retailliste », feint ce mot affectueux : « Je les aime bien tous, ce n'est pas le sujet. Mais, la vérité, c'est que c'est le seul moment pour certains d'être ministres, et c'est très bien. »

Alors, rebuts éternels ou fils prodiges en devenir ? Au Palais du Luxembourg, un routier de la politique médite avec cette ironie toute sénatoriale : « L'instabilité actuelle donne lieu à des opportunités inespérées. Peut-on leur en vouloir de se lancer dans une aventure personnelle ? L'occasion fait le larron, comme on dit. Mais qui se souvient du nom du larron ? »

Alors que Sébastien Lecornu envisage un « ajustement gouvernemental », Les Républicains doivent-ils s'attendre à de nouvelles fuites ? S'il y en a, réfléchit à voix haute un stratège macroniste, « je doute que ce soit

Bruno Retailleau, président des Républicains (LR), lors du sommet du Parti populaire européen (PPE), le 30 janvier, à Zagreb, en Croatie.

NEVA ZGANEC/PIXSELL/SIPA USA VIA REUTERS

spectaculaire, ce pourrait être éventuellement à la marge ». Point de figure nationale, comprend-on. Du côté de la droite à l'Assemblée nationale - avec laquelle Sébastien Lecornu a dû composer au long des débats budgétaires -, on assure : « Si certains auraient été tentés la dernière fois, et même avant, je ne pense pas qu'il y ait cette fois le même enthousiasme. » La raison ? « Emmanuel Macron. Le rejet dans l'opinion est trop fort, c'est potentiellement radioactif. » Avant de conclure, en souriant : « Tous aux abris ! » ■



Retrouvez l'Edito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolat de Villiers du Figaro

Dati appelle les Parisiens à se «mobiliser» pour l'alternance

John Timsit

Dans la capitale, la candidate LR se pose comme la seule à porter le «changement».

La température politique grimpe. À six semaines du premier tour des élections municipales, la campagne bat son plein sur tout le territoire. Notamment à Paris, où la bataille reste très incertaine au vu des sondages plaçant la candidate LR, Rachida Dati, au coude-à-coude avec son adversaire issu de la gauche non melenchoniste, Emmanuel Grégoire. Un suspense qu'a mis à profit la maire du 7^e arrondissement, ce dimanche, pour sonner le rappel des électeurs en quête d'alternance à la tête de la capitale. Invitée du «Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat», la ministre de la Culture s'est présentée comme la seule à même d'«incarner» et de «réaliser» ce «changement» après vingt-cinq ans de gouvernance socialiste.

L'occasion pour Rachida Dati d'appeler les Parisiens, en particulier les commerçants, à la «responsabilité» en se mobilisant les 15 et 22 mars prochains dans les urnes. «Ce n'est pas une élection présidentielle ou une élection législative, ce ne sont pas les deux premiers qui sont qualifiés. Dès lors que vous faites plus de 10%, vous pouvez vous maintenir et donc empêcher cette alternance», a-t-elle mis en garde. Traduction : le vote au premier tour pour la zemmouriste Sarah Knafo ou le prétendant philippiste Pierre-Yves Bournazel, soutenu par Horizons et Renaissance, pourrait priver l'ex-garde des Sceaux d'une victoire au second.

De quoi interroger la ministre sur les motivations d'une partie du bloc central à soutenir un autre candidat qu'elle. «Il y a eu une volonté, à un moment donné, d'empêcher cette alternance. (...) Cette candidature, moi, les Parisiens me disent : «Mais pourquoi il se présente?». Les Parisiens eux-mêmes ne comprennent pas sa candidature», constate-t-elle. Et d'insister : «En 2001, la droite s'est divisée en espérant se retrouver au deuxième tour. Ça a donné Bertrand Delanoë et Anne Hidalgo. Donc c'est pour ça qu'aujourd'hui il faut faire attention à ce précédent», a-t-elle pointé, sans renoncer à réunir «tout le monde» à terme. «Je suis une femme

libre, pas la femme d'un clan», a-t-elle martelé. Or, Pierre-Yves Bournazel refuse à ce stade cette union, considérant, dans une récente interview au Figaro, être en capacité de «rassembler, plus largement que Rachida Dati, des hommes et des femmes d'horizons différents» au second tour. «Il doit clarifier sa position : est-ce qu'il veut s'allier avec M. Grégoire? Si c'est ce qu'il veut, l'alternance ne sera pas possible et on repartira avec la même équipe et en pire», a lancé la ministre.

Un projet «crédible»

Pas question toutefois de trouver un terrain d'entente avec Sarah Knafo, en raison des attaques passées du président de Reconquête, Éric Zemmour, à son encontre. «Quelqu'un qui a appelé à ma démission parce que j'ai appelé ma fille (Zohra, NDLR) du prénom de Maman, qui considère que je «grand-remplace» quelqu'un, ce ne sont pas mes valeurs», a-t-elle souligné, assurant que «les Parisiens n'attendent pas de nous» (des Républicains, NDLR) «des accords d'appareil».

Forte d'un projet qu'elle estime «clair» et «crédible», façonné au gré de ses «rencontres», et à rebours de programmes qu'elle attribue à l'intelligence artificielle, la candidate LR a surtout mis en avant son ancrage local. Sans les nommer, Rachida Dati a également ciblé certains de ses concurrents postulant à l'Hôtel de Ville «en un claquement de doigts», quand elle assure s'y «préparer depuis des années».

Son objectif : voir la capitale «revivre» et «changer le destin des gens», pour ne plus les «faire fuir». Autre priorité : apaiser un «espace public» qu'elle juge «très anxiogène» et en état de «chaos», tant sur le plan des «mobilités» qu'en termes d'«insécurité» (trafic de produits stupéfiants, agressions sexuelles ou encore atteintes aux personnes...). Sur ces questions comme sur celle des défaillances dans le périscolaire à Paris - dossier qui a fait l'objet d'une enquête choc la semaine dernière sur France 2 -, Rachida Dati dit «croire en la volonté politique de changer les choses».



Rachida Dati était l'invitée, dimanche, du «Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat». NICOLAS KOVARIK/AGENCE 1827/RTL

À Paris, une campagne municipale sous l'influence new-yorkaise de Mamdani

Célestine Gentilhomme

Sarah Knafo aurait pu se contenter d'une déclaration de candidature au prestigieux «20 Heures» de TF1. Mais cela ne suffisait pas. En plus de s'offrir un plateau en prime time, la candidate zemmouriste a choisi de marquer le coup dans une courte vidéo bombardée sur ses réseaux sociaux. On y voit l'eurodéputée - qui a fait du jaune sa nouvelle couleur totem - écouter, depuis une rame de métro, une fausse annonce de la RATP confirmant ses ambitions pour la mairie de Paris. Opération réussie, le spot de campagne dépasse très vite les millions de vues.

La scène, percutante, a pourtant des airs de déjà-vu : elle s'est jouée presque à l'identique de l'autre côté de l'Atlantique. À la conquête de New York, le socialiste Zohran Mamdani, sans expérience politique, avait lui aussi bousculé les codes en déambulant dans le métro, allant jusqu'à prêter serment dans une station désaffectée. Puis, surtout, en adoptant des couleurs vives et une typographie rétro sur ses affiches, qui rappellent fortement celles aujourd'hui utilisées par Sarah Knafo. Rien de plus que des «coïncidences», balaie-t-on dans l'entourage de la nationaliste. «On est aux antipodes en termes politiques. Après, ce qui nous rassemble, c'est qu'il a 34 ans et j'ai 32 ans. Il y a peut-être une

manière différente de faire de la politique, un peu plus neuve», a tout de même reconnu l'intéressée sur le plateau du Figaro TV. «Il y a une bonne chose chez Mamdani, c'est qu'il était à 3% l'an dernier et il est maire de New York aujourd'hui. Ça, j'assume de m'en inspirer», a-t-elle ajouté, sur France Inter.

La nouvelle coqueluche

C'est que le phénomène Mamdani n'a échappé à aucun camp dans la capitale. Cette irruption d'un complet inconnu, au programme et aux idées radicales, qui a su renverser la campagne new-yorkaise : il n'était donné qu'à 1% d'intentions de vote, six mois avant la primaire démocrate. Un «sorpasso» permis, entre autres, par des vidéos devenues virales, dont celle où il se jette dans l'eau pour illustrer sa promesse de geler les loyers. La stratégie paie : plus des trois quarts des moins de 30 ans ont glissé un bulletin à son nom dans l'urne. «Jusqu'à son élection, les réseaux sociaux n'étaient qu'une simple brique supplémentaire de la communication politique. Désormais, ils constituent le point de départ pour faire parler dans les médias», analyse Anaïs Loubère, spécialiste en communication digitale.

Forcément, la gauche parisienne se dispute la filiation avec la nouvelle coqueluche américaine. «Inspirons-nous de cet élan pour ouvrir la voie d'une

victoire de la gauche à Paris en 2026», s'était à l'époque réjoui le socialiste Emmanuel Grégoire, candidat à Paris. Avant d'être très vite rabroué par son adversaire Insoumis, Sophia Chikirou.

«De Knafo à Grégoire en passant par Bournazel et Dati, ils ne font que s'inspirer d'un style mais ils sont incapables d'incarner ce que Zohran incarne. Finalement, comme ils imitent tous, ils se ressemblent tous. Et ils lassent», enfonce la melenchoniste auprès du Figaro. L'intéressée revendique, elle, des «liens sérieux» et «des points communs» entre son mouvement et celui du nouveau maire d'outre-Atlantique, dont les envolées font l'éloge des travailleurs et des immigrés face à l'«oligarchie».

Mais les Insoumis, qui passent timidement la barre des 10% dans les sondages, veulent aussi se raccrocher à un récit de conquête. «On y voit une similitude politique : celui auquel on ne s'attendait pas a gagné! On peut créer cette surprise à Paris, comme Mamdani à New York», veut croire Rodrigo Arenas, tête de liste LFI dans le 14^e arrondissement. Lui assume d'ailleurs de faire campagne sur son prénom, Rodrigo, comme l'a fait avant lui l'édié new-yorkais. «Je reprends intégralement le fond et la forme de Mamdani. Quand les choses sont bien faites, il n'y a aucune raison d'être original», reconnaît-il. Dans un «remake» du rêve américain, revisité par des antiallantistes. ■

Un an après le boycott, X reste incontournable chez les politiques

Selon le think-tank Hexagone, seuls 10 députés ont supprimé leur compte Twitter, quand 25 l'ont gardé en restant inactifs et que 12 l'ont repris.

Le constat est sans appel. Un an après le mouvement #JeQuitteX, lancé au moment du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, le bilan reste maigre, voire nul. Malgré les critiques persistantes visant le réseau social qui a succédé à Twitter, accusé d'être devenu une plateforme idéologiquement marquée sous l'influence de son propriétaire libertarien Elon Musk - brièvement membre du gouvernement après avoir fait la campagne Maga -, la mobilisation n'a pas produit les effets escomptés. En particulier dans le paysage politique français. Si la fronde a bien existé, au point qu'Emmanuel Macron s'est lancé une croisade pour préserver «la démocratie à l'heure des réseaux sociaux», le grand exode annoncé s'est surtout traduit par des initiatives individuelles, et marginalement institutionnelles ou médiatiques. Loin du départ massif et structuré espéré vers les alternatives BlueSky et Mastodon.

Les chiffres du think-tank Hexagone sont éloquents. Sur les quarante-sept députés qui avaient annoncé leur retrait du réseau, pour l'essentiel issus de la

gauche, auxquels s'ajoutent quelques macronistes, seuls dix ont supprimé leur compte. Vingt-cinq l'ont conservé tout en restant inactifs, tandis que douze autres ont fini par reprendre une activité, via des partages de messages ou des publications personnelles. C'est notamment le cas des députés écologistes Marie Pochon, Charles Fournier ou Damien Girard, ainsi que de leur collègue socialiste Isabelle Santiago.

Un retour assumé, que les intéressés jugent indispensable, tant X demeure un espace central pour maîtriser sa communication et continuer d'exister politiquement - notamment auprès des médias et des leaders d'opinion, très présents sur la plateforme. Certes, «X ne représente pas l'intégralité des Français, pas plus que l'ensemble des réseaux sociaux», pointe Véronique Reille Soutl, présidente de Backbone Consulting et spécialiste des réseaux sociaux. Mais, ajoute-t-elle, «quand vous prêchez dans le désert, vous revenez en général là où se trouvent les gens. En tant que responsable politique, X est l'endroit idéal pour partager son point de vue.» Même vrai faux départ

pour l'eurodéputé social-démocrate Raphaël Glucksmann, qui avait promis un retrait coordonné avec des milliers d'autres utilisateurs, dans l'idée de «ne plus nourrir les algorithmes d'Elon Musk», avant de finalement faire marche arrière. «La symbolique de quitter X face au tournant muskien était très forte, mais la réalité est qu'encore aujourd'hui, quelles qu'en soient les dérives, c'est là que tout se passe», observe Véronique Reille Soutl. D'autant que les audiences des députés les plus en vue sur BlueSky demeurent résiduelles au regard de

«Quand vous prêchez dans le désert, vous revenez en général là où se trouvent les gens. En tant que responsable politique, X est l'endroit idéal pour partager son point de vue»

Véronique Reille Soutl
Présidente de Backbone Consulting

celles qu'ils conservent sur X. Le député ex-LFI de la Somme, et candidat à la primaire de la gauche non melenchoniste, François Ruffin, y compte ainsi 23 900 abonnés, contre 449 700 sur X; l'écologiste Sandrine Rousseau 37 200 contre 185 900; le socialiste Olivier Faure 12 100 contre 174 100.

De quoi dissuader les derniers élus hésitants de franchir le Rubicon. «Quitter X, c'est renoncer à une audience construite sur des années, et rejoindre une plateforme où l'on repart, au mieux, sur une base beaucoup plus petite», analyse Hexagone. Difficile aussi, pour certains élus de gauche tentés par le départ - ou l'ayant déjà opéré - de laisser durablement le champ libre à leurs adversaires nationalistes, au risque de devoir y revenir par la petite porte. «Nous avons décidé d'y retourner pour que notre parole puisse exister parmi d'autres. Mon retour n'est pas une révolution, mais au moins, je viens batailler et diffuser des messages progressistes et écologiques sur la plateforme», a fait valoir le Vert Damien Girard à la presse locale.

Autre enseignement, révélateur des limites du boycott : en l'espace d'un an,

plusieurs députés ont vu leur nombre d'abonnés sur X progresser de manière spectaculaire. Une dynamique qui bénéficie en grande partie aux élus ciottistes de l'UDR et lepénistes du RN, mais également aux melenchonistes de LFI. Pour Hexagone, les raisons tiennent surtout à la capacité du réseau «à produire du débat parfois vif, de l'engagement, de la visibilité politique».

À cela s'ajoute le rôle structurant joué par X dans «l'écosystème parlementaire», tant en matière «de présence que d'audience». «La logique de plateforme, son audience, son rôle dans l'agenda médiatique, ses relais militants, a pu redevenir plus forte que l'intention initiale de s'en éloigner», conclut l'observatoire. Preuve ultime de cette dépendance, à l'approche des municipales de mars : la stratégie numérique déclinée par les candidats à la mairie de Paris, fondée sur des vidéos aux codes bien établis pour tenter de faire la différence. À ce titre, et en attendant les éventuels effets de la récente interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans, X s'impose comme un terrain de bataille plus stratégique que les méthodes traditionnelles de campagne. ■

Naypyidaw, capitale fantôme de la junte birmane

Sébastien Falletti Envoyé spécial à Naypyidaw et Yangon

Cinq ans après son coup d'État, le général Min Aung Hlaing veut normaliser son emprise sur un pays déchiré par la guerre.

Sur le ruban d'asphalte désert fendant la savane tropicale, trois camions blindés vert olive roulent vers le midi, tournant le dos à Naypyidaw, la capitale reclusse de la Birmanie. « Il doit y avoir une escarmouche dans le coin, parfois les PDF installent un checkpoint sur la route pour montrer leur présence », explique laconiquement le chauffeur, en référence aux People's Defence force (PDF), la résistance armée qui s'est levée contre le coup d'État du général Min Aung Hlaing, le 1^{er} février 2021.

Cinq ans plus tard, la guérilla harcèle toujours la Tatmadaw, l'armée Birmane, capturant même un instant un checkpoint de cette route névralgique reliant Yangon à la Chine, le 17 novembre. Ou lançant une attaque de drones en 2024 sur la capitale fantôme bâtie par la junte, nichée entre deux montagnes, au cœur de la nation d'Asie du Sud-Est déchirée par la guerre civile depuis l'arrestation brutale d'Aung San Suu Kyi.

Mais la torpeur l'emporte sur l'inquiétude une fois franchi l'ultime checkpoint gardant le « siège des rois », le surnom de cette mystérieuse « cité idéale » aux relents orwelliens, que *Le Figaro* a pu visiter. « Nous n'avons aucune crainte pour Naypyidaw. Elle a été bâtie précisément pour résister à tous les envahisseurs », assure Tint Wai, ancien colonel fraîchement élu député sous les couleurs du Parti de l'union, de la solidarité et du développement (USDP).

Après le passage d'une porte monumentale, la chaussée s'élargit démesurément à douze voies, enlaçant des ronds-points surmontés de fleurs géantes de pacotille. Tel un naga de bitume, la route s'étale sur vingt couloirs, empruntés par de rares motocyclettes. Là où les chars vinrent disperser les manifestants, aidés de snipers tirant dans la foule venue défendre la victoire de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD). « Ici, c'est Pyongyang ! Les seules fois où il y a des bouchons c'est quand les tycoons bloquent les routes pour le convoi du commandant en chef ou le président bélorusse », râle un conducteur.

« La junte joue une guerre d'usure comme elle le fait depuis des décennies. Elle n'a pas besoin de gagner, simplement de diviser la résistance »

Myo Nyunt Éditorialiste à Yangon

Quelques véhicules esoués sillonnent ces boulevards larges comme l'horizon, bordés d'une végétation luxuriante entrecoupée de façades d'hôtels crénelées. Un décor de carton-pâte bâti pendant une décennie par les tycoons affidés de la junte, achevé en 2012 au cœur de l'aride plaine centrale, par un régime jaloux de ses secrets, détrônant Yangon la coloniale, dans le delta de l'Irrawaddy.

Rien ne ressemble moins à une ville de près de 1 million d'habitants que ces étendues de forêts de goyaviers, cactus ou dattiers s'étendant sur une superficie quatre fois comme Londres. La végétation camoufle des villas d'appartachiks, des bungalows réservés aux parlementaires, les demeures du commandant en chef et de son prédécesseur Than Shwe, des casernes, le tout ponctué de chedis (reliquaires) dorés bouddhiques.

« Naypyidaw a été fondée pour des raisons militaires et symboliques, et pour noyer la corruption dans cet énorme budget de construction. La résilience de la junte vient de sa discipline et de l'accaparement des ressources naturelles. Nous bâtonnons une méritocratie, mais nous sommes revenus à la ploutocratie », constate Myo Nyunt, éditorialiste à Yangon. Chaque année, le décor s'anime pour les foires aux pierres précieuses ou de jade, ressources juteuses, tout comme les trafics de drogue ou les usines à arnaques en ligne, pour un régime ciblé par les sanctions.

À 69 ans, le général Min Aung Hlaing espère normaliser son emprise sans partage à l'issue d'élections législatives « multiparties » conclues le 25 janvier, et remportées sans surprise par l'USDP, avec le blanc-seing de la Chine et de la Russie. Le paravent électoral de la junte



Image saisissante d'une route à Naypyidaw, aux nombreuses voies que seuls quelques véhicules empruntent.

affirme avoir remporté 90 % des sièges de la Chambre basse d'un scrutin boudé par une population exsangue.

Ce tour de passe-passe électoral vise à s'offrir des oripeaux présentables et légitimer le putsch, accuse l'ONU. Le monde ne doit pas accepter « un pouvoir militaire habillé en civil », a lancé Tom Andrews, le rapporteur de l'ONU pour les droits de l'homme au Myanmar, à l'adresse de capitales lassées par un conflit qui s'éternise, de Washington à Bangkok.

« L'armée a été contrainte de reprendre le pouvoir car la NLD n'a pas entendu nos demandes, ce qui a imposé un lourd fardeau au peuple. Notre priorité sera la stabilité. Et la communauté internationale doit nous aider en levant les sanctions », explique Tint Wai, un ancien colonel élu parlementaire du parti façonné par la junte, l'USDP.

Chemise blanche traditionnelle sur longyi vert, visage buriné, cet officier a combattu les guérillas ethniques dans la jungle depuis sa jeunesse. « Je ne suis jamais fatigué, je suis un militaire », lance l'officier promis à un destin ministériel. Tel un symbole de la résilience inoxydable d'un régime attaqué sur tous les fronts, contrôlant moins de la moitié de ce territoire de 55 millions d'habitants, mais qui défie le temps depuis l'indépendance arrachée aux Britanniques sur ce verrou stratégique entre Chine et Inde.

Tatmadaw a repris l'initiative l'an dernier grâce à une « offensive sans précédent durant la mousson, appuyée par les armes chinoises et russes et la conscription », juge Antony Davis, spécialiste de la zone pour la revue de défense britannique *Jane's*, à Bangkok. Un sursaut pour enrayer la spirale négative marquée par

l'offensive éclair de l'Alliance des trois fraternités, en octobre 2023. Inquiète d'une déstabilisation sur son flanc méridional, la Chine s'est employée à calmer les ardeurs rebelles, sans pour autant offrir un chèque en blanc à Min Aung Hlaing. « La junte joue une guerre d'usure comme elle le fait depuis des décennies. Elle n'a pas besoin de gagner, simplement de diviser la résistance », juge Nyunt.

Labyrinthe quadrillé par les véhicules militaires, Naypyidaw semble figée depuis le putsch, ce coup d'arrêt brutal à l'ouverture d'une Birmanie désormais oubliée de la mondialisation. Dans le repli d'une vallée émergent les toits pointus du Parlement pharaonique plongé dans le silence. Des ouvriers repeignent les marques au sol, préparant la réouverture de l'assemblée endormie en mars, pour tourner définitivement la page de la Dame de Rangoon.



À quelques centaines de mètres du portail, dans une allée tranquille, la villa n° 833 est en réfection. Ici fut séquestrée la conseillère spéciale Aung San Suu Kyi, à l'aube du 1^{er} février fatidique, alors que la récipiendaire du prix Nobel de la paix s'apprêtait à ouvrir la nouvelle législature, souffle à voix basse un habitant. Alors que la « Lady » est enfermée à la prison centrale, sa présence est toujours palpable dans la capitale, telle une encombrante prisonnière.

Déjà le nouveau « roi » de Naypyidaw sculpte sa postérité, en inaugurant la plus grande statue de Bouddha de marbre au monde. Cinq mille tonnes de pierres blanches de Mandalay scintillant dans la nuit, vouées à « repousser tous les ennemis », pointe une stèle votive dédiée par le général. Y compris ses rivaux au sein de l'appareil, à l'affût d'un faux pas d'un commandant en chef lorgnant la présidence de la République.

À quelques kilomètres de là, un autre sanctuaire à peine éclairé surgit dans la pénombre tropicale. Un chedi dédié par Aung San Suu Kyi à la « justice, l'égalité et la liberté » du peuple Birman, entouré de paons, animal fétiche de son parti, la NLD. Au-dessus du Bouddha impassible, un plafond de béton scelle le monument inachevé, tel un horizon envolé. ■

« Il n'y a plus de futur » : le rêve birman fracassé d'une population soumise à la peur et aux privations

Sous les façades décaties du vieux Yangon, Myo ne pédale plus sur son trishaw depuis le putsch du général Min Aung Hlaing. Ce grand gaillard à la peau sombre a pu ajouter un moteur à son tricycle taxi grâce à une nouvelle combine tolérée par les militaires depuis qu'ils ont repris la main sur la Birmanie, il y a cinq ans, emprisonnant Aung San Suu Kyi. En revanche, ce père de famille de 57 ans a perdu deux enfants avalés par la guerre civile qui dévore le pays d'Asie du Sud-Est.

« Je ne sais pas comment exprimer ma colère contre les militaires, mais que puis-je faire ? Je dois rester courageux pour nourrir mes trois filles », explique l'homme qui se sait, comme tout le monde, sous surveillance, à l'abri d'une maison de thé. Un soir brûlant de juillet dernier, Aye*, son fils de 27 ans a été raflé par un camion militaire sur le trottoir de la première ville du pays, alors qu'il était sorti acheter des bières après une rude journée de labou.

Le jeune homme a été emmené de force par une armée en quête de sang frais, lui raconte un collègue témoin de la scène. Depuis, Myo se démente pour remonter la trace de son fils mais se heurte au mur de silence érigé par la Tatmadaw. « J'ai appelé son téléphone à maintes reprises : un jour, une voix a répondu au bout du fil. J'ai dit que je voulais parler à mon fils. La personne a

raccroché », explique le père désemparé. Cette opacité est une pratique courante d'une armée qui impose un lavage de cerveau implacable aux nouveaux conscrits isolés dans des camps d'entraînement dans la jungle, ou dans le secret de ses casernes. Une main de fer pourrir seulement par la vénalité. Des enveloppes juteuses permettent d'apprendre le sort des jeunes hommes, à défaut de les sortir de l' enrôlement forcé. Hors de portée pour un modeste chauffeur de trishaw.

« Depuis le putsch, les prix sont devenus fous, mon loyer a doublé et je n'arrive plus à couvrir les dépenses d'éducation. En faisant le trottoir, je gagne trois fois plus qu'à l'usine »

Ma Ei Mère célibataire devenue prostituée

Cette douleur vient s'ajouter à un drame intime plus puissant encore, rapporté par un autre coup de fil. Le 7 février 2024 son fils aîné Tho* est mort sous une bombe larguée par un avion de la junte, après des combats dans la région de Bago, l'informe le commandant de l'unité des People's Defence Force

(PDF) où il s'était enrôlé volontairement. « Les éclats ont traversé son épaulé. Il aurait pu survivre grâce à une simple transfusion. Mais ils étaient dans la jungle et il est mort le lendemain », confie Myo, le visage fermé.

Le garçon de 31 ans avait rejoint cette « armée du peuple » au lendemain du putsch pour défendre, fusil en main, les promesses du printemps birman incarnées par la « Dame de Rangoon » Aung San Suu Kyi, portée par un raz-de-mare déclaré électoral en 2015 puis en 2020.

Une promesse d'ouverture démocratique et surtout de développement pour une des populations les plus pauvres d'Asie du Sud-Est, en quête de décollage dans cette nouvelle frontière de la mondialisation, verrou stratégique entre Chine et Inde.

Un rêve fracassé brutalement par les tanks lancés sur les avenues de la capitale Naypyidaw, comme des snipers abattant froidement les manifestants en février 2021. « La porte s'est refermée et le traumatisme est violent car les Birmans y ont cru. Le pays est en récession, et tous les indicateurs sociaux s'affaissent. La résilience de la population vient de l'entraide » juge un responsable occidental dans le secteur du développement, à Yangon.

La malaria comme la tuberculose reviennent en force alors que l'aide internationale se tarit, et que l'inflation galopante tenaille les foyers, laissant

12 millions de personnes tenaillées par la faim, selon le Programme alimentaire mondial. Alors que le conflit a déplacé plus de 3 millions de personnes, les classes moyennes choisissent l'exode en masse, consacrant une fuite des cerveaux.

Visage fardé, fausse fleur de jasmin dans les cheveux, Ma Ei, 32 ans, s'est tournée vers la prostitution pour nourrir ses trois enfants. « Depuis le putsch, les prix sont devenus fous, mon loyer a doublé et je n'arrive plus à couvrir les dépenses d'éducation », explique cette mère célibataire, ouvrière dans une usine textile. En faisant le trottoir, je gagne trois fois plus qu'à l'usine. »

Aapolitique, elle avait voté en 2020 pour la Ligue pour la démocratie (NLD) de Suu Kyi, entraînée par l'enthousiasme ambiant. Cinq ans plus tard, elle ne s'est pas déplacée pour les élections orchestrées par la junte, comme la plupart des Birman, désabusés.

« Les gens pensent qu'il n'y plus de futur. Toute leur énergie est consacrée à survivre au jour le jour », raconte Byar, patronne d'une épicerie ou les produits importés ont disparu des rayons. À cheval sur son trishaw, Myo râvale sa colère. « Je suis fier de mon fils. La jeunesse se sacrifie et un jour l'armée sera défaite, Naypyidaw tombera » lance le colosse avant de disparaître dans la circulation chaotique. ■

*Le nom a été changé.

Les islamistes frappent au cœur la junte au Niger

Tanguy Berthemet

Revendiqué par l'EI, un raid contre une base militaire sur l'aéroport de Niamey apparaît comme une démonstration de force des terroristes.

Un certain flou entoure toujours l'attaque terroriste qui a frappé l'aéroport de Niamey, dans la nuit du jeudi 29 janvier. Mais il est certain qu'elle laissera des traces au Niger, et pas seulement sur le tarmac. Le raid a été revendiqué, vendredi, par le groupe État islamique (EI), qui affirme, via son agence de propagande, avoir infligé «des dégâts significatifs» sans en apporter la preuve.

Dans les faits, le groupe s'offre une démonstration de force contre le pouvoir militaire au pouvoir à Niamey. La capitale avait jusque-là été à peu près épargnée

par les actions terroristes, hormis des enlèvements, notamment contre deux Français en 2011. Pour le chef de la junte, le général Abdourahamane Tiani, qui a renversé le pouvoir légitime en juillet 2023 en promettant d'éradiquer les djihadistes, le symbole est désastreux. Plongés dans une situation financière très délicate, les militaires seraient plus déstabilisés encore.

Alors, comme à son habitude, le général Tiani a choisi de contourner la réalité pour distiller ses conceptions complotistes, s'en prenant à la France et au Bénin, avec lesquels il entretient des relations exécrables. Et y ajoutant, cette fois, la



Capture d'écran fournie par l'armée nigérienne présentant des hommes soupçonnés d'être responsables de l'attaque contre l'aéroport international de Niamey, le 29 janvier. ORTN/VIA REUTERS

Côte d'Ivoire. «Nous rappelons aux sponsors de ces mercenaires, notamment à Emmanuel Macron, Patrice Talon, Alassane Ouattara : nous les avons suffisamment écoutés aboyer, qu'ils s'apprêtent eux aussi à leur tour à nous écouter rugir», a-t-il menacé. La diatribe a fait réagir à Abidjan, tandis que Paris et Cotonou préféraient faire mine de s'en moquer. «Personne ne croit à ces accusations, mais maintenant, tout le monde parle des tensions entre États et non de l'attaque djihadiste», souligne un journaliste nigérien qui préfère rester anonyme.

Un bilan qui reste inconnu

Selon les observateurs, le raid des islamistes a débuté dans les premières heures du 29 janvier contre l'aéroport Diori-Hamani de Niamey, situé à une vingtaine de kilomètres du centre-ville, et qui abrite aussi la base nigérienne 101, le QG de la Force unifiée créée par le Niger avec ses alliés et voisins burkinabé et malien pour lutter contre les groupes djihadistes, et la principale emprise du contingent russe de l'Africa Corps, qui compte environ 200 hommes au Niger. Selon Wamaps, un site spécialisé sur la sécurité au Sahel géré par des journalistes afri-

cains, près de 300 militaires italiens sont également basés à l'aéroport dans le cadre de la mission italienne de soutien au Niger (Misin). Ces derniers n'ont pas été impliqués dans les combats, contrairement aux mercenaires russes.

Sur des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, on peut voir les traits rouges des balles traçantes et entendre l'ampleur des échanges de tirs, signes de la violence des combats. Le bilan reste inconnu. Le ministère de la Défense affirme par ailleurs que les combats ont débouché sur la «neutralisation de 20 mercenaires et l'arrestation de 11 autres, dont la majorité est grièvement blessée, ainsi que la récupération d'un important matériel de guerre et de motocyclettes». L'EI n'a pas donné de détails. Selon plusieurs sources, les assaillants auraient lancé un assaut sur trois axes. En plus des motos et camionnettes montées de canons antiaériens, ils auraient utilisé une dizaine de drones kamikazes, des engins civils militarisés, pour s'en prendre aux avions et drones nigériens et aux nombreuses structures militaires.

Les autorités nigériennes affirment que les islamistes ne sont pas parvenus à entrer au sein de la base 101 et que les dé-

gâts seraient limités. Des photos satellite mises en ligne montrent toutefois des traces d'incendies sur plusieurs bâtiments de la base, notamment sur le QG de la FU-AES. La cible principale des terroristes semble toutefois être la flotte nigérienne et particulièrement les drones Aksungur, que Niamey vient d'acquérir. Un de ces engins, de fabrication turque, long de 12 mètres et capable de porter 750 kg d'armement, aurait été touché, sans que cela puisse être confirmé. Plusieurs avions civils, notamment trois appareils des compagnies Asky et Air Côte d'Ivoire, ont subi des dommages légers.

Ce raid n'est pas sans rappeler celui conduit, en septembre 2024, par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), lié à al-Qaida, contre la base 101 de l'aéroport de Bamako, au Mali. Depuis lors, le spectre d'une offensive sur Niamey était dans les esprits. «Ces derniers jours, il y avait eu des alertes concernant un risque imminent d'attaque. Les deux groupes ont renforcé leur présence dans des zones proches de Niamey et la menace terroriste reste haute», a assuré à l'AFP Beverly Ochieng, analyste pour la société de conseil Control Risks. ■

À La Havane, la tension est à son comble face aux menaces américaines

Hector Lemieux La Havane

Les habitants de la capitale cubaine sont suspendus aux décisions de Donald Trump, dans une ambiance de défiance et de crainte.

Un front froid, «un frente frio», selon l'expression cubaine, s'abat sur l'île communiste. Le thermomètre plafonne à 20 degrés, et les relations glaciales avec Washington font tout autant frissonner les Cubains. Yamile*, la cinquantaine, frémît à l'évocation d'une invasion américaine. Elle s'en ouvre au chauffeur du tricycle électrique chinois, la toute dernière mode de taxi à La Havane, où cinq autres passagers se sont entassés à ses côtés. «Le fou (Donald Trump, NDLR) veut en finir avec nous. Ce dégénéré va nous aplatis», dit-elle, en tremblant de colère. Le chauffeur, un colosse ayant fait carrière dans la boîte, acquiesce, guère plus rassuré que Yamile depuis que le résident de la Maison-Blanche a durci jeudi la position des États-Unis envers Cuba.

«Moi, Donald J. Trump, président des États-Unis d'Amérique, considère que la situation à Cuba constitue une menace inhabituelle et extraordinaire (...) pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis, et déclare par la présente l'état d'urgence nationale face à cette menace», précise le décret présidentiel. La proclamation américaine a stupéfié les Havanais. «Cuba, un si petit pays, une menace pour les États-Unis? Quel mensonge et quel prétexte pour nous attaquer», estime le chauffeur.

La presse papier est muselée, mais les habitants sont au courant des moindres méandres de la politique internationale grâce aux médias indépendants cubains qu'ils lisent avidement sur internet. Si la jeunesse préférait jusqu'ici les mouvements sensuels du reggaeton aux vieilles chansons révolutionnaires du troubadour Silvio Rodriguez, les temps sont aujourd'hui plutôt à la musique militaire.

Peur omniprésente
Un agent en civil de la «Seguridad del Estado» (la «sécurité d'État») remonte la grande rue 12, qui mène du front de mer à l'immense cimetière Colomb, là où les forces armées révolutionnaires ont leur mausolée. L'homme filme les rares passants. Il n'est pas le seul en cette soirée à surveiller la population, tant la peur d'espions américains ou de contre-révolutionnaires venus de Miami est omniprésente. Des policiers, sans leurs uniformes bleu-gris mais le visage dissimulé sous un masque noir, patrouillent

sur leurs motocyclettes Suzuki 125 cm³, le modèle officiel des hommes du ministère de l'Intérieur et de la police. Sur la Rampa, la plus célèbre artère de la capitale, de jeunes agents de la «Seguridad», eux aussi masqués, surveillent des coins de rue stratégiques, discrètement, à toute heure du jour et de la nuit, parfois assis nonchalamment sur le sol. Dans un pays où la délation est la norme, on se déifie toutefois des lieux qui abritent ces hommes du «Minint», le ministère de l'Intérieur, à la réputation d'incorruptibles.

Les ambassades ont remis à jour leurs plans de contingence pour exfiltrer, si besoin était, leur personnel. La détérioration de la situation diplomatique entre Washington et La Havane, couplée à la fin des livraisons de pétrole du Venezuela et du Mexique à destination de l'île, pousse certaines entreprises étrangères à évacuer leur personnel. C'est le cas du britannique Unilever, selon l'agence espagnole EFE. La durée croissante des pannes de courant - quatorze heures vendredi - pourrait aussi pousser les sociétés étrangères à partir. Certaines ambassades avaient envisagé d'évacuer leur personnel il y a peu, par crainte d'une intervention américaine. Ces personnes quitteront le pays si elles ne disposent plus du pétrole nécessaire pour alimenter les génératrices de leurs résidences, confie un diplomate.

Le général Alejandro Castro Espin, fils de Raul Castro, serait à Mexico pour négocier une sortie de crise avec les Américains. Dans l'avion présidentiel Air Force One, Donald Trump a laissé entendre que Washington pourrait conclure un «accord» avec Cuba, après avoir menacé de frapper de droits de douane les pays vendant du pétrole à La Havane.

Une chose est certaine : l'histoire, elle, se répète. Les décisions actuelles de la Maison-Blanche rappellent celles du président républicain William McKinley à la toute fin du XIX^e siècle. Washington avait tenté d'acheter Cuba à l'Espagne, sans succès. Le 25^e locataire de la Maison-Blanche décréta le 22 avril 1898 le blocus de la côte nord de Cuba. Il déclara la guerre à l'Espagne la même année, et Madrid dut signer l'armistice lors du traité de Paris en décembre 1898. Les États-Unis devinrent le nouvel occupant. ■

*Les prénoms ont été modifiés.

Actuellement en kiosque

360
Écologie

NOUVELLE FORMULE

JACQUES ATTALI
«J'en appelle à une volonté forte au service des générations futures»



OFFRE SPÉCIALE NOUVELLE FORMULE

1 an = 6 numéros
27,80 € au lieu de 30,90 €



L'armée française réapprend à soigner ses soldats dans l'hypothèse d'un conflit majeur

Nicolas Barotte

Garrots, amputations, blessures par brûlure ou causées par des drones... Le service de santé des armées se prépare à un contexte possible de guerre de haute intensité, en tirant les leçons du champ de bataille ukrainien.

Un effrayant record a été battu en Ukraine. L'automne dernier, des médecins ont traité un soldat gravement blessé au pied 120 jours après qu'un garrot a été posé sur sa jambe. «On parle bien de quatre mois!», confirme le médecin chef Christophe Albert. «L'homme avait été victime d'une mine avec une quasi-amputation. Il avait été pris en charge, le garrot avait été sans doute mal posé...», poursuit-il. Si le garrot est trop serré ou posé trop longtemps, l'amputation est inévitable. «Ensuite personne ne s'était sans doute vraiment occupé de lui. Peut-être a-t-il aussi voulu éviter l'hôpital de peur qu'on lui ampute toute la jambe. Mais au bout d'autant de temps, il y avait des vers dans la plaie...», ajoute Christophe Albert. Affecté à l'ACT, le Commandement de l'OTAN pour la transformation chargé de préparer la guerre «demain», le militaire français est en contact avec les équipes médicales ukrainiennes.

Là-bas, la règle de la «golden hour», le traitement des blessés sur le front durant la première heure pour préserver leurs chances de survie et permettre leur évacuation, n'est plus qu'une théorie. Les armées occidentales, qui se préparent potentiellement à un affrontement, en tirent, elles aussi, les leçons. Elles doivent apprendre à traiter différemment les blessés d'un conflit de haute intensité. Sans capacité de soigner ses blessés, une armée ne peut pas tenir une guerre.

La «golden hour» a servi de normes aux opérations occidentales, en Afghanistan ou au Sahel par exemple. Un certain confort opérationnel permettait de stabiliser les blessés sur le terrain avant de les transférer. C'est pourquoi les armées, comme celle de la France, se sont progressivement dépourvues d'hôpitaux de campagne, un échelon devenu inutile entre l'antenne chirurgicale avancée et l'hôpital de métropole. Mais, en Ukraine, «le délai d'évacuation moyen dépasse plusieurs heures et peut atteindre trois ou quatre jours», poursuit le médecin militaire français. Tous les protocoles de soin et les préceptes d'hygiène sont affectés. Les blessures s'infectent. «Dans ces conditions, les blessés très graves vont mourir. Mais il faut être capable d'évacuer les blessés modérés», dit-il, en prolongeant leur espérance de vie sur le champ de bataille.

En Ukraine, le ciblage des structures de santé est systématique

Jacques Margery Directeur central du service de santé des armées

En Ukraine, on meurt toujours majoritairement d'hémorragie, mais les blessures peuvent parfois être différentes. On observe l'utilisation d'armes thermobariques, qui provoquent des brûlures, des lésions par des projectiles, bombes ou artillerie, des blessures dans la partie supérieure du corps liées à l'emploi des drones, racontent les médecins. Avec le Jatec, le centre d'analyse mis en place par l'Alliance atlantique pour tirer les leçons, avec les Ukrainiens, du conflit, le médecin chef Albert réfléchit à l'amélioration de la prise en charge des blessés.

«Les Ukrainiens nous ont demandé de les aider à repenser l'évacuation de leurs blessés», dit-il. Il faut parfois attendre la nuit et faire vite. Ils doivent innover : «Ils ont testé récemment une capsule blindée, pilotée par un drone, pour extraire un blessé qui était sous le feu d'un sniper. Il a fallu 48 heures pour le faire sortir. La capsule a dû traverser un champ de mines. L'équipe qui a réussi l'opération a été décorée par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky», raconte le médecin chef Christophe Albert. Les drones aériens sont aussi utilisés pour apporter dans l'urgence un ravitaillement de médicament.

En Ukraine, les frappes de drones et l'omniprésence de la guerre électromagnétique menacent la médecine de l'avant. Tout peut être vu et détruit



Les personnels soignants du centre médical des armées de Lyon, lors d'un exercice de préparation opérationnelle. N. MEALIN / 4^e RÉGIMENT CHASSEURS / ARMÉE DE TERRE

rapidement. Médecins, infirmiers et ambulances sont pris pour cibles dès qu'ils s'approchent. «Le ciblage des structures de santé est systématique» en Ukraine, confirme au Figaro le médecin général Jacques Margery, directeur central du service de santé des armées (SSA). «70 % des cibles touchées par des tirs longue distance sur le territoire ukrainien sont des structures de santé militaires ou civiles», dit-il. En neutralisant les médecins ou les hôpitaux, au mépris du droit humanitaire, la Russie porte des coups sévères à son adversaire. Les forces ukrainiennes, logiquement, cherchent à préserver leurs équipes médicales, quitte à les éloigner du front, rendant encore plus complexe l'accès au soin pour les blessés.

Début décembre, un «challenge innovation» consacré à la médecine de guerre a été organisé à Londres par l'ACT avec le Jatec. «Les solutions proposées par les start-up ou les ONG qui participaient devaient toutes être opérationnelles dans un environnement contesté, c'est-à-dire sous la menace des feux, avec un déni de positionnement GPS, avec du brouillage électromagnétique...», explique le capitaine de frégate Bastien Salasca, qui a coordonné le projet. Toutes les solutions devaient être discrètes pour échapper à la surveillance radar, infrarouge ou optique. Trois projets ont été remarqués. Le premier porte sur un moyen de purification du sang avec un système portatif nécessitant peu d'énergie. Il permettra de diminuer l'impact des garrots mal posés et d'éviter la contamination par des toxines.

En Ukraine, ce syndrome est devenu un fléau. Le deuxième porte sur un «pousse-seringue mécanique». Il permettra de diffuser des médicaments à un patient perfusé sans avoir recours à un appareil électrique dont la signature électromagnétique pourrait être identifiée. Le dernier porte sur un système de transmission de données entre deux récepteurs par contact corporel : sans

antenne, sans Wi-Fi, l'échange du dossier médical ne sera plus détectable. Dans quelques mois, ces outils pourraient devenir opérationnels.

Face à un adversaire sans scrupule et à une guerre plus violente, la chaîne de soins doit être adaptée. Sur la ligne de front directe, la prise en charge «en autonomie» doit être améliorée : les soldats blessés doivent pouvoir mieux se prendre en charge eux-mêmes et attendre l'arrivée des secours : «Il faut durcir la ligne des premiers secours et avoir des capacités probablement un peu au-dessus du secourisme au combat», explique le médecin général Jacques Margery, du SSA. Jusqu'à présent, chaque soldat était formé aux premiers gestes de soin, comme poser un garrot. «Il faut toujours que tous les combattants soient rompus à ces gestes élémentaires de survie, poursuit-il. Mais il faut aussi donner localement l'accès à d'autres compétences. Il faut que quelqu'un soit capable de faire des soins qui ne soient pas des gestes automatiques, mais adaptés à l'analyse de la situation», détaille-t-il. En clair, quelqu'un capable de déplacer un garrot mal posé.

De nouveaux gestes sont enseignés dans les écoles de santé. «On enseigne à nos jeunes des gestes de remise en continuité des vaisseaux par des sutures» pour permettre, sans être chirurgien vasculaire, de réparer une plaie, détaille le directeur du service de santé des armées. Et pour lutter contre la gangrène gazeuse, qui a fait sa réapparition dans les tranchées ukrainiennes, on apprend la technique des «parages». Pour se préparer à toutes les situations et anticiper la question cruciale des transfusions de sang, «nous avons repensé notre doctrine et notre stratégie de transfusion avec du sang total et du plasma lyophilisé. Nous sommes déjà rompus à son utilisation», poursuit-il. Le SSA a aussi commencé à «cartographier» dans les unités les donneurs de sang potentiels pour gagner du temps sur le terrain.

La médecine de l'avant devra aussi s'adapter à des besoins qui avaient disparu des théâtres : sur le front ukrainien, «60 % de l'activité du médecin est constituée par la pathologie médicale, et seulement 40 % à une activité opérationnelle», explique le médecin général Margery. Il peut s'agir de douleurs dues à des efforts prolongés ou des infections basiques. En Ukraine, les conditions de vie dans les tranchées sont éprouvantes. Le développement de bactéries résistantes aux antibiotiques, en raison de mauvaises prescriptions sur le front, inquiète aussi les médecins qui y voient une «bombe à retardement».

L'accès au premier médecin, en arrière du champ de bataille, doit être réorganisé. Pour ne pas être frappés par des tirs adverses, les médecins sont contraints «soit de reculer, soit de se mettre en protection, mais, dans ce cas, d'être très discrets, soit de déplacer régulièrement... Mais quand les médecins se trouvent à une centaine de kilomètres, l'enjeu de l'elongation devient crucial», poursuit le médecin général Margery. «C'est ce qui nous a amenés à réorienter notre renouvellement capacitaire et à développer de nouvelles unités médicales opérationnelles», dit-il.

Le retour de la guerre à grande échelle, c'est beaucoup de blessés, beaucoup de malades et un phénomène de saturation

Jacques Margery

Les antennes chirurgicales, trop peu mobiles, seront remplacées à terme par une nouvelle capacité, baptisée «Elytron», une sorte de poste d'opération sur châssis. Il sera possible «d'opérer sans descendre des roues», dit-on. Le SSA devrait recevoir quelques dizaines de systèmes. Le service réfléchit aussi aux structures d'hôpital de campagne

qui pourraient être déployées au niveau d'un corps d'armée et qui pourraient accueillir «entre 150 à 200 blessés». «Nous avons identifié des moyens qui nous permettraient d'avoir une forme de «rôle 3» de circonstance (un hôpital de campagne, NDLR), une capacité intermédiaire qui pourrait ressembler à ce que nous avions déployé à Mulhouse pendant la crise Covid», explique le directeur du SSA. Parent pauvre des armées durant les dernières décennies, le SSA a des besoins urgents de modernisation.

Au sein des armées, on réfléchit aussi à des outils d'intelligence artificielle qui aideront les médecins, dans les hôpitaux de guerre, à gérer l'afflux massif de blessés et les besoins logistiques. «Le retour de la guerre à grande échelle, c'est beaucoup de blessés, beaucoup de malades et un phénomène de saturation», résume le médecin général Jacques Margery. Les équipes du SSA doivent se réentraîner à «trier» les blessés. Des logiciels de simulation sont utilisés, de nouveaux enseignements sont prodigués au Val-de-Grâce. La prise en charge des blessures psychiques va elle aussi évoluer, pour acquérir des réflexes élémentaires pour limiter les effets des stress post-traumatiques. «Il faut réfléchir au bon moment pour faire intervenir un psychiatre sur le terrain, renforcer le dépistage», indique le médecin général Margery.

Les structures civiles sont aussi sensibilisées. Sans elles, le SSA, qui ne représente qu'une infime part des capacités, ne pourra pas faire face. Après avoir alerté les agences régionales de santé l'année dernière dans une note, le service de santé des armées se prépare à publier un vade-mecum sur la prise en charge des blessés de guerre : il «va concerner l'accueil sur le territoire national de blessés rapatriés depuis un théâtre de guerre», explique un soignant au fait de la réorganisation. «Il s'agit de répondre à l'ordre qui est donné de se préparer», dit-on. La médecine de guerre se traite aussi à l'arrière. ■

Romain Schneider

En dominant Novak Djokovic, en finale de l'Open d'Australie, l'Espagnol de 22 ans s'est adjugé le seul tournoi du Grand Chelem qui manquait à son palmarès.

Battra-t-il un jour le record de Djokovic et ses 24 titres du Grand Chelem ? Personne ne peut l'affirmer aujourd'hui. Mais beaucoup peuvent déjà le penser. L'Espagnol est un phénomène de précocité. Et ça, personne ne peut le contester. À 22 ans et 272 jours, le Murcien, tombeur dimanche du Serbe (2-6, 6-2, 6-3, 7-5), est devenu le plus jeune joueur à remporter les quatre épreuves du Grand Chelem. Il va désormais se faire tatouer un petit kangourou sur une jambe près de ses tatouages de Roland-Garros, de l'US Open et de Wimbledon. « Quand je suis venu en Australie, j'ai toujours axé mon intersaison pour être prêt à jouer ce tournoi et remporter le trophée, a-t-il savoure. Ça ne s'était pas bien passé jusque-là, alors je suis très heureux d'avoir continué à travailler pour y parvenir. Mon intersaison a été différente cette fois et n'a pas été facile. Beaucoup de gens doutaient de mon niveau dans ce tournoi où je n'avais jamais dépassé les quarts. Alors je suis venu en voulant plus, avec l'ambition de soulever le trophée (...) Pour moi, c'est un honneur d'écrire mon nom dans les livres d'histoire. »

Il fait mieux que Rafael Nadal et Björn Borg à cet âge. Les records de précocité, il connaît. En 2022, après son sacre à l'US Open, il était déjà devenu à 19 ans le plus jeune numéro 1 mondial de l'histoire. En digne successeur du Big 3 (Djokovic, Nadal, Federer). Avec son rival Jannik Sinner, les deux nouveaux patrons du tennis mondial ont désormais mis la main sur les neuf derniers titres du Grand Chelem depuis le 24^e et (à ce jour) dernier sacre de Djokovic lors de l'US Open 2023. Cinq pour l'Espagnol, quatre pour l'Italien. Mais la dynamique est pour l'ibère. C'est lui qui a glané trois des quatre derniers Majeurs. Et en huit finales des plus grands rendez-vous de la planète tennis, Alcaraz ne s'est incliné que face à Jannik Sinner, l'an passé, à Wimbledon. Un ratio exceptionnel. La marque des géants.

Avec ce premier sacre aux Antipodes, le nouveau chercheur de records enrichit son palmarès après Roland-Garros (2023, 2025), Wimbledon (2023, 2024) et l'US Open (2022, 2025). Avec sept titres du Grand Chelem, il égale déjà désormais deux légendes du jeu, John McEnroe et Mats Wilander, et se rapproche irrésistiblement d'André Agassi, Jimmy Connors et Ivan Lendl (8 titres).

Pris de vitesse dans la première manche, l'Espagnol, cueilli à froid et qui



Carlos Alcaraz, vainqueur de la finale de l'Open d'Australie, et Novak Djokovic, son adversaire, posent avec leurs trophées après la rencontre.

SYDNEY LOW/ZUMA PRESS WIRE VIA REUTERS CONNECT

Open d'Australie : Alcaraz l'héritier, déjà en avance sur tous les géants

restait sur un terrible combat de plus de cinq heures en demi-finale contre Alexander Zverev, a progressivement pris le dessus sur Djokovic. Au fil des jeux et des minutes, il a su imposer sa présence physique, ses fulgurances, son jeu tout en variation, exploitant parfaitement la géométrie du court face à celui qui a longtemps eu la meilleure couverture de terrain de tous les temps. En 2023, l'héritier avait eu à la surprise générale le dernier mot face à « Djoko », le roi de Londres, alors invaincu

« C'est déjà un joueur de tennis légendaire, à seulement 22 ans. C'est impressionnant. (...) Il cherche constamment à innover, et c'est exactement la mentalité qu'un champion doit nourrir »

Novak Djokovic

Élogieux envers Carlos Alcaraz après sa victoire à l'Open d'Australie

dans son jardin depuis 2017. Il l'a privé encore (après la finale de Wimbledon 2024) dimanche d'un historique 25^e sacre. Le natif d'El Palmar a réussi là où Rafael Nadal, deux fois, ou Andy Murray, quatre fois, avaient échoué par le passé. Faire tomber en finale le Serbe « chez lui » à Melbourne, où il avait remporté ses dix autres disputées. Beau joueur, le natif de Belgrade a glissé à propos de son jeune rival : « Je ne trouve plus de superlatifs. Il mérite chaque éloge qu'il reçoit de ses pairs et du monde du tennis. C'est un jeune homme très charmant. De bonnes valeurs, une belle famille. Et bien sûr, déjà un joueur de tennis légendaire, à seulement 22 ans. C'est impressionnant. Il a progressé physiquement, mentalement, techniquement. Il cherche constamment à innover, et c'est exactement la mentalité qu'un champion doit nourrir. » Avant de glisser en souriant : « Je suppose que ces deux-là (avec Sinner) vont se battre pour les plus grands titres, et puis les jeunes joueurs comme moi vont essayer de rattraper leur retard. »

L'esthète et le guerrier. Si ses accélérations foudroyantes en coup droit

ou ses sublimes amortis, dont il est friand, font lever les foules, Alcaraz est aussi, à l'image de son compatriote Nadal, un sacré combattant. Avec comme moteur : une haine de la défaite. L'Espagnol a remporté 15 des 16 matchs dans cinq sets qu'il a disputés dans sa jeune carrière. Il ne renonce jamais même quand tout semble perdu. Personne n'a oublié, la finale légendaire de 5h29 du dernier Roland-Garros où il a sauvé trois balles de match pour terrasser Sinner. Vendredi, perclus de crampes entre la fin du 3^e set du 4^e, il a pourtant su renverser Alexander Zverev au bout du suspense.

Avant ou sans Juan Carlos Ferrero, « son père spirituel », c'est souvent « Carlitos » qui gagne à la fin. Le prodige a conquis ce nouveau royaume en Australie sans son entraîneur de presque toujours. Le natif d'El Palmar s'est séparé en décembre de son coach historique et ancien numéro 1 mondial, avec qui il avait décroché ses six premiers titres en Grand Chelem et réalisé en 2025 la meilleure saison de sa carrière. Beaucoup se demandaient,

l'impact qu'aurait cette séparation sur son rendement au moins à court terme. Le numéro 1 mondial a déjà apporté une brillante réponse. Ce qui lui fait dire : « Maintenant que j'ai le trophée, je suis heureux de prouver que les gens qui doutaient avaient tort. »

Où s'arrêtera-t-il ? Le roi des courts est aussi, apparemment (parfois) le roi de la fête. Dans quelle mesure ce mode de vie peut à terme freiner sa course vers tous les sommets ? « J'ai envie de devenir le plus grand de l'histoire mais le plus important, c'est de m'amuser », a-t-il résumé dans le documentaire Netflix qui lui a été consacré en 2025. Son ex-coach Juan Carlos Ferrero en était même arrivé à « douter qu'il puisse réellement devenir le meilleur joueur de l'histoire ». Jusqu'ici, tout va très bien, en tout cas. Avec ce nouveau sacre, il devance désormais de 3 350 points son rival Sinner. S'il n'est pas rattrapé par des problèmes physiques qui ont déjà un peu perturbé sa jeune carrière et si sa soif de victoires reste la même, Alcaraz semble bien parti pour marquer encore l'histoire de son sport dans les années à venir. ■

« On verra si j'ai une nouvelle chance » : Djokovic n'a pas dit son dernier mot

Un rêve est passé. Pendant un set, Novak Djokovic ressemblait à celui de 2019, qui, au sommet de son art, avait humilié Rafael Nadal en trois sets en finale pour s'offrir alors le septième de ses six sacres à Melbourne. Par son agressivité, son efficacité et sa régularité (4 fautes directes dans le premier set), le Serbe a frôlé la perfection face au nouveau patron du tennis. « Le premier set a été l'un des meilleurs que j'ai joués ces dernières années », a-t-il confirmé. Après avoir réveillé son jeune adversaire par un mauvais premier jeu dans le deuxième set, le Serbe a été rattrapé par la réalité et a subi implacablement la domination de l'Espagnol. Il a fini par faire ses 38 ans face à un champion de quasiment 15 ans son cadet.

Sans doute encore marqué par sa victoire épique, en cinq sets, vendredi, face à Jannik Sinner, « Djoko », soudain en panne de première balle et moins rapide sur le court, a connu un gros coup de moins bien dans le deuxième et le troisième set, avant d'offrir une résistance héroïque, mais vainque dans le quatrième. « Je me sentais super bien et les

choses ont changé après ce départ incroyable. Puis j'ai retrouvé de l'énergie au milieu du quatrième. (...) Mon coup droit m'a lâché dans les moments importants. Un ou deux coups peuvent changer la dynamique d'un match, et c'est ce qui s'est passé. J'étais proche, mais ce n'était pas mon jour. »

A 38 ans et 255 jours, Djokovic détiennent l'immense majorité des records de

son sport. Mais il n'est pas encore l'unique détenteur du plus grand nombre de trophées en Majeur qu'il partage avec Margaret Court (24). A-t-il laissé passer sa dernière chance de marquer encore son sport ? Bien possible. Mais, avec cet immense champion, il ne faut jamais dire jamais. Les planètes s'étaient alignées pour lui, qui avait bénéficié d'un forfait en huitièmes de finale (celui du

dangereux Jakub Mensik), puis d'un abandon en quarts (Lorenzo Musetti), alors qu'il était mené deux sets à zéro. Et Djokovic était redevenu Djokovic contre Sinner en demi-finale. Mais la marche Alcaraz a encore été trop haute. Comme un symbole.

« Ce n'est pas suffisant »

En 2008, le Serbe avait mis fin à la domination de Roger Federer et de Rafael Nadal, en s'imposant à Melbourne (contre Tsonga). Et il allait beaucoup contrarier par la suite les plans du Suisse et de l'Espagnol. Face à son héritier désigné, le vétéran a subi une troisième défaite consécutive en finale après Wimbledon 2023 et 2024. « C'est super d'avoir été capable de battre Jannik (Sinner en demi-finale, NDLR) en cinq sets et d'avoir enchaîné sur une belle bataille avec Carlos (Alcaraz en finale). Je savais que, pour gagner le titre, il faudrait vraisemblablement que je batte les deux. J'en ai battu un, c'était très bien, et c'est un pas de plus que ce que j'ai fait l'an dernier en Grand Chelem. Donc c'est encourageant, mais, pour moi, ce n'est pas suf-

fisant. Je vais continuer de m'entraîner et on verra si j'ai une nouvelle chance. »

Aux premières loges de la finale, Rafael Nadal, 39 ans et retraité depuis novembre 2024, a même été invité avec humour par le Serbe à venir le remplacer sur la Rod Laver Arena. « Il y a trop de légendes espagnoles ce soir. J'avais l'impression d'être à 2 contre 1, ce n'est pas juste », a plaisanté le « GOAT ». Lors de son discours de remerciements, dans lequel l'homme aux 24 titres du Grand Chelem a conclu par cette tirade énigmatique : « Dieu seul sait de quoi sera fait demain et ce qui se passera dans six mois et encore plus dans douze. Alors, merci, ça a été une grande aventure. » Le mot retraite ne semble pourtant pas encore faire partie de son vocabulaire. Le Serbe, qui martèle son envie de jouer au moins jusqu'aux JO de 2028, n'a clairement pas abdiqué : « Mes attentes, je les ai abaissées, ces deux dernières années, ce qui me permet de lâcher une partie de ce stress inutile. Ça fait aussi du bien de ne pas toujours être le grand favori, et ça donne un peu de motivation supplémentaire. » ■

Un sacre français chez les juniors, une grande première dans le tableau féminin

La Française Ksenia Efremova a mis fin à vingt-sept ans d'attente dimanche à Melbourne en succédant à Virginie Razzano, sacrée en juniors à l'Open d'Australie en 1999. Efremova, née à Moscou il y a seize ans, est installée en France et a obtenu la nationalité française en 2023. Nouvelle numéro 1 mondiale chez les juniors, elle s'impose comme le meilleur espoir féminin du

tennis tricolore et rejoindra peut-être un jour à Melbourne au palmarès du grand tableau Elena Rybakina. La Kazakhe a dominé samedi la numéro 1 mondiale, Aryna Sabalenka 6-4, 4-6, 6-4, décrochant à 26 ans le deuxième titre du Grand Chelem de sa carrière, après Wimbledon 2022. Depuis mi-octobre 2025, la nouvelle 3^e mondiale a remporté 20 de ses 21 dernières rencontres. ■

R.S.

Amélie Oudéa-Castéra : « La France vise le top 5 aux Jeux olympiques d'hiver »

Propos recueillis par **Martin Couturié** et **Jean-Julien Ezvan**

L'ancienne ministre, devenue présidente du sport français, surfe des Jeux de Paris 2024 à ceux d'Alpes 2030 en passant par ceux de Milan-Cortina 2026, qui débutent vendredi.

Un lundi de fin janvier sombre et froid quelques jours avant le début des Jeux d'hiver de Milan-Cortina (6-22 février). Amélie Oudéa-Castéra (47 ans), ex-joueuse de tennis, ancienne ministre des Sports et des Jeux de Paris 2024 reçoit *Le Figaro* dans son bureau de présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF). Pour évoquer l'héritage des JO de Paris, l'objectif pour ceux de Milan et la préparation du rendez-vous olympique prévu dans les Alpes françaises en 2030. Si elle a changé de casquette, son ambition pour le sport français n'a pas disparu. Et le discours reste offensif.

LE FIGARO. – Sept mois déjà à la tête du CNOSF, quel bilan en tirez-vous ?
AMÉLIE OUDÉA-CASTÉRA. – Je retiens une action très intense pour la mise en place de notre nouvelle gouvernance, avec toutes les forces vives qui poussent dans le même sens, et pour faire du CNOSF une institution plus forte, plus utile, avec une voix qui porte. On a élevé notre niveau d'expertise et de partage sur des sujets comme les violences sexuelles, la cybersécurité, la transidentité, la santé mentale de nos athlètes, le bénévolat, le volontariat, et on a avancé sur l'inclusion sociale par le sport, sur notre transformation économique. On a aussi porté le plaidoyer pour les municipales pour faire du sport un thème de campagne positif pour les élus locaux.

Vous parlez de transformation économique du mouvement sportif...
 C'est une priorité. À un moment où les budgets se fragilisent, il faut améliorer notre attractivité auprès des investisseurs et des sponsors, dans le respect de nos accords marketing avec le comité d'organisation des Jeux de 2030. Et, comme il y a des « Choose France » pour les investisseurs étrangers, je souhaite qu'on organise des « Choose sport » pour convaincre des investisseurs de nous accompagner sur des thématiques ciblées. Ça peut être l'éradication des violences, le double projet pour les sportifs de haut niveau, la reconversion de nos athlètes, la santé mentale...

N'est-ce pas un programme de ministre des Sports ?

Non, on est vraiment bien dans notre rôle, qui est de porter le mouvement olympique en France et d'animer le mouvement sportif. Quand on est ministre des Sports, on a la responsabilité de tout le sport français dans toutes ses composantes. Nous, aujourd'hui, on veille aux intérêts du mouvement sportif, c'est-à-dire de nos 110 fédérations, 180 000 clubs fédérés, 3,5 millions de bénévoles et de nos 15 000 athlètes et 17 millions de pratiquants.

L'héritage de Paris 2024 fait débat, jusqu'à être critiqué par certains sportifs, qui avaient imaginé des retombées plus durables...

On est toutes et tous des héritiers de Paris 2024 et l'héritage est ce qu'on va en faire. Et c'est pour ça que, jour après jour, je suis très attentive à continuer à porter toutes ces thématiques et à faire en sorte, notamment grâce à la casquette qui est la mienne de coordonnatrice du Fonds de dotation Héritage Paris 2024, de donner aux collectivités et au mouvement sportif les moyens de continuer à porter avec ambition les actions d'héritage qui ont été engagées à l'occasion de Paris 2024.



« Les jeux de Milan sont un tremplin et aussi un terrain d'observation majeur. Je vais être vraiment là-bas pour tout observer », confie Amélie Oudéa-Castéra (ici le 25 novembre 2025). MILLEREAU PHILIPPE / KMSP VIA AFP

Les critiques ont visé notamment le budget des sports...

Nous revenons de loin... Nous étions partis pour être amputés de presque 19 %. Nous avons collectivement baïillé avec Marie-Amélie Le Fur et la ministre des Sports pour que la copie soit revue. Nous notons une légère baisse de 6 millions d'euros, reflétant l'annulation de la réserve dans la plupart des ministères qui vise à maintenir le déficit sous les 5 %.

« À un moment où les budgets se fragilisent, il faut améliorer notre attractivité auprès des investisseurs et des sponsors »

Amélie Oudéa-Castéra
 Présidente du CNOSF

Concernant les Jeux de Milan-Cortina, qui débutent ce vendredi, quelle logistique avez-vous prévu ?

Nous attendons avec impatience ce rendez-vous incroyablement excitant parce qu'il signe le retour des Jeux d'hiver en Europe, avec du public. Et ce sont les premiers Jeux après Paris 2024 et la dernière édition avant 2030 en France. L'organisation logistique de notre délégation sera la plus nombreuse de l'histoire des Jeux d'hiver, avec 160 athlètes et 2 remplaçants pour un total, staffs compris, de 400 personnes. Tout le monde va être dispersé entre les différents Villages olympiques et les 17 hôtels...

Quel objectif de médailles avez-vous fixé ?

Nous voulons être dans le top 5 olympique. Et je crois que Marie-Amélie Le Fur a posé ce même objectif pour les Paralympiques. C'est un objectif exigeant, parce que ça veut dire à peu près augmenter de 50 % le nombre habituel de nos médailles d'or. Historiquement, on en a eu au maximum cinq. Là, on sait qu'il faut plutôt être sur à peu près huit. Et, si on atteint notre objectif du top 5 dans des Jeux d'hiver, on sera probablement, avec les États-Unis, les deux seules nations au monde à être capables

de performer à ce niveau aux Jeux d'été et d'hiver. Cela ferait de nous une formidable nation sportive.

Peut-il y avoir un effet Paris 2024 pour nos athlètes sur ces Jeux d'hiver ?
 Oui, je crois, parce que nous savons que nous sommes bien préparés, que la France a un bon encadrement, que l'Agence nationale du sport fait du bon travail, que les acteurs sont alignés et que nous avons renforcé nos moyens. Je veux souligner là que l'État a tenu ses engagements, que nous avons eu les crédits attendus, et même eu un renfort de 6 millions d'euros en 2025 pour préparer ces Jeux d'hiver. On aborde ces JO avec humilité mais confiance.

En tout cas, ces Jeux de Milan doivent servir plus que jamais de tremplin pour les Alpes françaises en 2030...

Un tremplin et aussi un terrain d'observation majeur. Je vais être vraiment là-bas pour tout observer. Les équipes du Cojop, sous la houlette d'Edgar Gropison (président d'Alpes 2030), seront présentes afin de tirer tous les enseignements de ces Jeux de Milan-Cortina.

De l'extérieur, on a l'impression que l'organisation des Jeux 2030 n'est pas aussi fluide que cela a été pour Paris 2024, on se trompe ?

D'abord, ce n'est pas parce que le résultat final a été grandiose qu'il faut oublier toutes les péripéties qu'on a dû traverser pour Paris 2024. Préparer un rendez-vous olympique, c'est extraordinairement difficile et exigeant et, forcément, ça pique. Si ça ne pique pas, c'est que ça ne va pas, c'est qu'on n'est pas en train de faire ce qu'il faut. Deuxième élément : on avance. La dynamique des dernières semaines a été plutôt productive. On a adopté un budget, la carte des sites progresse, la réflexion collective sur des sports additionnels a avancé, un calendrier est posé et des recrutements ont été faits. Donc, il y a eu une ou deux difficultés qu'il ne faut pas nier sur le plan RH, et je pense qu'il y a aussi un enjeu de bien réussir cette symbiose culturelle entre les expertises de Paris 2024, dont certaines ont rejoint le Cojop et la culture de la montagne. C'est une chance

d'avoir localement, sur nos différents clusters, des équipes qui sont très aguerries à l'accueil de ces grands rendez-vous des sports d'hiver : Val d'Isère, Courchevel, etc. Elles connaissent par cœur leurs responsabilités, leurs métiers, leurs terrains. Cela me rend optimiste et maintenant il faut réussir, au fond, le plus facile, c'est-à-dire marier ces cultures-là. Ce qui aurait été difficile, c'est d'avoir une pénurie de talents.

Et concernant les interrogations autour de Nice ?

Je n'ai aucune inquiétude, c'est une ville éminemment sportive, avec des exécutifs locaux très déterminés à ce que les choses se passent bien.

Vous qui venez de Paris 2024, estimez-vous qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir ?

Il faut être lucide, on aura tout le temps des difficultés. Le projet est dur et impliquera des arbitrages, des sacrifices, des conflits, parfois des désaccords et des rapports de force. Ce qui est important, c'est qu'il n'y ait pas de déni pour les analyser et qu'il y ait une capacité de la gouvernance à vite trouver des solutions. Et, par rapport à cette double caractéristique, je suis beaucoup plus rassurée par ce qu'on voit aujourd'hui qu'il y a six mois.

Les hommes politiques ne prennent-ils pas trop de place dans le projet ?

Je pense que, au contraire, c'est une chance d'avoir deux exécutifs régionaux extraordinairement motivés par cette aventure, ils l'ont conçue et donc ont mis, depuis le départ, de leur ADN dans ce projet. Et il ne faut jamais oublier que, par définition, les Jeux olympiques, c'est un projet sportif, mais aussi un projet politique, au sens noble du terme, qui tire des enjeux d'identité des territoires, d'aménagement, de vivre ensemble, de quel est le message que ces territoires veulent envoyer au reste de la France et au reste du monde.

Que répondez-vous à ceux qui disent : « On n'avait pas besoin de ces Jeux si proches de Paris 2024 ? »

Je fais partie de ceux qui considèrent que c'est une chance d'accueillir les Jeux à la

maison, pour le sport français et ses athlètes. Et je suis très heureuse que les athlètes des Jeux d'hiver aient justement la même occasion de briller à domicile que les athlètes des Jeux d'été. Et je considère que ces Jeux sont l'occasion de bien nous aider à réfléchir sur le défi qui représente la montagne à l'horizon de 2050.

Une question plus personnelle, certains disent que votre image a été quelque peu abîmée par votre court passage au ministère de l'Éducation nationale. Cet épisode a-t-il été digéré ? Ce dont je suis très fière, c'est de n'avoir jamais, d'un seul iota, réduit mon niveau d'engagement au service du pays et du sport français. J'ai appris, et je pense que la résilience dont j'ai fait preuve, en donnant tout pour la réussite des Jeux de Paris 2024, doit être mise à mon crédit. J'en ressors avec des cicatrices, mais, au final, aguerri et plus engagé que jamais.

Avez-vous envie de refaire de la politique ?

Je continue d'aimer passionnément l'intérêt général et la chose publique, mais, aujourd'hui, je suis très heureuse de la servir avec ma casquette de société civile. Et dans ce sport pour lequel j'essaie vraiment de mettre toutes les compétences que j'ai pu développer par les différentes étapes de ma carrière, d'abord comme athlète, puis comme haut fonctionnaire, cadre dirigeante du privé, dirigeante du secteur sportif et ministre. Je pense que ces cinq niveaux d'expérience aujourd'hui font de moi une présidente du CNOSF impactante et en tout cas archi-déterminée.

Le monde politique est-il plus brutal que le sport de haut niveau ?

Ce qui est formidable, dans le sport, c'est que vous êtes jugé sur vos résultats. Et je pense que, si je suis jugée sur mes résultats et sur mon action de ministre, le bilan ressort comme formidableness positif et de manière assez unanime, comme l'illustre la confiance que m'a donnée le mouvement sportif à l'occasion de mon élection. Et, aujourd'hui, cette confiance, j'essaie de l'honorer jour après jour. Je pense qu'on est vraiment en train de fortifier le sport français. Et je suis fière de l'action qu'on mène ici au CNOSF. ■

EN BREF

Foot : Mbappé évite la crise au Real Madrid

Sauvé par un penalty de Kylian Mbappé à la 100^e minute, le Real Madrid a évité une nouvelle crise dimanche en s'imposant face au Rayo Vallecano (2-1) sous les sifflets du stade Santiago Bernabéu.

Cyclo-cross : van der Poel, petit-fils de Poulidor, encore sacré

Mathieu van der Poel est devenu champion du monde de cyclo-cross pour la huitième fois en s'imposant dimanche aux Pays-Bas.

Mercato : le Paris FC recrute un champion d'Europe

Vainqueur de l'Euro 2020 avec l'Italie, l'attaquant Ciro Immobile (35 ans, 57 sélections), qui évoluait à Bologne, a signé jusqu'à la fin de la saison avec le Paris FC.

20^e JOURNÉE LIGUE 1

LENS (1)	1-0	LE HAVRE (15)
PARIS FC (13)	2-2	MARSEILLE (3)
LORIENT (9)	2-1	NANTES (16)
MONACO (10)	4-0	RENNES (6)
LYON (4)	1-0	LILLE (5)
ANGERS (11)	-	METZ (18)
NICE (14)	-	BREST (12)
TOULOUSE (8)	-	AUXERRE (17)
STRASBOURG (7)	-	PARIS SG (2)

16^e JOURNÉE TOP 14

MONTPELLIER (4)	44-7	ST. FRANÇAIS (5)
CASTRES (7)	28-23	CLERMONT (8)
RACING (9)	37-31	PERPIGNAN (13)
LA ROCHELLE (10)	24-44	LYON (12)
MONTAUBAN (14)	16-31	BORDEAUX-B. (3)
TOULOUSE (1)	31-10	BAYONNE (11)
PAU (2)	dim.	TOULON (6)

«Le ciel m'est tombé sur la tête» : quand la ménopause survient avant 40 ans

Pauline Fréour

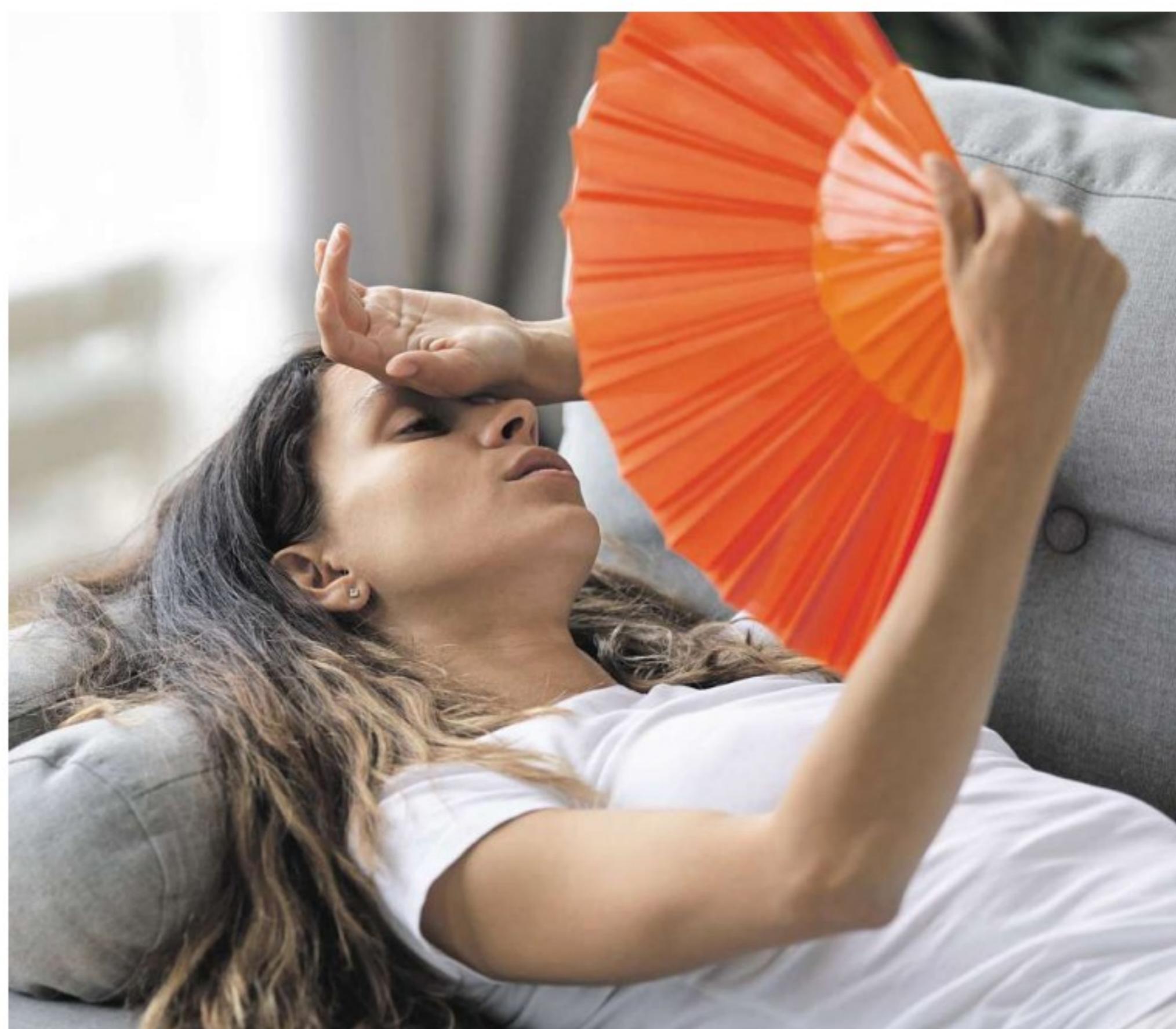
L'insuffisance ovarienne précoce touche 1% des femmes, parfois dès 25 ans. Cette pathologie méconnue est souvent découverte tardivement.

«J'ai failli tomber de la table d'examen.» C'est ainsi que l'actrice britannique de renommée internationale Naomi Watts raconte avoir accueilli la nouvelle de sa ménopause... à 36 ans. «C'est pour les grands-mères! Je ne suis même pas encore mère!», se souvient-elle avoir pensé, dans son livre témoignage publié l'an dernier, *Oserai-je en parler? Tout ce que j'aurais voulu savoir sur la ménopause* (Éditions Michel Lafon).

En partageant son expérience, la star a mis en lumière une maladie peu connue, qui touche tout de même 1% des femmes de moins de 40 ans : l'insuffisance ovarienne précoce (IOP), autrefois appelé «ménopause précoce». Les spécialistes distinguent désormais les deux, car si l'arrêt du fonctionnement des ovaires, ou ménopause, est une étape normale de la vie d'une femme lorsqu'elle survient vers la cinquantaine, il relève du pathologique lorsqu'il se produit avant 40 ans – parfois dès 25 ans.

Comme Naomi Watts, la plupart des femmes concernées par l'IOP tombent des nues en apprenant ce qui leur arrive. Venues consulter pour des symptômes divers de type fatigue, irritabilité, bouffées de chaleur ou insomnies, qu'elles n'associent pas à la ménopause puisqu'elles n'en ont pas l'âge, elles reçoivent la nouvelle avec brutalité. Elles ne seront bientôt plus fertiles, parfois avant même d'avoir commencé à se projeter dans la maternité. C'est d'ailleurs souvent parce que leurs règles ne reviennent pas à l'arrêt de leur contraception, ou parce qu'elles n'arrivent pas à être enceintes, qu'elles ont d'abord consulté.

Ainsi de Camille*, venue consulter après trois mois sans règles à 37 ans, et qui a appris à ce moment-là souffrir d'insuffisance ovarienne précoce en raison d'une mutation génétique (l'une des différentes causes connues de cette maladie). «Beaucoup trop d'informations pour une seule personne qui essayait juste d'avoir un enfant comme tout le monde. Le ciel me tombait sur la tête», témoigne-t-elle. La jeune femme, qui avait souffert de bouffées de chaleur à 34 ans en arrêtant temporairement sa contraception oestroprogestative, s'était vu rire au nez par son



Les bouffées de chaleur font partie des multiples symptômes accompagnant la ménopause. FIZKES - STOCKADOBECOM

médecin lorsqu'elle s'inquiéta de la ménopause. Elle regrette aujourd'hui de ne pas «s'être écoute davantage» pour faire appel à un deuxième avis.

Dans les faits, quand les premiers symptômes se manifestent, «la fertilité est déjà extrêmement faible», indique le Dr Florence Trémolières, qui dirige le centre de ménopause à l'hôpital Paule-de-Viguier à Toulouse. La spécialiste recommande de consulter un médecin en cas d'absence de règles pendant trois ou quatre mois, «car même si ce n'est pas forcément une IOP, ce n'est pas anodin».

Après un test sanguin permettant de confirmer le diagnostic en mesurant les hormones FSH et oestradiol, les femmes en insuffisance ovarienne précoce qui souhaitent avoir un enfant sont orientées rapidement vers un parcours d'assistance médicale à la procréation (AMP), où la fécondation in vitro avec don d'ovocyte est le plus souvent proposé. «Toutefois, on ne dira jamais qu'il est impossible d'avoir un enfant spontanément, car il peut y avoir des réurgences ovaraines sporadiques», explique Florence Trémolières. Dit

autrement, les ovaires peuvent se réveiller brièvement et de façon totalement imprévisible, permettant l'ovulation et donc potentiellement une grossesse.

Laure*, ingénieur, 46 ans aujourd'hui, n'a malheureusement jamais réussi à devenir mère malgré une auto-conservation d'ovocytes pour raison médicale réalisée en urgence à 34 ans, après la découverte fortuite de sa maladie. «J'avais un taux de FSH très bas. Mes ponctions m'ont permis de mettre péniblement de côté 10 ovocytes, mais

cela n'a pas suffi à démarrer une grossesse quand j'ai rencontré mon compagnon, trois ans plus tard.»

Concentrée sur son désir de grossesse et sous traitement hormonal dans ce cadre pendant plusieurs années, elle ne s'est pas préoccupée des symptômes qui risquaient d'apparaître après. «Le sujet n'a pas été évoqué par les médecins qui me suivaient en AMP», se souvient-elle. Mais à l'arrêt des cycles artificiels, elle plonge brutalement dans la ménopause. «Du jour au lendemain, j'ai eu 3 ou 4 bouffées de chaleur par jour, la peau sèche, des sueurs nocturnes.» Son gynécologue lui prescrit alors un traitement hormonal substitutif qui lui permet de retrouver un certain confort de vie, même si cela n'est pas le seul enjeu.

«L'insuffisance ovarienne est une maladie, et comme toute pathologie, elle se traite»

Dr Florence Trémolières
Gynécologue, à la tête du centre de ménopause de l'hôpital Paule-de-Viguier, à Toulouse

«La nécessité de prescrire aux femmes concernées un traitement hormonal substitutif, pour pallier l'absence des œstrogènes qu'elles auraient dû recevoir naturellement pendant encore des années, ne fait pas débat dans la communauté scientifique», explique Florence Trémolières. L'insuffisance ovarienne est une maladie, et comme toute pathologie, elle se traite.» Les patientes se voient prescrire la même molécule que le traitement hormonal de la ménopause, mais à des doses plus élevées, car elles sont jeunes. «L'objectif est de prévenir les risques associés à la carence en œstrogènes : augmentation du risque cardio-vasculaire, des troubles cognitifs et perte de densité osseuse. Il doit être systématiquement prescrit jusqu'à 50 ans, l'âge moyen de la ménopause physiologique.» La spécialiste insiste : il n'y a aucun risque à prendre ce traitement pendant vingt-cinq ans si nécessaire en cas d'IOP très précoce. Au contraire, il a un effet protecteur. «Ces femmes risquent l'AVC, l'infarctus... Cela peut leur sauver la vie.» ■

*Les prénoms sont modifiés

Comment savoir si une psychothérapie touche à sa fin ?

Christine Lamiable

Même si chaque parcours est singulier, plusieurs indices permettent d'évaluer le moment adéquat pour refermer la porte d'un cabinet.

Quelques nuits d'insomnie cessent enfin. Que l'eau de l'anxiété enserrant la poitrine se relâche. Que la panique à l'idée de sortir de chez soi s'estompe. Voilà ce que l'on espère en poussant la porte du cabinet d'un psychothérapeute. Tout à son tourment, on ne pense pas toujours au fait que la psychothérapie prendra fin un jour. Mais quand ?

«Les protocoles varient selon que le psychothérapeute aura recours à une thérapie cognitivo-comportementale, à l'EMDR (thérapie utilisant des mouvements oculaires pour traiter les traumatismes et les événements douloureux, NDLR) ou à une thérapie de soutien», rappelle le Dr Hugo Baup, psychiatre et auteur de *Comment ça va, toi ? Le guide pratique de la santé mentale* (Larousse). «Cela dépend aussi de l'intensité des troubles, de la durée de leur installation et de la fréquence à laquelle le patient consulte le psychothérapeute.»

Certaines thérapies sont d'emblée conçues pour être brèves, ce qui permet de savoir dès le début combien de séances seront nécessaires. «C'est possible uniquement lorsque les objectifs de la thérapie sont très focalisés», précise Joanna Smith, psychologue clinicienne

et thérapeute, auteur de *L'Attachement en psychothérapie de l'adulte* (Dunod). Ce peut être par exemple le cas lorsque l'on travaille «sur l'anxiété, le sommeil ou les TOC. Le but est de soulager les symptômes, pas de mieux se connaître, comme le propose la psychanalyse».

Afin que la psychothérapie ne dure pas au-delà du nécessaire, encore faut-il choisir le «bon» psychothérapeute. «Lors de la première séance, on ne doit pas hésiter à lui demander quel diplôme il possède, recommande Hugo Baup. Les formations d'un psychologue, d'un psychiatre ou d'un psychothérapeute n'étant pas les mêmes, on ne peut en attendre les mêmes résultats. Par exemple, n'importe qui peut s'autoproclamer hypnothérapeute. Par ailleurs, il faut se sentir à l'aise avec le professionnel choisi.»

Ce qui permettra de déterminer ne relève pas uniquement de critères objectifs, mais Joanna Smith identifie tout de même trois points importants. «Si l'on se sent jugé par le professionnel, si l'on n'est pas d'accord avec la façon selon laquelle il propose de travailler, il y a de forts risques que ça empêche l'alliance de travail dans la thérapie», avertit la psychologue. Et dans ce cas-là, la psychothérapie risque de ne pas être efficace.

Si, au bout de deux ou quatre séances, cette alliance ne semble pas se mettre en place, mieux vaut consulter une autre personne. «Malheureusement, il y a des personnes qui poursuivent au-delà alors que la relation est un peu bancale et qui vont arrêter au bout de six mois, un an, deux ans, parfois plus, persuadées que la psychothérapie ne fonctionne pas,

«Les psy ont une mission de conseil et nous ne sommes pas mieux placés que les patients pour décider de ce qui est bien pour eux»

Dr Hugo Baup
Psychiatre et auteur de *Comment ça va, toi ? Le guide pratique de la santé mentale* (Larousse)

regrette Joanna Smith. C'est terrible parce que c'est une perte de temps, d'argent et d'énergie.»

De même, une aggravation de l'état après plusieurs séances de psychothérapie doit pousser à s'interroger. «Certaines psychothérapies peuvent aggraver les malades bipolaires ou schizophrènes, avertit Hugo Baup. Si la personne

continue d'aller mal, il est préférable qu'elle demande au moins une expertise à son médecin traitant pour déterminer si elle doit continuer ou pas cette psychothérapie.»

Si tout se passe bien, au bout d'un certain nombre de séances, le fardeau déposé dans le cabinet du psychothérapeute s'allège et les moments de tranquillité commencent à grignoter les jours sombres. «Lorsque la psychothérapie commence à faire son effet, la personne s'aperçoit qu'elle fonctionne de nouveau au quotidien d'une manière un peu plus légère», constate Hugo Baup. Tout dépend de l'indication initiale, mais il n'est pas aberrant de tabler sur une année de psychothérapie pour régler un trouble anxieux, par exemple. Dans tous les cas, il est pertinent de se donner un an pour avoir un éclairage psychologique sur la manière dont on traverse les grands temps de l'année comme les changements de saison, les vacances estivales, les fêtes de fin d'année...»

Mais attention, le risque d'arrêter trop tôt le processus existe également. «Consulter un psychothérapeute, c'est parfois se confronter à des événements traumatisques qu'on a essayé à tout prix d'oublier pour ne pas les ressentir de nouveau, expose Joanna Smith. Des per-

sonnes peuvent être tentées de freiner ou d'arrêter la thérapie à ce moment-là. Elles risquent de revenir quelques mois ou même des années plus tard en découvrant que leurs problèmes ne sont pas résolus. Mais elles ont parfois besoin de faire ce test non concluant avant de revenir dans le cabinet d'un psychologue en étant plus motivées.»

Vient le jour où le patient n'a plus grand-chose à raconter à son psy, où la perspective d'une longue période sans le voir ne le plonge plus dans l'angoisse, où il trouve les moyens de s'adapter à des difficultés anciennes. Il a la sensation qu'il peut voler de ses propres ailes. Que penser d'un psychothérapeute qui le contredit et insiste pour le revoir? «Les psy ont une mission de conseil et nous ne sommes pas mieux placés que les patients pour décider de ce qui est bien pour eux, tranche Hugo Baup. Il faut juste les rassurer sur le fait que nous restons à leur disposition en cas de nouvelle difficulté.» Toutefois, «si une personne veut arrêter une thérapie trop tôt de mon point de vue, c'est de ma responsabilité de l'informer que des fragilités demeurent, nuance Joanna Smith. Mais le fait qu'un psy s'accroche à son patient doit alerter. Cela peut mener à des tentatives d'emprise ou de manipulation.» ■



Le 2 janvier 2026, au lendemain de l'incendie meurtrier de Crans-Montana (Suisse), la solidarité européenne se met en œuvre pour accueillir le transfert de grands brûlés ayant besoin de soins spécifiques. De nombreux patients sont transférés dans des centres de référence en France. Alors que 70 des 116 blessés étaient encore hospitalisés en Suisse au 23 janvier dernier, leur traitement, très complexe, a mis en lumière des thérapies alternatives aux résultats prometteurs, avec ce même point commun : ils sont issus d'animaux marins.

Le premier, peu ragoutant, est un compagnon bien connu de nos plages de sable sur les côtes atlantiques : le ver marin *Arenicola marina*, qui laisse ces petits serpents de sable visibles à marée basse. Après le drame, face à l'urgence et compte tenu du grand nombre de blessés, les autorités suisses autorisent de manière exceptionnelle l'importation et l'utilisation d'un gel à base d'hémoglobine de ce ver marin, via une procédure d'accès compassionnel (car il n'est pas encore commercialisé). Un millier de seringues de ce gel sont alors commandées afin de soigner neuf grands brûlés au Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) à Lausanne.

Dans son hémoglobine, le ver marin possède une molécule capable de transporter 40 fois plus d'oxygène que la nôtre. Une oxygénation qui permet à la peau brûlée une meilleure cicatrisation et une meilleure prise des greffes de peau. Cette technologie prometteuse a été développée sur les côtes bretonnes, en France, dans le laboratoire Hemarina, à Morlaix (Finistère). Le laboratoire étudie depuis des années ces vers arénicoles, « élevés » dans une ferme marine à Noirmoutier (Vendée). Une fois leur sang prélevé, l'hémoglobine est extraite pour être transformée en gel ou intégrée à des pansements. Chaque dose coûte environ 200 euros, un prix encore élevé,

Ces soins issus d'animaux marins au secours des grands brûlés

Bénédicte Lutaud

Algues brunes, vers marins et cabillaud sont à l'origine de traitements innovants utilisés pour traiter les dizaines de blessés toujours hospitalisés après l'incendie meurtrier de Crans-Montana, en Suisse.

mais qui pourrait baisser si la production venait à être industrialisée. La France prépare des essais cliniques pour évaluer l'efficacité à plus grande échelle de ce gel, en vue d'une éventuelle autorisation de mise sur le marché.

Les hôpitaux suisses utilisent déjà depuis quelques années un autre traitement innovant venu de la mer, réalisé à partir de cellules de peau de cabillaud. Afin d'être transformées en greffon, les peaux du poisson sont décellularisées pour n'utiliser que la matrice extracellulaire, riche en collagène, favorisant la régénération des tissus. Semblables visuellement à du tulle gras ou à des feuilles de gélatine, ces greffons ont également l'avantage de protéger la plaie tout en réduisant la fréquence des changements de pansements. Dans les jours qui ont suivi le drame, la Suisse a ainsi fait appel à la biotech islandaise Kerecis, spécialisée dans les greffes de peau de cabillaud traitées, qu'elle récupère directement auprès des sites de pêche industrielle en Atlantique Nord. Des stocks ont ainsi été héliportés en urgence vers la Suisse, avec le soutien des garde-côtes islandais.

Un autre allié aux vertus cicatrisantes spectaculaires issu de produits marins a été sollicité par les médecins : l'Algostéril, un pansement à base d'alginate de calcium, un biomatériau absorbant issu d'algues brunes qui fait référence en bloc opératoire. Au lendemain de l'incendie, avant de recevoir les premiers patients suisses en région parisienne, l'AP-HP passe un coup de téléphone auprès des Laboratoires Brothier afin de mettre des stocks d'Algostéril de côté. La société puise dans la richesse de ces laminaires depuis les années 1950, afin

de produire ces mèches et ces compresses dédiées à l'hémostase (arrêt d'une hémorragie) et à la cicatrisation. Chez les grands brûlés, les fibres d'alginate absorbent l'excès de liquide produit par la brûlure. Au contact de ces liquides, le pansement se transforme en un gel humide, créant un environnement plus favorable à une cicatrisation rapide et propre. Lorsque la compresse ou la mèche arrive sur la plaie, le pansement « échange » son calcium contre le sodium de la plaie. Ce calcium agit comme un accélérateur de coagulation (arrêt du saignement) et un signal pour les cellules réparatrices (macrophages, fibroblastes, cellules immunes), qui viennent nettoyer et reconstruire le tissu.

Ainsi, l'alginate de calcium est surtout connu pour stopper l'hémorragie des plaies les plus graves, pouvant entraîner le décès. « Après l'attentat terroriste au Bataclan, le 13 novembre 2015, on a été contactés en urgence par l'AP-HP pour savoir si nous avions assez de stock d'Algostéril pour soigner les plaies par balle », confie au Figaro David Richou, directeur du site de production de Brothier à Fontevraud-l'Abbaye (Pays de la Loire),

Plusieurs des grands brûlés de l'incendie meurtrier de Crans-Montana sont traités au Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) de Lausanne.

FABRICE COFFRINI / AFP

qui nous a ouvert ses portes dans le cadre d'un voyage de presse. Ici, l'algue *Laminaria hyperborea* utilisée par le laboratoire est récoltée principalement en mer froide, majoritairement dans les côtes chiliennes, mais aussi en mer de Norvège, et depuis 2025, en Bretagne. Deux usines proches de Brest, qui transformaient déjà les laminaires en alginate pour l'industrie alimentaire ou textile, ont dû s'adapter à la production sanitaire. « Les résultats sont très encourageants, assure David Richou. Mais l'alginate français reste le plus cher. »

Une fois récoltées, les algues sont traitées pour obtenir une matière première sèche, sous forme de poudre blanche. La suite du processus de fabrication se passe sur le site de Fontevraud, trois usines discrètes en pleine nature, entre l'abbaye royale du XII^e siècle, la Loire et les terres agricoles. Ici, la poudre d'alginate de sodium est dissoute dans de l'eau purifiée. La solution visqueuse, convertie en alginate de calcium, est transformée en fil, tissée en voile par d'immenses machines de cardage, puis lavée, séchée et découpée, avant d'être transformée en compresses ou en mèches.

Pour accroître sa production à l'international, la société familiale a lancé un investissement massif de 30 millions d'euros pour l'extension de son site de production. L'occasion également de poursuivre ses projets de recherche, auxquels la société consacre chaque année 12 % de son chiffre d'affaires. Parmi eux, un programme de thérapie cellulaire mené avec le service de santé des armées et l'Inserm pour réparer les tissus lésés des grands brûlés, mais aussi des patients atteints de maladies génétiques rares, comme l'épidermolysie bulleuse. ■

BIG BANG
LE FIGARO SANTÉ

UNE MATINÉE POUR DÉCRYPTER L'AVENIR DE LA SANTÉ :
BIG BANG DE LA MÉMOIRE
POUR, DEMAIN, NE PLUS OUBLIER

UN ÉVÈNEMENT EN DIRECT SUR LEFIGARO.FR
LE VENDREDI 20 FÉVRIER À 10H45

Avec le soutien de

#FESTI
COM
SANTÉ
Saison
34

Lilly

Fnrim
Fédération nationale de l'information médicale et de la communication

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16h30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13h les dimanches.

carnetdujour@media.figaro.fr
01 56 52 27 27

deuils

Versailles.

Mme Charles Bardoux, son épouse, M. Frédéric Bardoux, Mlle Isabelle Bardoux, Mlle Sibylle de Marolles et Mlle Philippine de Marolles, ses enfants et ses petites-filles, les familles Bardoux, Ginoux Defermon, Degrand et Deloche de Noyelle

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Charles BARDOUX

survenu le 28 janvier 2026, à l'âge de 87 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février, à 11h15, en l'église Saint-Germain, 27, rue Jean-Louis-Forain, à Chesnay.

Niort (Deux-Sèvres).

Mme Françoise Béguier, son épouse, Florence et Michel Mathé, Sophie Béguier, ses enfants, Marine, Élénore, Louis, ses petits-enfants, et leurs conjoints, Mme Liliane Imbert, sa sœur, ses nièces et neveux

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jean BÉGUIER
chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 23 janvier 2026, à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce lundi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-André de Niort.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Martine et Michel Ragache, sa fille et son gendre, Virginie, Florence, Olivier, Antoine, Mathieu, Vincent, ses petits-enfants, Ophélie, Maxime, Noémie, Claire et Anna, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de vous faire part du décès de

Jacques DUREUX
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 23 janvier 2026, dans sa 100^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu ce lundi 2 février 2026, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Verrières-le-Buisson (Essonne).

Clamart (Hauts-de-Seine). M. et Mme Matthieu Gast, son fils et sa belle-fille, ses petits-enfants, ainsi que toute sa famille ont la douleur de faire part du décès de

Mme Colette GAST
née Dulong,

survenu à l'âge de 94 ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 février 2026, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, à Clamart, suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean-Marc Geffroy (†) Philippe et Marianne Geffroy, Isabelle et Patrice Grimaud, Olivier Geffroy et Sylvie Boachon, ses enfants et leurs conjoints, ses 13 petits-enfants et ses 16 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Josiane GEFFROY
née Hinaut,

survenu le 28 janvier 2026, dans sa 96^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février 2026, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, à Paris (15^e), suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

isabgrimaud@gmail.com

Philippe et Cathy, Bertrand et Isabelle, Delphine, ses enfants, et toute la famille

vous font part du décès de

Dominique GUIN

survenu le 26 janvier 2026, à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 février, à 15 heures, en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20^e), suivie d'un hommage, à 16 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le professeur René Jancovici, son mari,

M. Jean-Charles Cuvelier, son frère, et sa compagne Brigitte, le docteur Eliane Jancovici et sa fille

Mme Anne Jancovici, le docteur Édith Jancovici-Bigorgne et son mari

M. Guy Bigorgne, Mme Raphaëlle Gaudébert, son mari Alexandre, et leur fils Aristide, Mme Solenne Machet et son mari Julien,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Marie JANCOVICI
née Cuvelier,

survenu le 25 janvier 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 février, à 10 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris (5^e).

Dominique Chanteau, M. et Mme Ludovic Jordan, ses enfants, ses 12 petits-enfants et 39 arrière-petits-enfants font part du rappel à Dieu du

docteur Thierry JORDAN

le 13 janvier 2026,

dans sa 89^e année.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Notre-Dame-des-Victoires, à Angers, le 16 janvier 2026.

Il a rejoint son épouse, **Brigitte Jordan** rappelée à Dieu le 21 octobre 2025.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Orgeval (Yvelines).

Nicolas-Pierre Sautiez, son compagnon,

Guillaume Bochart, Thierry Foucher (†), ses fils,

Valentin et Claire, Grégory et Ouïza, Clément, Valentine, Louis, ses petits-enfants,

Flavio, Sandor, Shadé, Romy, Imany, ses arrière-petits-enfants, ont l'immense tristesse de vous faire part du décès de

Claude Esther LE GAC

survenu le 20 janvier 2026, à l'âge de 95 ans, à Poissy.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 février 2026, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Bougival (Yvelines).

L'inhumation aura lieu le vendredi 6 février 2026, à 11 h 30, au cimetière de Montmartre, Paris (18^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Sylvie, Jean-Yves, Jérôme, Anne-Charlotte et Florence, ses enfants, leurs conjoints, leurs enfants et petits-enfants font part du rappel à Dieu de

Mme Jean NOLLET
née Charlotte Meilllassoux,

le 26 janvier 2026, dans sa 97^e année.

Elle a rejoint son époux bien-aimé, Jean (†2022), et ses petits-enfants, Matthieu (†1996), Juliette (†2001).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Martin d'Octeville-sur-Mer (Seine-Maritime).

Ni fleurs ni couronnes.

La comtesse Armand de Quincerot, née Auriane de Cassagne, son épouse, Balthazar, Charlotte et Victoria, ses enfants,

la comtesse de Quincerot, en union avec Charles-Anne, ses parents,

Mme Ingrid Streichenberger, en union avec Alain, ses beaux-parents,

ont l'immense tristesse de faire part du décès du

comte Armand de QUINCEROT

le 26 janvier 2026,

dans sa 52^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 février 2026, à 14 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau,

à 10 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris (5^e).

Dons au profit de l'Institut Gustave-Roussy, pour soutenir la recherche sur les cancers hématologiques.

Mme Philippe Morillon, née Christine Gaudry, son épouse, en union avec Anne Morillon (†), née Appert,

Ellinor et Pascal Galichon, Elisabeth et Vincent Bourquet, Marie-Alix et Vincent Vié, Louis-François et Coralie de Liniers, Cécile-Alix et Florent Eurieult, ses enfants et beaux-enfants,

ses 21 petits-enfants et 19 arrière-petits-enfants,

sa sœur, ses beaux-frères et belles-sœurs

vous font part du rappel à Dieu du

général d'armée (2S) Philippe MORILLON

grand officier de la Légion d'honneur, grand-croix

de l'ordre national du Mérite,

le jeudi 29 janvier 2026, à l'âge de 90 ans.

La messe sera célébrée le mardi 3 février 2026, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Saumur.

« J'ai mené le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi »

2, Timothée 4, 7.

Mme Philippe Ricour de Foisy,

M. Olivier Ricour de Foisy, le comte et la comtesse Christian de Balincourt, M. et Mme Vincent Allard, ses enfants,

ses petits-enfants et son arrière-petit-fils

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Philippe RICOUR de FOISY

rappelé à Dieu le 27 janvier 2026, dans sa 94^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février 2026, à 10 h 30, dans la crypte de l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, à Paris (17^e).

L'inhumation suivra au cimetière de Saint-Jean-des-Échelles (Sarthe).

Ni fleurs ni couronnes.

M. Renaud Streichenberger, son époux,

Amélie, Juliette, ses filles, Stephan, Stéphane, ses gendres,

Louise, Lasmar, Leopold, Theodor, Justine, Hélène, Rose, ses petits-enfants,

Noor, Jad, ses arrière-petits-enfants,

ont la profonde tristesse de vous faire part de la disparition de

Dorothée STREICHENBERGER

née Miguet,

le 29 janvier 2026,

à Neuilly-sur-Seine.

La messe d'Adieu sera célébrée le jeudi 5 février 2026, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

Dons au profit de l'Institut Gustave-Roussy, pour soutenir la recherche sur les cancers hématologiques.

LE FIGARO le carnet du jour

Rendez hommage

à vos proches

Publiez une annonce de

deuil dans le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr

01 56 52 27 27

M^{me} Léonard B. Rosman, son époux, David Rosman, son beau-frère, le professeur Moshe Rosman et son épouse Lynne Rosman, son beau-frère et sa belle-sœur, ses neveux et nièces

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Angela B. ROSMAN

survenu à Paris, le dimanche 18 janvier 2026, dans sa 80^e année.

La cérémonie religieuse a été célébrée au cimetière parisien de Bagneux.

Des dons sont possibles pour France Parkinson.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Léonard B. Rosman, 9-11, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

200
ans
LE FIGARO

Cultiver
sa liberté,
c'est cultiver
sa curiosité.

Recevez Le Figaro chaque jour et ses magazines le week-end.

Accédez aux versions numériques du journal, des magazines et des hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

339€ pour 6 mois



PAR
Alban Barthélémy

En ce jour de janvier, le ciel bruxellois est maussade. Au cœur du quartier européen, l'emblématique rond-point Schuman, en travaux, voit défiler les parapluies sous un froid glacial. Un magnifique toit circulaire devait y prendre place. Las : le chantier sera achevé cet été et la place... laissée vide, faute d'une autorité pour valider le surcoût des travaux. Le cas est emblématique de la situation de la ville : depuis plus de 600 jours, Bruxelles est en affaires courantes, pulvérisant le précédent record détenu par l'échelon fédéral, de 541 jours sans gouvernement. Une sorte de blague belge, qui ne fait plus rire grand monde. « Franchement, j'ai honte. On n'a pas été élu pour ça », soupire Gilles Verstraeten, député bruxellois pour les nationalistes flamands (N-VA).

Au fil des mois, le jeu politique dans la capitale a fini par ressembler à une mauvaise pièce de théâtre. « Nous sommes arrivés à un niveau de ressentiment où même mettre tout le monde autour de la table devient difficile », confirme Elke Van den Brandt (Groen, écologiste), ministre démissionnaire de la Mobilité. La dernière tentative de trouver une majorité, menée par Yvan Verougstraete, président des Engagés (centre droit), a échoué le 20 janvier dernier. « J'ai cru y arriver en faisant de grands écarts, déplore l'ex-négociateur. Mais je crains que nous ayons perdu ce qui nous relie : la volonté même de construire ensemble un projet pour notre ville. »

Désormais, plus aucune piste de solution n'est sur la table. Impossible de former une coalition, à cause des veto réciproques entre partis politiques dans les deux groupes linguistiques. Impossible, aussi, de retourner aux urnes : « En Belgique, la Constitution ne prévoit pas pour les entités fédérées la possibilité d'une dissolution », explique Guillaume Delvaux, docteur en droit constitutionnel à l'UCLouvain. Résultat : des démissions en cascade. Dernière en date, la secrétaire d'Etat au Logement et à l'Égalité des chances, Nawal Ben Hamou (PS), qui a fait partie de son souhait « de se projeter dans un nouveau défi professionnel », après plus d'un an et demi d'un gouvernement démissionnaire. Une déclaration ayant déclenché... des négociations, pour savoir si celle-ci devait être remplacée ou non.

Au pays du surréalisme, un tel imbroglio pourrait faire sourire, si la situation de la région bruxelloise n'était à ce point crépusculaire : une dette abyssale - 15,6 milliards d'euros fin 2024 -, combinée à une explosion de la pauvreté, et du narcotrafic : 96 fusillades ont été recensées dans la capitale l'an dernier. « C'est Marseille, sans le soleil », résume de façon lapidaire Georges-Louis Bouchez, président du Mouvement réformateur (parti liberal).

Grande gagnante des élections de juin 2024 côté francophone, la droite rêvait de rejeter dans l'opposition le Parti socialiste, aux affaires à Bruxelles depuis la création de la région, en 1989. Faute d'avoir suffisamment de sièges pour former une majorité de centre droit, les négociations achoppent toutefois sur les mesures d'économie, indispensables pour la survie de l'entité fédérée. « Il y a une question d'ego, mais ne tournons pas autour du pot : c'est aussi une question de fond. La gauche a perdu les élections, et pourtant ils s'accrochent à leurs postes. Leur objectif, c'est de se maintenir jusqu'aux prochaines échéances, en 2029. C'est un véritable hold-up démocratique », rage Georges-Louis Bouchez.

Des accusations rejetées en bloc par Ahmed Laaouej, tête de file des socialistes à Bruxelles. « Il faut écouter le message des électeurs, qui est différent du niveau national », estime-t-il. « Oui, il faudrait un gouvernement de plein exercice. Néanmoins, même en affaires courantes, nous avons démontré qu'il était possible de faire des efforts budgétaires significatifs. Au pire, il est toujours possible - sans impacter les ménages - de travailler sur les recettes et donc les impôts, même si ce n'est pas souhaitable », explique l'élu.

L'équation est d'autant plus complexe que le Parti socialiste refuse de gouverner avec les nationalistes flamands (N-VA), considérant le parti comme séparatiste et issu de l'extrême droite. Or, les institutions bruxelloises réclament de former des coalitions... dans les deux groupes linguistiques. Le résultat d'une série de compromis et de bricolages institutionnels, dont seule la Belgique a le secret. « Tout ce système a été construit avec un objectif : la pacification communautaire entre francophones et flamands, explique Guillaume Delvaux. Il n'y a jamais eu de volonté de créer des politiques cohérentes. Ce système a sans doute aujourd'hui atteint ses limites. »

Si le blocage semble encore peu ressentir par les Bruxellois dans leur quotidien, du fait de l'émission des compétences - la région compte par ailleurs 19 communes autonomes -, les conséquences sont bien réelles. « Tous les projets sont à l'arrêt », soupire Nicolas Hemeleers, qui dirige le bureau d'urbanisme CityTools, et a dû se séparer ces derniers mois de plus de la moitié de ses collaborateurs. « Les commandes publiques sont au point mort, et les privées, en attente. Toute notre activité est en train de s'effondrer. » La suspension des primes à la rénovation fait redouter le pire dans le bâtiment, tandis que l'inquiétude gagne le patronat : « Il y a l'impact direct, notamment dans le domaine de la construction ou de la mobilité, mais aussi l'impact indirect », souligne Frank Beckx, le patron du Voka (patronat flamand). « Bruxelles n'attire plus les investisseurs étrangers, car les entreprises ne savent pas de quoi l'avenir sera fait. » « Le monde bouge autour de nous, et nous, nous restons paralysés », résume René Konings, directeur de la branche bruxelloise de l'organisation. Dans le secteur non marchand, qui emploie près de 100 000 personnes



Les travaux du rond-point Schuman, en face du Berlaymont, siège de la Commission européenne, le 9 janvier, à Bruxelles.

Le cauchemar de Bruxelles, sans gouvernement depuis 600 jours

Un blocage politique record, des projets à l'arrêt, une dette qui explose et une capitale fragmentée en communautés étanches : à Bruxelles, l'enlisement n'est plus seulement institutionnel. Il révèle l'épuisement du compromis belge, en l'absence d'un projet commun.

nes, soit 16 % de l'emploi dans la capitale, le malaise est également perceptible. « La situation est dramatique », explique Bruno Gérard, directeur de Bruxeo (organisation représentative de ces entreprises sans but lucratif). À ce stade, nous réduisons le volume d'emplois ; toutefois, ce n'est pas un modèle viable. »

La non-indexation des subsides, et le risque de leur non-reconduction, fait craindre à de nombreuses associations la fin de leur activité. C'est par exemple le cas de l'association L'îlot, qui accueille et accompagne les personnes sans abri. « Nous nous retrouvons devant une série de choix impossibles, résume Ariane Dierickx, sa directrice générale. Nous allons perdre une dizaine d'employés, et nous n'excluons plus de fermer des services, car pour l'instant, malgré les donations privées, nous sommes en train de nous endetter. Pourtant, il y a une vraie nécessité : à Bruxelles, le nombre de personnes à la rue a été multiplié par cinq en 15 ans ! »

Cette crise politique serait-elle le révélateur d'un mal plus profond ? Depuis les hauteurs de la tour Botanique, une vue panoramique dévoile des grands buildings modernes et des bâtiments historiques, plus ou moins délabrés. Une architecture bigarrée qui reflète la réalité de cette ville monde, où se côtoient près de 170 nationalités différentes et où la population née à l'étranger atteint 62 %, selon l'Organisation internationale des migrations. « Beaucoup d'habitants ne parlent ni français, ni néerlandais ; d'ailleurs, à peine un Bruxellois sur

deux vote », rappelle Guillaume Delvaux. « Bruxelles a toujours été un joyeux bordel, résume un conseiller ministériel. Mais, ces dernières années, cet équilibre est de plus en plus tendu. »

Longtemps fière de son *zwanze*, cet humour gouailleur proche de l'autodérision typique de l'art de vivre bruxellois, la capitale belge vit à présent à l'heure du chacun pour soi. « Dans un même quartier, il n'y a pas de continuité. On passe d'une bulle à l'autre. C'est l'une des régions les plus riches d'Europe, mais, en fonction de l'endroit où l'on passe, on découvre des réalités diamétralement opposées », déplore Emmanuel Massart, 47 ans, habitant à Schaerbeek et cofondateur de l'association Récits nomades. « Les gens ne communiquent plus. Ils coexistent. C'est comme si il y avait des barrières invisibles entre les personnes. »

Arrivé il y a 25 ans à Bruxelles, l'entrepreneur français Xavier Lombard ne dit pas autre chose : « Clairement, c'est un endroit où il fait bon vivre. Je ne me verrais plus revenir en France ! Pourtant, il faut reconnaître que c'est aujourd'hui une ville à deux vitesses : il y a les quartiers islamistes, et les autres. Tout cela prospère sur une culture du consensus mou. »

Symbolique de cette désunion : l'entrée fracassante dans l'hémicycle de la Team Fouad Ahidar, un microparti ayant notamment fait campagne sur les thèmes du port du voile et de l'abattage rituel, et qui a remporté trois sièges aux dernières élections régionales. Des voix dont les autres partis, droite en tête, ne veulent pas, refusant de travailler avec un parti « communautariste ». « Si nous avons fait un tel score, c'est grâce à une campagne de terrain. Ont-ils seulement regardé notre programme ? Nous avons aussi des propositions sur le logement et le pouvoir d'achat ! », s'empporte Fouad Ahidar. Dans son bureau, au cœur du Parlement, un drapeau palestinien à la fenêtre côte à côte un dessin du célèbre Chat de Philippe Geluck. « Nous, nous sommes prêts à aider à la formation d'une coalition. Quelle est l'alternative ? Est-ce qu'ils préfèrent laisser couler Bruxelles ? »

Malgré l'absence d'un gouvernement de plein exercice, l'Assemblée régionale continue, quant à elle, de fonctionner. En dehors du vote des crédits provisoires, devenu presque rituel, les initiatives parlementaires vont de la prise en charge des personnes avec handicap aux questions internationales. « C'est devenu les Nations unies du Lidl, ironise Georges-Louis Bouchez. Qui donc se soucie de la position du Parlement bruxellois sur la question des Rohingyas ou sur Gaza ? »

Le 9 janvier dernier, une centaine de personnes étaient rassemblées sous la pluie, devant le bâtiment, à l'occasion de la réception annuelle du Nouvel An, pour faire comprendre aux parlementaires leur ras-le-bol de la situation. « Cette ville a besoin d'un projet pour le futur, pour répondre aux problématiques de logement, de mobilité... Nous voulons une majorité, n'importe laquelle ! », explique Frederik Lamote, l'un des cofondateurs du mouvement citoyen Respect

Brussels, qui s'active depuis près d'un an pour mettre la pression sur les élus.

Ancienne figure montante de son parti, l'ex-député Christophe De Beukelaer (Les Engagés) dit comprendre cette frustration. Un temps à la tête des négociations, ce dernier vient pourtant de remettre son mandat, pour se rediriger vers le secteur privé. « Tout ce qui se passe ici depuis un an et demi est un condensé de ce qui dysfonctionne en politique en général, avec des logiques partitaires et des guerres d'ego... », lâche-t-il dans une colère froide. Le risque, c'est que Bruxelles ne devienne plus qu'un lieu de passage, et que son identité même disparaîsse. » Un constat partagé par Yvan Verougstraete : « Cette ville concentre une bonne partie des problèmes sociaux du pays. À terme, je crois que nous ne pourrons pas faire l'économie de repenser tout le système. »

« On en vient à se demander si la solution ne serait pas un krach économique et budgétaire. Nous avons une pléthore d'administrations : tout existe en double, voire en quadruple »

Corentin de Salle Directeur scientifique du Centre Jean Gol, le centre d'étude du Mouvement réformateur

« On en vient à se demander si la solution ne serait pas un krach économique et budgétaire », s'interroge Corentin de Salle, directeur scientifique du Centre Jean Gol, le centre d'étude du Mouvement réformateur. « Nous avons une pléthore d'administrations : tout existe en double, voire en quadruple. Et une énorme masse de personnes dépend de ce système. »

Depuis les hauteurs de la capitale, le grand palais de justice, entouré d'échafaudages depuis les années 1980 à cause d'un sous-financement chronique, semble incarner à lui seul les lourdeurs d'un pays dont la complexité ne fait plus recette. « Je crois qu'à l'époque, les politiques étaient convaincus de l'importance de se battre pour leur ville. Il y a 1,3 million d'habitants ici, qui méritent qu'on se mobilise pour eux !, estime Elke Van den Brandt. Je crois du reste que Bruxelles est ce qui maintient la Belgique en un seul bloc. » Pourtant issu d'un parti à l'origine favorable à une scission du pays, Gilles Verstraeten avoue lui aussi sa lassitude : « Bruxelles est l'enfant de la complexité belge. Bien sûr, elle peut être réformée ; mais un système politique, aussi robuste soit-il, ne peut pas fonctionner si ceux qui en ont la charge ne le veulent pas. Ce que je trouve curieux, dans tout cela, c'est que la ville ne se révolte pas. » Le regard du député se fait soucieux, alors que la pluie frappe à la fenêtre. « Peut-être faudra-t-il attendre que les choses empirent encore ? » ■

« Beaucoup d'Américains pensent que la France aura disparu d'ici la fin du siècle »

PROPOS REÇUEILLIS PAR
Eugénie Bastié

LE FIGARO. - Pour commencer, pouvez-vous nous dire pourquoi vous êtes en France ?

PETER BOGHOSSIAN. - Je suis venu pour discuter et réfléchir avec des Français sur plusieurs sujets, notamment l'immigration et l'islam, qui me fascinent. Je souhaite entendre des points de vue variés : celui de musulmans, mais aussi celui de chercheurs, de membres de think-tanks et de décideurs. Je m'intéresse aussi, plus largement, à la relation parfois tendue entre les États-Unis et la France. Je suis également ici pour parler d'« épistémologie de rue » et de pensée critique, et rencontrer des enseignants ou des formateurs sur ces questions.

Qu'est-ce que l'épistémologie de rue ?

Pouvez-vous la définir ?

C'est une méthode pour aider les gens à clarifier leurs idées. On pense à l'hygiène dentaire lorsqu'on se brosse les dents, mais on ne pense pas souvent à l'hygiène mentale : je propose aux gens de « faire le ménage » dans leurs croyances. C'est aussi un moyen de faciliter des conversations entre personnes en désaccord, sans chercher nécessairement à persuader. C'est pourquoi la question de l'islam est si intéressante.

Pourquoi ?

Parce que beaucoup de gens ne sont pas honnêtes sur la nature du problème. Et, sans honnêteté, on ne résout rien. Le sondeur François Kraus a publié une étude très détaillée de l'Ifop montrant une réislamisation des jeunes générations issues de l'immigration. Il a été menacé pour avoir simplement fait un constat. C'est très préoccupant. Il est difficile d'aborder certains sujets publiquement. Lors de la préparation d'entretiens avec des personnes censées travailler sur ces sujets (think-tanks, experts), plusieurs ont accepté une interview audio, mais ont refusé d'être filmées, par peur. Pour moi, c'est un signal très inquiétant. D'ailleurs, je saisissais l'opportunité de cet entretien pour inviter toute personne qui voudrait s'entretenir avec moi sur ces thèmes dans mon émission pour éclairer le débat à me contacter.

Pourquoi le sujet de l'immigration vous intéresse-t-il ?

Je trouve le phénomène fascinant, parce que je me suis intéressé toute ma vie à la quête de la vérité et que, sur ce sujet, il me semble qu'il y a en Europe un refus de la vérité, notamment sur les implications démographiques et sociales.

Je suis frappé par certaines tendances, par exemple, les différences de religiosité déclarée et les dynamiques familiales. En 2021, 21,1% des prénoms français étaient d'origine arabe ou musulmane. Quand on parle à des musulmans, beaucoup ont le sentiment qu'il n'y a pas de mobilité sociale, qu'ils sont discriminés. Seules 14 % des personnes de la religion majoritaire - le catholicisme - prennent leur religion très au sérieux, contre plus de 75 % des musulmans, des chiffres en augmentation. On parle souvent du nombre

d'enfants, mais on oublie un facteur crucial : l'âge auquel on les a. Les musulmans fondent leur famille quatre à cinq ans plus tôt que les autres et ont davantage d'enfants. Je cherche à comprendre comment ce sujet est traité ici. Je viens de passer du temps en Hongrie et en Pologne : la situation et les choix politiques y sont très différents, notamment sur la démographie et l'immigration. Pas par hasard, mais par dessein.

Vous vous êtes aussi rendu dans un quartier populaire de Clichy-sous-Bois. Qu'y avez-vous vu ?

J'ai rencontré des personnes qui veulent être entendues. Beaucoup ont le sentiment d'avoir des opportunités très limitées, de subir des discriminations. Et j'y ai vu de la pauvreté.

Pensez-vous que le débat est plus libre aux États-Unis qu'en Europe ?

La comparaison a ses limites : il existe aussi des sujets difficiles à aborder aux États-Unis, notamment dans les médias traditionnels. Mais la question majeure est ailleurs. Les changements démographiques et la capacité - ou l'incapacité - de groupes différents à coexister constituent une menace existentielle. Avant de venir en France, j'étais à un dîner et, lorsque j'ai dit que je venais ici, plusieurs personnes m'ont répondu : « Pourquoi fais-tu ça ? Laisse tomber. N'y va pas. La France est perdue. » Je pense que beaucoup d'Américains, du centre à la droite, ne croient pas que la France existera encore à la fin du siècle. Si une société ne veut pas se battre pour ce qu'elle estime important, alors elle mérite ce qui lui arrive. Comme je ne vis pas ici, ce n'est pas à moi de décider. Les Américains ont dicté leur mode de vie aux autres pendant suffisamment longtemps pour que je ne vous dise pas quoi faire. Ce n'est pas une prescription.

Je pense que le Groenland est le moindre de vos problèmes. Cela ne devrait même pas figurer dans le top 10 000 de vos préoccupations ➤

Selon vous, cela tient surtout à l'immigration islamique ?

À l'immigration en général, et au déni qui empêche d'en parler clairement. C'est particulièrement difficile quand on a des enfants, car cela renvoie à une angoisse d'avenir. Un pays ne peut pas résoudre un problème qu'il refuse de nommer.

On peut faire des exercices de pensée. Imaginons que tous les habitants de l'Ouganda s'installent en Belgique : la Belgique sera-t-elle identique dans cinquante ans ? Non. D'accord. Imaginons maintenant que tous les Suédois, à l'exception de Malmö, partent en Ouganda, et que les Ougandais deviennent minoritaires. À quoi cela ressemblerait-il dans cinquante ans ? Ce sont des questions légitimes. Plus de 1 % de la population française est composée d'immigrés illégaux. Cela représente environ 700 000 personnes. Vous n'avez aucune idée de qui sont ces gens. C'est complètement fou. C'est un suicide culturel. Le professeur d'université Gad Saad appelle cela de « l'empathie suicidaire ». Le déni est immense. C'est pour cela que beaucoup d'Américains pensent que vous êtes condamnés.

En France, on vous connaît aussi pour une expérience menée avec d'autres chercheurs : faire publier de faux articles dans des revues scientifiques, en imitant le vocabulaire et les obsessions du wokisme. Des articles absurdes ont ainsi été publiés, comme « La culture du viol chez les chiens », ou un plagiat de *Mein Kampf* dans lequel le mot « Juif » avait été remplacé par « Blanc ». Qu'avez-vous appris ?

L'objectif était de tester si des revues prestigieuses publiaient des textes idéologiquement conformes, mais intellectuellement faibles, voire absurdes ou moralement discutables. Nous avons montré que certaines disciplines validaient des récits et des positions idéologiques au détriment de standards scientifiques robustes. Depuis, beaucoup de gens ont perdu confiance dans leurs institutions, notamment après la période du Covid. Or une société fonctionne très mal lorsque la confiance institutionnelle s'effondre.

Est-ce toujours le cas aujourd'hui ?

Les gens peuvent en parler plus librement qu'avant : la fenêtre d'Overton (éventail des idées et des positions jugées socialement acceptables à un moment donné dans le débat public, NDLR) a évolué. Des thèmes autrefois intouchables sont désormais critiquables publiquement. Avant, si quelqu'un vous demandait ce qu'était une femme, vous étiez censé répondre : « Je ne sais vraiment pas, je ne suis pas biologiste. » C'est une citation célèbre d'une juge aujourd'hui à la Cour suprême, lors de son audition devant le Sénat. Il existe aussi une vidéo devenue célèbre d'un

médecin à qui l'on demande si les hommes peuvent tomber « enceints ». C'est complètement absurde. Mais, aujourd'hui, vous pouvez critiquer cela. Avant, ce n'était pas possible. Cela dit, les personnes disposant d'un statut solide, de postes permanents restent très influentes. L'idéologie woke demeure bien installée dans certaines institutions culturelles et universitaires. Je crois toutefois qu'elle est en fin de cycle.

Vous avez écrit un manuel d'athéisme et vous êtes proche de Richard Dawkins. Avez-vous évolué sur ce sujet ? L'athéisme ne rend-il pas l'Occident plus vulnérable face à l'islam ?

C'est ce que l'on appelle l'hypothèse de substitution : l'idée que l'être humain est « câblé » pour croire et, que lorsqu'une croyance recule, une autre prend sa place. Comme dans *Game of Thrones*, lorsqu'une nouvelle religion apparaît parce que les gens ont cessé de croire à l'ancienne. La vraie question devient alors : en quoi les gens croient-ils ? Certains se tournent vers des idéologies qui fonctionnent comme des religions. Le wokisme est une forme de religion, l'islamisme en est une autre.

Serions-nous mieux lotis avec une forme bénigne de christianisme, des chrétiens « culturels » prônant l'humilité, la charité et la tempérance ? Probablement, oui. En revanche, je ne pense pas que la réponse à une intolérance radicale consiste à fabriquer une intolérance symétrique. Certains le pensent. Ils estiment que, en face des fanatiques, il faudrait cultiver un autre groupe de fanatiques - comme les « groyers » (antisémites et misogynes de droite extrême, NDLR) autour de figures telles que Nick Fuentes ou Tucker Carlson. Les démocraties doivent apprendre à contenir les menaces sans se transformer elles-mêmes en machines à fanatisme.

L'Europe est hantée par le déclin. Est-ce, selon vous, une différence majeure avec l'Amérique ?

Je dirais que l'Amérique est portée par un optimisme culturel, un individualisme, une projection vers l'avenir, l'idée d'une promesse. Toutes ces personnes issues de l'immigration dans vos pays, quelles sont leurs aspirations ? Quel est le meilleur avenir auquel elles peuvent raisonnablement aspirer ? Sans cette aspiration, on crée des générations qui se replient sur ce qu'elles connaissent - souvent la religion. Certaines recherches suggèrent d'ailleurs que les deuxièmes et troisièmes générations peuvent devenir plus religieuses que la première. Et je pense que ceux qui affirment qu'il n'y a aucun problème devraient aussi aller voir concrètement certains quartiers : si vous dites qu'il n'y a pas de problème, vous devriez être prêt à y vivre.

Nous, Français, sommes plutôt inquiets de la prédominance de Donald Trump sur le Groenland. Comprenez-vous cette inquiétude ?

Je ne suis pas sûr d'être qualifié pour analyser finement les institutions politiques. Mais honnêtement, je pense que le Groenland est le moindre de vos problèmes. Cela ne devrait même pas figurer dans le top 10 000 de vos préoccupations. Vous avez un autre dirigeant dérangé qui assassine des centaines de milliers d'Ukrainiens. Vous souffrez d'un grave manque de compétitivité économique. Vous avez une immigration illégale massive. L'intelligence artificielle est essentiellement chinoise et américaine. Vous n'avez même pas vos propres réseaux sociaux. Nous avons aussi des déficits massifs, mais nous pouvons nous le permettre parce que nous disposons d'une monnaie dominante.

Certains jeunes de banlieue que vous avez interrogés affirment n'avoir pas de préférence marquée entre domination américaine et domination russe. Que cela vous inspire-t-il ?

L'une des questions que je pose aux gens partout dans le monde est la suivante : sous quelle domination préférez-vous vivre : américaine ou chinoise ? Où que j'aille, et j'ai voyagé presque partout, la réponse majoritaire est la domination américaine. Mais, lorsque j'ai posé cette question à de jeunes musulmans en France, ils n'avaient pas de préférence claire. J'en ai conclu que l'image des États-Unis s'était profondément dégradée en France. C'est très révélateur.

Vous évoquez aussi un autre sujet : le départ des Juifs d'Europe occidentale...

C'est une question simple et raisonnable : pourquoi des Juifs quittent-ils certains pays ou certaines villes ? Si l'on constatait que des Noirs fuient partout parce qu'ils sont discriminés, tout le monde y verrait un problème. Pourquoi cela ne serait-il pas le cas ici ? On peut voir cela comme un signal d'alerte, un « canari dans une mine de charbon ». Cela dit quelque chose de l'état d'une société, de ses tensions, de ses dénis. Pourquoi pensez-vous que les Juifs partent ? C'est une question parfaitement légitime. Et si quelqu'un se dit offensé par cette question, alors il fait partie du problème. Parce que tout le monde connaît la raison.

En France, une partie de la gauche a du mal à aborder ces questions, car elle considère les musulmans comme un groupe opprimé que l'on ne peut pas viser... C'est ce qui s'est passé en Iran, n'est-ce pas ? La gauche a soutenu les islamistes. Et leur première mesure a été d'éliminer leurs alliés. ■

PETER BOGHOSSIAN

Philosophe américain rationaliste connu pour ses critiques du wokisme, Peter Boghossian était récemment en France, notamment pour observer les effets de l'immigration islamique. Il livre le regard inquiet - parfois brutal - que portent de nombreux Américains sur l'avenir français.



La France en voie de tiers-mondisation



CHRONIQUE
Nicolas Baverez

L

a paupérisation de la France et des Français s'emballe. En 2024, la richesse par habitant s'est élevée dans notre pays à 38110 euros. Elle se situe au 34^e rang mondial et est désormais inférieure de 7 % à la moyenne européenne, et ce pour la troisième année consécutive. Elle est en retrait de 25 % par rapport à celle du Danemark, de 20 % par rapport à celle de la Suède, de 15 % par rapport à celle de l'Allemagne, de 0,5 % par rapport à celle de l'Italie. Par ailleurs, l'écart favorable vis-à-vis de la Pologne a été réduit de 60 % à 20 % depuis 2000.

Le décrochage brutal du PIB par habitant se traduit par la montée de la pauvreté, qui touche près de 10 millions de Français et voit basculer plus de 650 000 personnes supplémentaires par an dans la précarité. Il est d'autant plus préoccupant qu'il s'accompagne d'une explosion de l'endettement.

La dette des ménages s'élève à 60 % du PIB. Elle est lourdement aggravée par la perte de contrôle des finances publiques, dont la charge revient aux citoyens. La dette publique de la France, qui constitue un impôt différé, atteint 3 482 milliards d'euros, soit 117,4 % du PIB. S'y ajoutent, d'une part, la quote-part française (20 %) des emprunts souscrits par l'Union européenne pour le plan de relance post-Covid (807 milliards) et le soutien de l'Ukraine (90 milliards), soit 180 milliards d'euros, et, d'autre part, les engagements de retraite, qui culminent à 12 300 milliards d'euros. Chacun des 69 millions de Français se trouve donc engagé au titre des finances de la nation à hauteur de 23 100 euros, soit 6 années de revenu.

La France et les Français sont ainsi pris en étau entre leur appauvrissement et l'envolée de leurs dettes. La situation est d'autant plus insoutenable que la démographie est sinistrée – avec en 2025, pour la première fois depuis 1945, un excédent des décès (651 000) sur les naissances (645 000) – et que la position extérieure nette du pays est négative, à hauteur de 22 % du PIB – contre un surplus de 77 % du PIB pour l'Allemagne.

La paupérisation massive des Français et d'une majorité de nos territoires constitue une exception au sein des pays développés. La mondialisation, la financiarisation, la révolution numérique, les chocs qui se sont succédé avec le krach de 2008, la pandémie de Covid, l'inflation provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont entraîné dans toutes les démocraties une augmentation des inégalités.

Mais la richesse par habitant a continué de s'accroître, y compris dans l'Europe du Sud, comme le montrent l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

L'appauvrissement de la France est directement lié au modèle de la décroissance à crédit qui s'est installé depuis la fin des années 1990, fondé sur la compensation de l'attrition de la production et du travail par l'endettement favorisé par la protection de l'euro. En dépit d'un déficit structurel de 4,5 % du PIB, la croissance potentielle n'a cessé de diminuer et plafonné en dessous de 1 %. Elle n'est plus tirée que par la consommation, alimentée par les transferts sociaux (34 % du PIB), eux-mêmes financés par la dette publique. Simultanément, la production et le travail se contractent. La mondialisation et l'euro ont été dévoyés en rentes, générant un pouvoir d'achat fictif au prix du transfert systématique vers l'étranger des activités, des investissements et des emplois. Notre pays ne fabrique ainsi plus que 36 % des biens manufacturés qu'il consomme. Ses parts de marché ont fondu pour se réduire à 2 % dans le monde et à 12 % dans la zone euro.

À trajectoire inchangée, la France ne figurera plus parmi les dix premières économies mondiales à la fin de la décennie

L'euthanasie de la production découle de la chute du travail et de sa productivité. Seuls quatre Français sur dix travaillent, entrant dans la vie active à 22 ans et demi pour prendre leur retraite à 62 ans et demi, alors que l'espérance de vie atteint 80 ans pour les hommes et 85,6 ans pour les femmes. Le volume de travail est limité à 664 heures par personne et par an contre 715 en Espagne, 720 au Royaume-Uni, 767 en Italie et 825 aux États-Unis. L'insuffisante quantité du travail est aggravée par le déclin de la productivité, en baisse de 6 % depuis 2019. Ce recul trouve son explication première dans la déliquescence du système éducatif, ravalé depuis 2000 du 13^e au 26^e rang sur 32 pays dans le classement Pisa.

La loi de finances pour 2026 pousse à l'extrême ce modèle insoutenable, qui consiste à taxer davantage la production – avec 44 milliards d'impôts supplémentaires, dont 12 sur les grandes entreprises, qui constituent l'ultime atout de notre économie –, afin d'augmenter des dépenses improductives et d'alimenter la course folle de la dette, qui approchera

120 % du PIB à la fin de cette année. Elle accélère l'étranglement financier de notre pays et programme un choc financier majeur, avec un service de la dette qui dépassera 100 milliards d'euros en 2029.

La paupérisation des Français acte leur déclassement comme celui de la France, au moment où montent les risques géopolitiques et où la mondialisation se disloque. Notre pays est devenu l'Argentine de l'Europe, la démagogie faisant basculer des pans entiers de la classe moyenne dans la pauvreté tout en organisant l'exil des talents et des cerveaux, des entreprises et des capitaux. Avec pour symbole l'impôt sur la fortune, qui, depuis sa création, a privé la France de 150 milliards de capital productif, de 1 point de croissance et d'une vingtaine de milliards de recettes fiscales par an.

La France se trouve aujourd'hui enfermée dans une spirale infernale qui conduit à sa tiers-mondisation. A trajectoire inchangée, elle ne figurera plus parmi les dix premières économies mondiales à la fin de la décennie. Elle se trouve incapable de répondre aux défis de la réindustrialisation, de l'IA, de la transition écologique ou du réarmement. Elle smicardise les salariés et prolétarise ses classes moyennes, en les jetant dans les bras du populisme – qui achèvera de les ruiner. Elle livre à la misère, au désespoir et à la violence des pans entiers de la société. Elle perd toute crédibilité en Europe comme dans le monde, moquée par Donald Trump, qui peut à bon droit souligner que tous les États fédérés affichent une richesse par habitant largement supérieure à celle de la France, marginalisée par l'Allemagne de Friedrich Merz, qui fait de son partenariat avec l'Italie de Giorgia Meloni le nouveau moteur de l'Union.

La paupérisation de la France n'a rien de fatal. Elle est le produit de nos erreurs et de nos renoncements, qui culminent aujourd'hui avec l'immobilisme du pays quand l'histoire accélère et avec la déconnexion totale du système politique d'avec les réalités de la société, de l'économie et de la géopolitique. Elle ne peut être enrayer que par une thérapie de choc qui réorientera le modèle économique vers la production et redonne aux Français confiance en eux-mêmes pour rebâtir leur nation et se réinventer un avenir. Cessons de nous appauvrir et de ruiner notre pays par les taxes et les normes, le loisir et la dette. Enrichissons-nous et reconstruisons la puissance de la France par l'éducation et le travail, l'investissement et l'innovation. Nous reposer ou vivre mieux, dignes et libres : il nous faut désormais choisir ! ■

À Minneapolis, Trump a perdu la bataille du récit



CHRISTOPHE DE VOOGD

Une semaine sur deux, le spécialiste de rhétorique politique analyse les mots et concepts qui peuplent le débat public. Cette semaine, il se penche sur les raisons du revers de Trump, en matière de communication, après la mort d'Alex Pretti, à Minneapolis, tué par des tirs de la police aux frontières.

À lire et écouter les médias français comme étrangers, de gauche comme de droite, la messe est dite : Donald Trump vient de connaître un sérieux revers à Minneapolis avec la mort d'un infirmier, Alex Pretti, sous les balles de ICE, la police des frontières chargée d'expulser les immigrés clandestins. Avec cette tragédie, c'est toute la rhétorique trumpienne sur la situation dans le Minnesota qui s'effondre ; car le « cadrage » qu'il avait tenté de lui donner a été balayé par ces dix coups de revolver tirés sur un homme à terre.

L'attention internationale portée au sujet a été déclenchée par un premier drame : la mort d'une automobiliste, Renée Good, le 1^{er} janvier dernier, là encore sous les balles de ICE, dont l'intervention avait commencé un mois plus tôt. Depuis lors, le soupçon général pèse sur le récit trumpien qui présente l'opération « Metro Surge » comme une action de police destinée à renvoyer des clandestins conformément à la loi et à la demande majoritaire des Américains, mais qui se heurte à l'obstruction des démocrates, à commencer par celle du gouverneur, Tim Walz (candidat à la vice-présidence en 2024), et à l'action violente des réseaux antifa menaçant les agents d'ICE personnellement dans la rue comme sur les réseaux sociaux.

La crédibilité de cette « intrigue » (le cadrage propre au récit pour reprendre les analyses de Paul Veyne et Paul Ricœur), s'est définitivement envolée avec la mort de Pretti et c'est le récit démocratique qui triomphé désormais, de Minneapolis à Paris en passant par Washington : ICE est une milice paramilitaire au service du projet fasciste de Trump, organisant des rafles au faciès de pauvres réfugiés, violent l'État de droit et se heurtant à la résistance humanitaire des honnêtes citoyens de Minneapolis, dont Pretti est le parfait modèle.

Comme toujours, la réalité est plus complexe que les intrigues proposées de part et d'autre : le fonctionnement de ICE comme celui des administrations démocrates du Minnesota et de sa capitale, le profil de Pretti lui-même présentent bien des zones d'ombre. Mais apporter la moindre nuance semble impossible dans le manichéisme absolu qui règne désormais aux États-Unis. Et rappeler le caractère délictuel de l'immigration illégale et la sévérité du droit américain en cas de refus d'appliquer la loi ou d'obstruction à l'intervention de la police pour la faire respecter (*law enforcement*) est inaudible en France, où la « tolérance » est désormais de règle en la matière.

« Importé par son hubris, l'actuel président a multiplié les provocations sur cette affaire comme sur tant d'autres : déni de l'évidence, autocélébration constante et insultes *urbi et orbi*, y compris contre les morts »

Mais du point de vue qui nous occupe ici, celui du rapport de forces rhétorique, il est clair que Donald Trump a donné des verges pour se faire battre. Pourtant mieux placé que personne pour connaître le discours dominant, il n'a pas tenu compte du deux poids deux mesures qui joue toujours en défaveur de la droite ; où celle-ci n'a pas le moindre droit à l'erreur, à la différence d'une gauche à qui tout est donné d'avance ; où Obama a pu faire à grande échelle et sans grande émotion ce qui est aujourd'hui interdit à Trump ; et où deux morts au Minnesota pèsent toujours plus que 30 000 en Iran.

Importé par son hubris, l'actuel président a multiplié les provocations sur cette affaire

comme sur tant d'autres : déni de l'évidence, autocélébration constante et insultes *urbi et orbi*, y compris contre les morts. Ses passages éclairs d'un sujet à l'autre, du Venezuela au Groenland, donne le tournis à la terre entière. Qui plus est, son recours à l'intimidation et son cynisme débridé passent de moins en moins dans un pays aux mœurs violentes, mais où le respect de la loi et des libertés reste la référence ultime, toujours opposable aux criminels comme aux gouvernements.

S'en serait-il enfin rendu compte ? Il multiplie depuis quelques jours paroles et gestes d'apaisement, attestant soit d'un ultime scrupule démocratique, soit d'un reste de sens politique au vu des dégâts causés : l'opinion publique est en effet négative à son égard sur tous les sujets, y compris l'immigration. D'où la nouvelle diversion, rhétorique autant que militaire, opérée par le président vers les lointains rivages de l'Iran des mollahs ?

Il y a, en tout cas, une conclusion rassurante, même si elle est provisoire, sur l'état de la démocratie américaine que certains déclarent un peu vite moribonde. La « tyrannie de l'opinion » que déplorait Tocqueville pourrait, midterms oblige, donner un coup d'arrêt aux excès de l'Administration Trump. Sans oublier les contre-pouvoirs qui veillent au grain, du Congrès (où les démocrates sont sortis de leur stupeur et les républicains modérés de leur frayeur) à la Cour suprême qui garantit, quoi qu'on en dise, les libertés publiques et les grands équilibres institutionnels.

À tous ceux qui s'alarment à juste titre des dérives américaines, une simple question se pose : face aux tentations et aux tentatives de nos propres gouvernements, furent-elles plus feutrées et plus habilement présentées, disposons-nous de contre-pouvoirs aussi sûrs ? ■

LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappier
Administrateurs
Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Eric Trappier
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémoloet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International),

Anne Huet-Wullème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences, Culture, Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur du pôle news
Bertrand Glé
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Picard

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission partiaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi 7h 30 à 18h ;
samedi de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €.
Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 389 €.



LE FIGARO

NOUVEAU



8,90 €

EN VENTE ACTUELLEMENT

Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO économie



SOUVERAINETÉ
BERCY DE PLUS EN PLUS VIGILANT
SUR LES INVESTISSEMENTS
ÉTRANGERS **PAGE 22**

COMMERCE
ENTRE TÉLÉACHAT ET DIVERTISSEMENT,
COMMENT LE « LIVE SHOPPING »
CONQUIERT LES FRANÇAIS **PAGE 24**



MARK WILSON/GETTY IMAGES VIA AFP; JEAN-LUC RICHARD/STOCKADORE; OLIVIER RABEAUD/STOCKADORE; PAUL DUFAY

Les marchés indifférents aux désordres du monde

Les Bourses, soutenues par une croissance résiliente, affichent une étonnante santé en dépit des nombreux risques et de l'activisme de Donald Trump. **PAGE 20**

Capgemini met en vente sa filiale travaillant pour l'ICE

Sous le feu des critiques pour un contrat aux États-Unis avec la controversée police fédérale de l'immigration (ICE), Capgemini a annoncé qu'il mettait en vente sa filiale travaillant pour l'ICE. « Capgemini a estimé que les contraintes légales habituelles imposées aux États-Unis pour contracter avec des entités fédérales menant des activités classifiées ne

permettaient pas au groupe d'exercer un contrôle approprié sur certains aspects des opérations de cette filiale », explique le géant français des services numériques. L'entreprise tricolore, qui avait prévu un conseil d'administration « exceptionnel » durant le week-end, assure que « le processus de cession de cette entité, qui représente 0,4 % du chiffre d'affaires estimé

du groupe en 2025 (moins de 2 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis), sera initié immédiatement ». Selon des informations de l'association L'Observatoire des multinationales publiées la semaine dernière et développées par France 2, Capgemini a notamment fourni à l'ICE un outil d'identification et de localisation de personnes étrangères, alors que cette

police fédérale est mobilisée par le président américain, Donald Trump, dans une vaste campagne anti-immigration. Dans un message interne envoyé mercredi aux salariés, le groupe avait indiqué que le contrat litigieux, attribué en décembre, n'était « pas en cours d'exécution, car il fait l'objet d'un recours ». **AFP**

P.L.T.

le **PLUS** du FIGARO ÉCO

UN AUTRE REGARD

La France a-t-elle les moyens de sa force nucléaire ?

PAR ANNE DE GUIGNÉ

PAGE 23

LIBRES ÉCHANGES

Les leçons pour le Groenland de la Louisiane vendue à vil prix par Bonaparte en 1803

PAR JEAN-PIERRE ROBIN

PAGE 23

LIVRES & IDÉES

Des mesures « décapantes » pour sauver la démocratie sociale

PAR PIERRE LOEIZ THOMAS

PAGE 23

L'HISTOIRE

Objectif Lune pour les deux « frères ennemis » Musk et Bezos

Nouvel épisode dans la guerre du spatial à laquelle se livrent les deux multimilliardaires américains Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, et Elon Musk, qui préside aux destinées de SpaceX. Vendredi, le premier a témoigné de sa volonté de reprendre la main : il a annoncé que sa société Blue Origin allait suspendre ses activités de tourisme spatial pour réalouer ses ressources vers « le développement des capacités lunaires de l'entreprise ». Voici déjà plusieurs années que SpaceX et Blue Origin ont été missionnées par la Nasa, qui souhaite disposer d'au moins deux systèmes concurrents, pour développer chacun un alunisseur

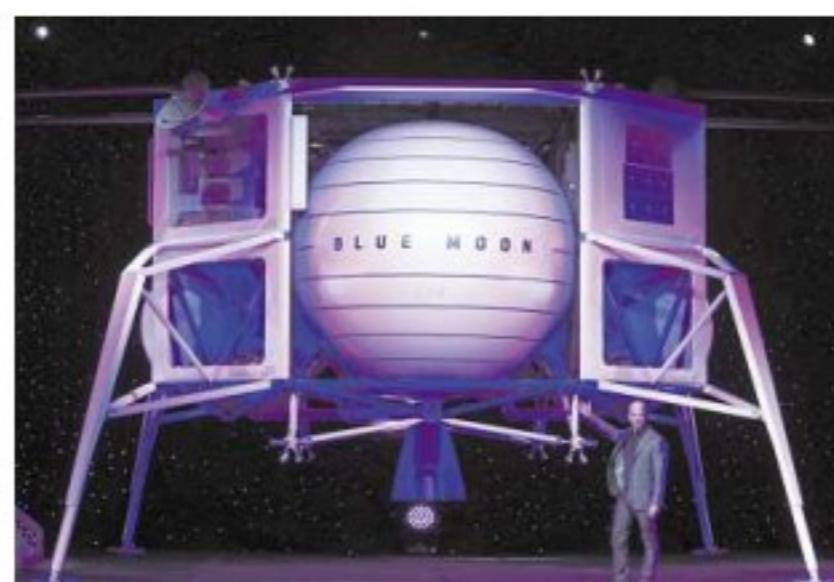
- Musk ayant été chargé du premier vol, et Bezos d'un départ ultérieur. Las, la Nasa s'inquiète

ostensiblement des retards de SpaceX dans ce projet, lancé par l'agence fédérale sous le nom de programme Artémis. Elle a donc décidé de remettre en concurrence frontale les deux multimilliardaires, le premier qui sera prêt marquant un point décisif dans un dossier suivi au plus près par l'Administration Trump. Et pour cause : Pékin prévoit également d'envoyer des hommes sur la Lune à l'horizon de 2030. Jusqu'à présent, le tourisme spatial version Jeff Bezos est demeuré à un stade très confidentiel. La petite fusée New Shepard n'a été expérimentée que par une poignée de célébrités, pour des tarifs gardés jalousement secrets.

Si Bezos devait dépasser Musk sur ce programme Artémis, il changerait de dimension sur la piste aux étoiles. ■

FRÉDÉRIC

MONICAULT



La surface commerciale du BHV sera bientôt réduite de 40 %

Vers un nouveau départ pour le BHV. Après la cession des murs du grand magasin parisien au gestionnaire d'actifs canadien Brookfield Asset Management, annoncée cette semaine, le Bazar de l'Hôtel de Ville s'apprête à changer de visage. Une opération qui ressemble à une petite victoire pour la Société des grands magasins (SGM) de Frédéric Merlin, un temps candidat au rachat. Dans un communiqué, la foncière se félicite de cette cession qui « s'inscrit dans un accord ambitieux qui répond entièrement au projet que la SGM souhaitait pour les années à venir pour le BHV, avec le partenaire avec lequel elle a noué des liens depuis plusieurs mois ». Les termes de cet accord n'ont pas été annoncés officiellement. Mais, de source proche du dossier, ils prévoient la réduction de la surface commerciale du BHV de 40 %, actuellement de 45 000 m². En contrepartie, la SGM verrait son loyer divisé par deux, de 18 millions à 9 millions d'euros

par an. De lourds travaux s'apprêtent ainsi à démarrer dans le bâtiment. Les projets de Frédéric Merlin, dévoilés mi-décembre, sont en effet toujours d'actualité. Notamment l'ouverture d'une halle alimentaire, l'implantation d'un restaurant ou encore une offre de parapharmacie.

Malgré le flop de la boutique Shein, le géant chinois de l'ultra fast fashion gardera sa place dans le BHV. Toutefois, il a été demandé des ajustements à l'entreprise asiatique, d'ores et déjà en cours, affirme la SGM. La foncière a notamment réclamé à Shein de vendre davantage de vêtements de tailles enfants et de grandes tailles, et un peu plus d'articles moins chers. Par ailleurs, selon les informations de La Lettre, le nouveau propriétaire des murs du grand magasin, Brookfield Asset Management, aurait comme projet d'ouvrir aux deux derniers étages du bâtiment un hôtel de luxe.

JULIEN DA SOIS

L'insolente santé des Bourses malgré la multiplication des risques

Hervé Rousseau

Face à l'activisme de Trump, les marchés gardent leur cap, aidés par une croissance économique solide.

Les marchés ne sont pas à un paradoxe près. En dépit des nombreux risques géopolitiques qui planent à l'horizon et de la furia activiste de Donald Trump, ils enchaînent les records. Après chaque période de doute, ils repartent de plus belle.

Mi-janvier, effrayés par les postures guerrières de Donald Trump sur le Groenland et par la menace de nouveaux droits de douane à l'encontre des pays qui s'y opposeraient, les indices boursiers ont piqué du nez. Une poussée de fièvre de courte durée. Le président américain a une nouvelle fois fait volte-face. Les investisseurs, visiblement décidés à voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide, se sont immédiatement repositionnés à l'achat. Le CAC 40 a regagné tout le terrain perdu mi-janvier. «Les marchés sont désormais habitués à vivre avec les turbulences provoquées par l'imprévisible Donald Trump», avance Raphaël Thuin, directeur des stratégies de marchés de capitaux chez Tikehau.

Il y a effectivement énormément de périls, mais, aujourd'hui, en Bourse, le plus grand risque est certainement de ne pas être investi

Nicolas Forest Directeur des investissements de Candriam

Depuis le retour de l'homme d'affaires à la Maison-Blanche, il y a un peu plus d'un an, les performances des marchés impressionnent. L'Eurostoxx 50 des grandes capitalisations européennes s'est adjugé 12,5%, l'indice large américain S&P 500 a grimpé de plus de 15% et le Nasdaq d'environ 20%. Avec des moteurs différents selon les zones. Aux États-Unis, les investisseurs se sont rués sur les valeurs technologiques, alléchés par les promesses de l'intelligence artificielle. En Europe, ils ont fait la part belle aux valeurs décotées, ce qui a provoqué un rebond des banques, et ont misé sur les groupes de défense. La Bourse de Paris a certes accusé du retard depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024. Néanmoins, le CAC 40 est parvenu à inscrire un nouveau pic historique début janvier, à un peu plus de 8 315 points en clôture. Depuis son plancher du mois d'avril dernier, il a grimpé de plus de 20%.

De multiples embûches se dressent à l'horizon et l'incertitude est pratiquement permanente. Mais les opérateurs ne veulent pas rater le prochain train de la hausse. C'est le fameux effet «Fomo» («fear of missing out») qui a largement participé à l'envolée des marchés mondiaux. Nicolas Forest, di-

recteur des investissements de Candriam, le reconnaît volontiers : «Il y a effectivement énormément de périls, mais, aujourd'hui, en Bourse, le plus grand risque est certainement de ne pas être investi.»

Plusieurs piliers soutiennent l'optimisme des opérateurs. Le premier est la solidité de l'économie, en dépit de la guerre douanière lancée par Donald Trump au printemps dernier. «Les fondamentaux sont très bons, aux États-Unis comme en Europe ; les chiffres sont régulièrement révisés à la hausse», note Valérie Rizk, de Richelieu Invest. Les États-Unis ont connu une croissance de 4,4% en rythme annualisé au troisième trimestre 2025, ce qui est très supérieur aux attentes. La zone euro,

grâce notamment au dynamisme de l'Espagne, a affiché une hausse du PIB de 1,5% en 2025, après 0,9% en 2024. Un niveau là aussi supérieur aux attentes. Et 2026 se présente mieux que prévu pour la zone euro. «Si on ajoute la bonne tenue de la Chine, le tableau devient encourageant», avance Wilfrid Galand, directeur général adjoint chez Montpensier Arbevel.

Les marchés profitent également des politiques budgétaires généreuses, voire dispensées, des grands États. Les plans de relance, notamment en Allemagne, «devraient commencer à faire sentir leurs effets», souligne Bertrand Puijfe, gérant chez Fidelity. Le pays a prévu d'investir 500 milliards d'euros sur la prochaine décen-

nie pour moderniser ses infrastructures. De son côté, l'Union européenne a dégainé son plan Rearm EU qui vise à mobiliser environ 800 milliards d'euros pour moderniser sa défense. Selon Bertrand Puijfe, chez Fidelity, «il y a désormais beaucoup plus de bonnes surprises à attendre en Europe qu'aux États-Unis», d'autant que les marchés européens sont moins chers (le ratio du cours par rapport au bénéfice - «PE» en anglais - est de 14) que leurs rivaux américains (24). Vu de France, cela peut paraître surprenant, mais à l'échelle mondiale, l'Europe est relativement peu endettée. «En zone euro, la dette rapportée au PIB est d'environ 88%, contre un plus de 125% aux États-Unis et près de 230% au Japon»,

constatent les gérants de BDL Capital Management.

Autre facteur haussier pour la Bourse : la performance des grandes entreprises. L'an dernier, les dividendes versés par les géants du CAC 40 ont stagné mais les programmes de rachats d'actions ont été très généreux. Les sommes totales versées aux actionnaires ont ainsi grimpé de près de 10% pour atteindre un record, à 107,5 milliards d'euros, selon les calculs de la Lettre Vernimmen. Certes, les analystes s'attendent à ce que les profits des champions français en 2025 aient baissé de 6 à 10%. Mais ils anticipent un net rebond des bénéfices en 2026, notamment en Europe. Cette solidité des entreprises explique aussi la bonne tenue du marché obligataire «corporate». La confiance est telle que certains groupes, comme L'Oréal, parviennent à emprunter moins cher que l'État français. Le marché de la dette publique s'est d'ailleurs assagi. La probable adoption du budget 2026 et le maintien du gouvernement Lecornu ont resserré l'écart entre la France et l'Allemagne sur les taux des emprunts d'État.

Les banques centrales apportent également leur pierre à l'édifice. Kevin Warsh, nommé vendredi par Donald Trump pour prendre la tête de la Fed à partir de mai prochain, devrait se montrer plus ouvert que son prédécesseur Jerome Powell aux baisses de taux réclamées par le président des États-Unis. Or, la diminution des taux d'intérêt est une excellente nouvelle pour les marchés d'actions, notamment qu'elle abaisse le coût de financement des entreprises.

Dans le même temps, les craintes de bulle technologique autour de l'IA semblent s'être dissipées. «On est très loin des excès de valorisation qu'on a connu en 2000 (avant l'explosion de la bulle internet, NDRL)», estime-t-on chez Edmond de Rothschild Asset Management. Ces derniers temps, à Wall Street, les opérateurs ont empêché une part de leurs bénéfices sur les titres ayant bénéficié de l'engouement pour l'IA pour investir dans les fabricants traditionnels de semi-conducteurs, comme Micron Technology ou AMD. «Ce qui est plutôt sain», estime le gestionnaire de Fidelity.

Les incertitudes géopolitiques ne pèsent donc pas sur les Bourses. Leurs effets se voient ailleurs, dans la baisse du dollar - en un an, l'indice DXY, qui mesure la parité de change du billet vert avec un panier de devises (euro, yen, sterlin, franc suisse), a perdu plus de 10% - et dans le cours de l'or. En un an, le cours de l'once d'or est passé d'environ 2000 dollars à plus de 5 000 dollars. Cette envolée parallèle de la «relique barbare» et des actions est très inhabituelle. D'aucuns estiment qu'elle risque tôt ou tard d'être corrigée, par une chute des cours de l'or ou des marchés d'actions. ■

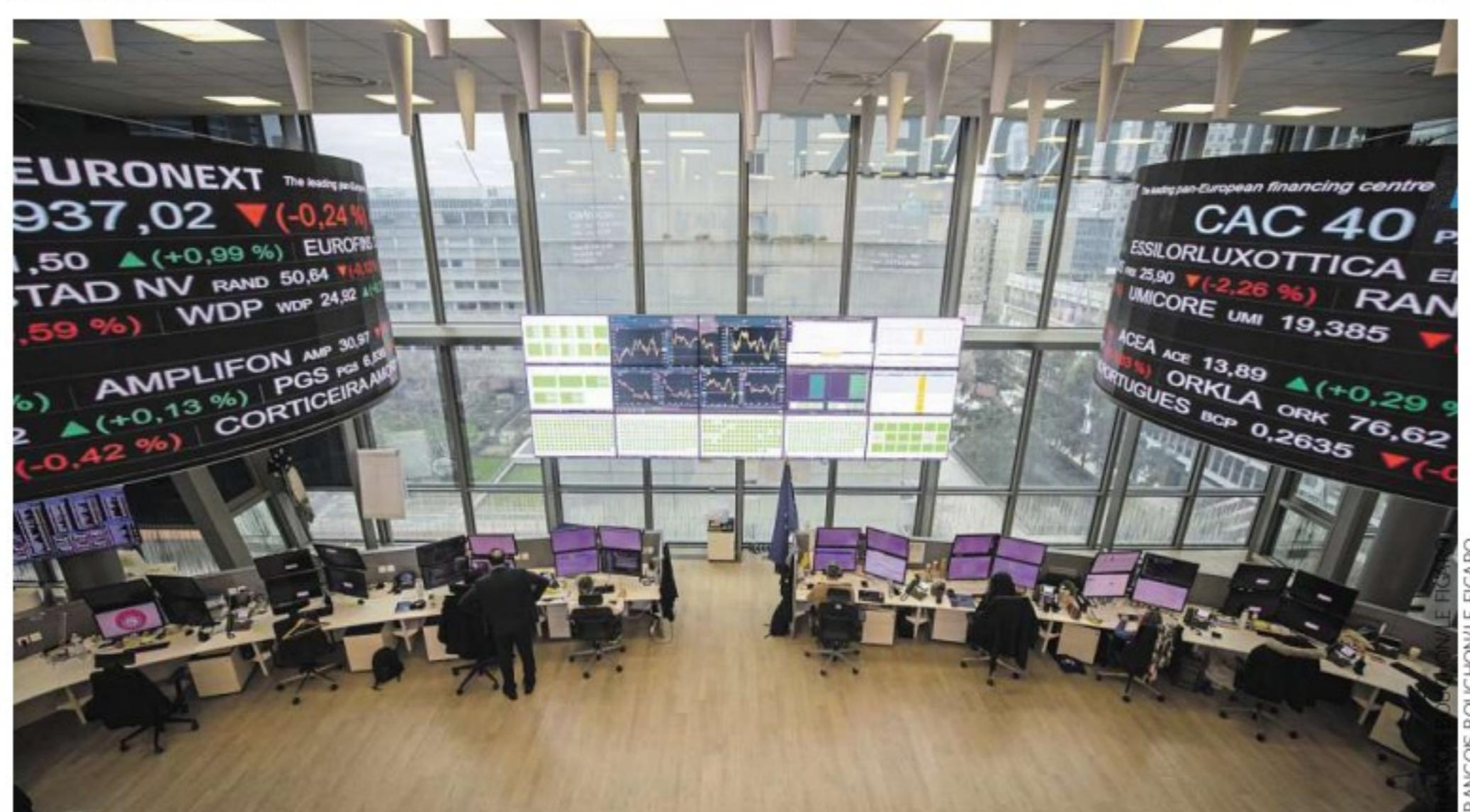
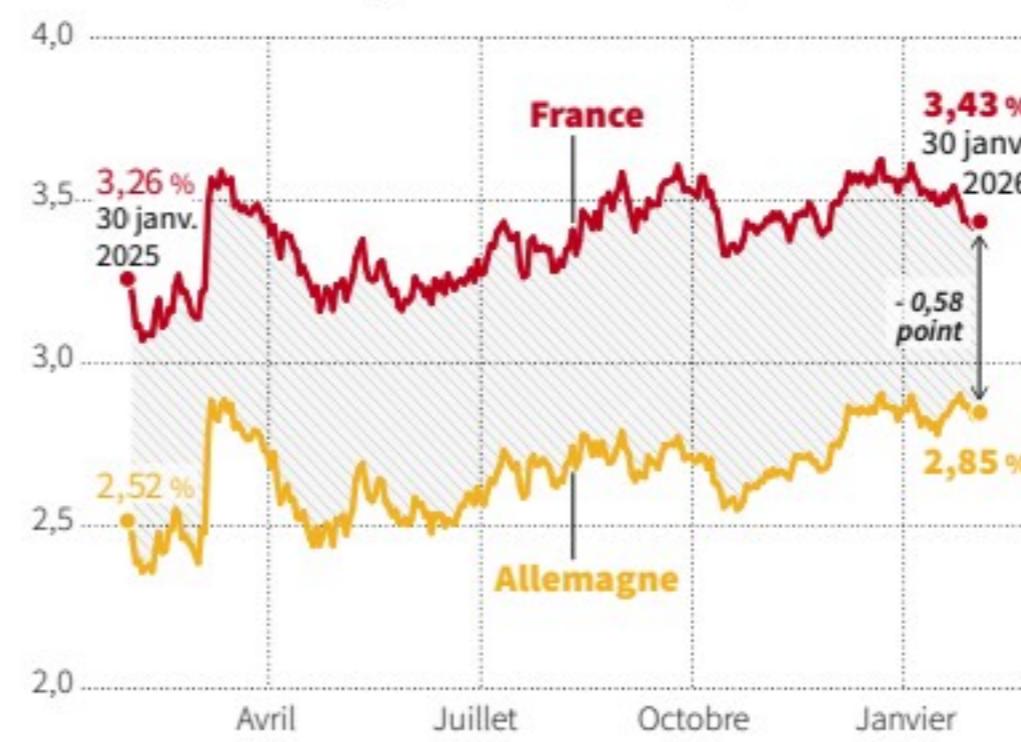
La Bourse de Paris et la dette française résistent

Cours du CAC 40, en points



Sources : Bloomberg, Investing.com

Taux d'intérêt des emprunts d'État à 10 ans, en %



Le CAC 40 est parvenu à atteindre un nouveau pic historique début janvier, à un peu plus de 8 315 points en clôture.

FRANÇOIS BOUCHON/L'ÉVÉNEMENT

Les marchés allègent la pression sur la dette française

Gilles Boutin

Serait-ce «l'effet 49.3»? Le budget n'est pas encore définitivement adopté, et pourtant la décision du gouvernement de recourir à cet article de la Constitution semble avoir des conséquences déjà observables sur le marché de la dette. L'écart de taux d'intérêt à dix ans entre la France et l'Allemagne (le «spread») n'avait pas connu un niveau si faible depuis juin 2024, le mois de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron. En quelques jours seulement, cet indicateur très scruté de la confiance des investisseurs dans la dette française est passé sous la barre des 60 points de base. Il évoluait mardi dernier autour de 56 points, avant de remonter très légèrement autour de 58 points vendredi en fin de journée. Après un pic à 3,62% le 22 décembre, période à laquelle les doutes quant à la capacité de survie du gouvernement étaient

grands, le taux d'intérêt à dix ans de la France est ainsi revenu à 3,42% ce vendredi. Celui de l'Allemagne était à 2,874%.

Et pourtant, la France ne brille guère par le rééquilibrage de ses finances. Alors que François Bayrou visait un déficit à 4,6% du PIB en 2026 avant que son gouvernement ne tombe, et que Sébastien Lecornu souhaitait initialement atteindre les 4,7%, ce dernier a dû se contenter d'un modeste 5%. Soit une baisse théorique de seulement 0,4 point par rapport à 2025. L'agence de notation Moody's a d'ailleurs fait part de son scepticisme, en indiquant lundi 26 janvier que «l'objectif de déficit de 5% est légèrement inférieur à notre prévision d'un déficit atteignant 5,2% en 2026». Une réduction très limitée qui passera essentiellement par des recettes, s'inquiète-t-elle.

«Le budget en passe d'être voté n'est pas très rassurant», abonde l'économiste Eric Dor. Cette lenteur à rééquilibrer les finances rend effectivement plus difficile la réalisation de l'engagement pris par la France

devant ses partenaires européens de ramener le déficit à 2,8% du PIB d'ici 2025, seuil à partir duquel la dette (3 482,2 milliards d'euros au troisième trimestre 2025, 117,4% du PIB) cesserait d'augmenter. Ce qui apporte un enseignement : «Les investisseurs ont beau justifier le manque de discipline budgétaire de la France, ils ne la pénalisent pas tant que cela, pourvu qu'ils aient un peu de visibilité», analyse le directeur des études économiques à l'Iseg School of Management. «Les marchés préfèrent un mauvais budget à une absence de budget et ont bien compris que la question du déficit ne serait pas réglée avant 2027».

«Les marchés préfèrent un mauvais budget à une absence de budget et ont bien compris que la question du déficit ne serait pas réglée avant 2027»

Maxime Darmet
Économiste chez Allianz Trade

tion du déficit ne serait pas réglée avant 2027», souligne Maxime Darmet, économiste chez Allianz Trade.

Dans les faits, la France reste ce qu'on appelle une «bonne signature». Sa dette rapporte davantage que celle de l'Allemagne, sans être beaucoup plus risquée. Son économie diversifiée la rend en effet résistante aux chocs, comme le montrent les dernières prévisions de croissance (0,9% en 2025 puis 1% en 2026 selon la Banque de France). Sa liquidité (c'est-à-dire qu'elle est facilement achetable et revendable) rassure les investisseurs, de même que la solidité du secteur financier national.

Et si le pays devait peiner à honorer sa dette, les plus de 6 400 milliards d'euros d'épargne accumulés par les Français pourraient être ponctionnés. «De toute manière, le pompier BCE intervendrait en cas de problème, comme le rappelle Christine Lagarde à la fin de chacun de ses communiqués», complète Éric Dor.

«La France bénéficie de son appartenance à la zone euro, les marchés hésitent

à attaquer sa dette, d'autant plus dans un contexte international instable», pluoso Maxime Darmet. L'économiste rappelle une autre force de notre économie : nos services s'exportent bien, et les investissements réalisés à l'étranger génèrent de bons retours. C'est ainsi que le solde du compte courant du pays est redevenu excédentaire en 2024, à 2,7 milliards d'euros. Aux yeux des marchés, le secteur privé compense l'impéritie du politique.

Si une intervention de la BCE ou une ponction dans l'épargne nationale ne sont pas heureusement pas à l'ordre du jour, la mansuétude des créanciers de la France ne vaut pas quitus pour autant. La charge de la dette, c'est-à-dire la part des dépenses consacrées au remboursement des intérêts, passerait ainsi de 66 milliards d'euros en 2025 à 107 milliards en 2029 si rien n'est fait, selon la Cour des comptes. «Et cela peut durer encore longtemps», anticipe Maxime Darmet. Un cercle vicieux qu'il convient d'enrayer sans tarder, sous le lente asphyxie. ■

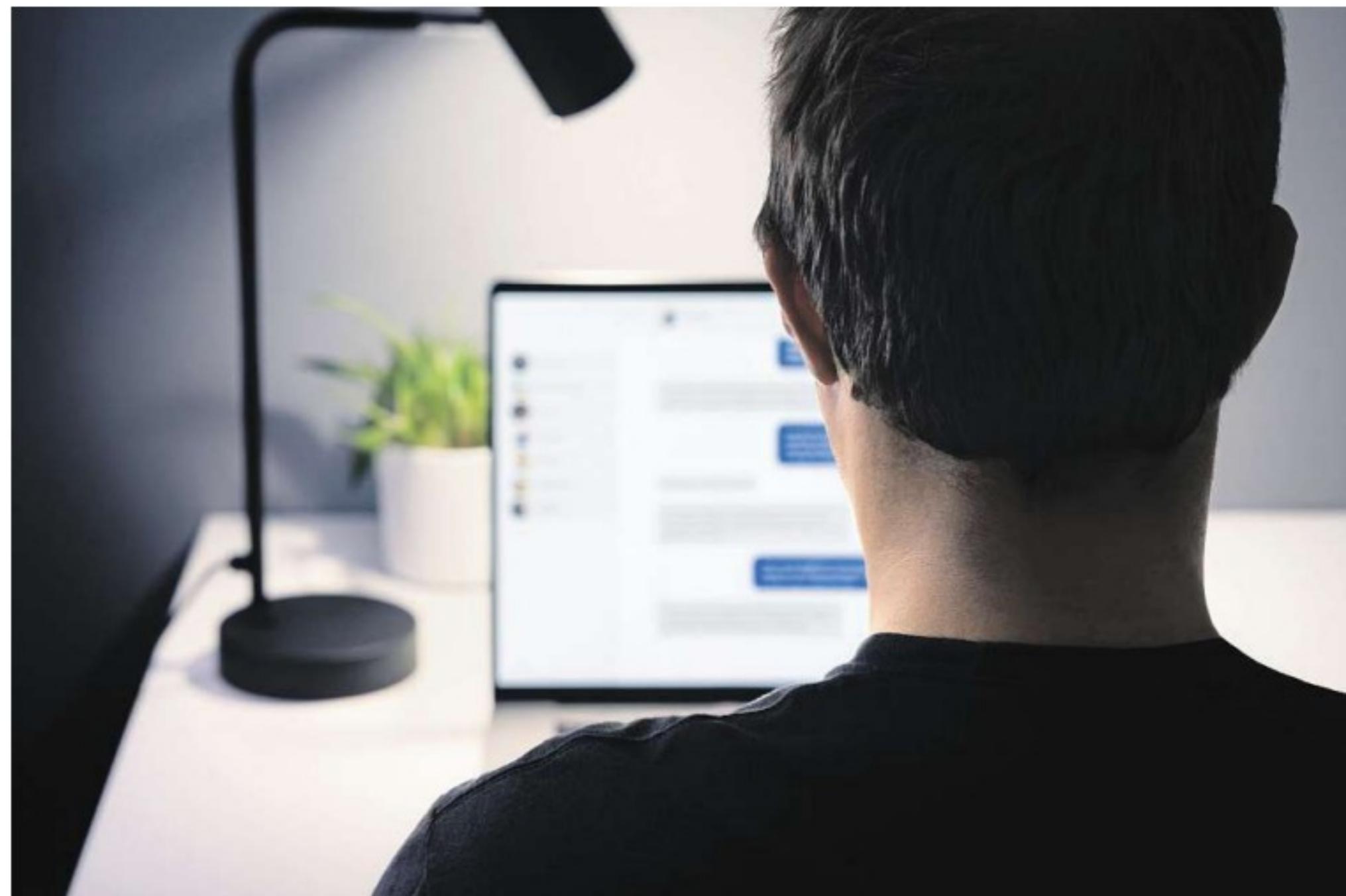
Jean Cittone

Pour lutter plus efficacement contre la fraude sociale, l'Assurance-maladie a mis en place six pôles interrégionaux d'enquêteurs judiciaires (Piej).

Les Piej ont été créés par l'Assurance-maladie en 2024, pour pouvoir traquer plus efficacement les nouveaux avatars de la fraude sociale, notamment en ligne. Bien qu'une majorité écrasante des particuliers et des professionnels de santé soient des gens honnêtes, une infime minorité persiste à s'attaquer au système de solidarité français. Pour lutter plus efficacement, l'Assurance-maladie a donc mis sur pied six Piej, dont celui de La Rochelle. L'objectif ? Attraper les resquilleurs la main dans le sac, et éviter qu'ils ne disparaissent dans la nature avec l'argent des cotisations des travailleurs français.

La fraude sociale s'élevait en 2025 à 14 milliards d'euros, selon le Haut Conseil du financement de la protection sociale – principalement du travail au noir, pour lequel aucune cotisation sociale n'est prélevée. Côté Assurance-maladie, ce sont surtout les professionnels de santé qui fraudent, comme certains audioprothésistes ou pharmaciens. Cette fraude sociale s'avère particulièrement difficile à endiguer, car les entreprises malhonnêtes peuvent disparaître dans la nature avec l'argent dérobé. Depuis plusieurs années, l'Assurance-maladie affine sa stratégie contre la fraude et déconventionne d'office des centres de santé identifiés comme fraudeurs, pour assécher instantanément leur modèle économique.

Pour les autres types de fraudes, comme celles aux arrêts de travail, le Piej prend le relais. Plusieurs millions d'euros ont ainsi été évités ou récupérés grâce aux enquêteurs de ce



Le Piej a été créé par l'Assurance-maladie en 2024 afin de traquer ceux qui s'attaquent au système de solidarité français. Ses enquêteurs ont des pouvoirs que n'ont pas les agents administratifs. TEROVESALAINEN/STOCKADOB

En immersion avec la brigade de geeks antifraude de la Sécurité sociale

service. Parmi eux, Frédéric* est un ancien officier de police judiciaire (OPJ). Plutôt habitué aux affaires de trafic de stupéfiants ou d'atteintes aux personnes, ce trentenaire a amené avec lui son bagage d'ex-policier. « C'est toujours la même manière d'enquêter, il faut tirer le fil jusqu'au bout et trouver une explication à ce qu'on a sous les yeux. » Comme ses collègues, Frédéric est un véritable couteau suisse. En plus de récolter des preuves des fraudes commises, en fouillant sur les réseaux sociaux ou dans des comptes bancaires, il est familier des recherches en Osint (le renseignement de source ouverte) et peut enquêter sous pseudonyme. Car sur le web, chacun laisse des traces...

Les agents assermentés du Piej les traquent une à une. Grâce à ses connaissances en cyberenquête, Frédéric est à même de réunir de nombreuses informations sur les fraudeurs. « C'est important de bien connaître la vie des mis en cause, pour que les choses

soient plus simples une fois qu'ils sont auditionnés. » Les enquêteurs de la Caisse nationale d'Assurance-maladie (Cnam) ont en effet des pouvoirs que n'ont pas les simples agents administratifs. Ils peuvent enquêter de façon autonome, sous l'autorité du parquet, ou se co-saisir avec les forces de police ou de gendarmerie, pour pouvoir intervenir au domicile des fraudeurs suspectés et opérer des saisies. C'est toute la force de ce service : ne pas attendre que la justice donne suite à une

14
milliards

Montant, en euros, de la fraude sociale, en 2025, selon le Haut Conseil du financement de la protection sociale

plainte de la Cnam, mais débusquer les escrocs, réunir des preuves et stopper aussitôt l'hémorragie d'argent public.

Depuis plusieurs semaines, Frédéric travaille d'arrache-pied avec d'autres agents sur un vaste dossier de fraude à l'assurance et à l'hospitalisation. En partant de quelques signalements transmis à la Cnam, ils ont rapidement établi l'existence d'une escroquerie concernant plus d'une centaine d'assurés et représentant un préjudice de plusieurs millions d'euros. « Notre but est de démontrer qu'il s'agit d'une bande organisée », explique l'ex-OPJ. Pas une mince affaire, au vu du nombre de fraudeurs recensés. « Plus il y a de monde, plus cela devient complexe et plus les parquets deviennent friable, mais la co-saisine permet de les soulaguer. » C'est ce qui a été fait dans le cadre de cette affaire tentaculaire.

Comme Frédéric, dont l'ancienne casquette d'OPJ lui ouvre plus facilement les portes des commissariats de police et de gendarmerie, Pierre* a lui

aussi un bagage pointu à mettre au service du Piej. Ancien militaire dans les services de renseignements, il est pour sa part passé de la lutte antiterroriste et du contre-espionnage à la traque des malfaiteurs rédigeant de faux documents de santé de façon industrielle. En cette journée de janvier, Pierre travaille sur une affaire de fraude au transport sanitaire par un taxi. Ce mécanisme de prise en charge des frais de déplacement des patients en affection de longue durée (ALD) coûte plusieurs milliards d'euros à l'Assurance-maladie chaque année.

Après le signalement d'une CPAM rattachée au Piej de La Rochelle (lequel est compétent pour la Nouvelle-Aquitaine et l'Occitanie), le service s'est mis en ordre de bataille. Pierre a ainsi détecté de fausses prescriptions médicales et commencé à vérifier tous les documents émis par le taxi suspecté. Très vite, son investigation, placée sous l'égide du parquet, a révélé que plusieurs dizaines de CPAM étaient concernées : le taxi se faisait rembourser d'un peu partout. « Sur les manières de faire de l'investigation, l'Assurance-maladie n'a pas à rougir vis-à-vis d'autres services comme la gendarmerie ou les renseignements, détaille l'ancien militaire. Un certain nombre de "process" et d'outils, comme le droit de communication – une forme de réquisition – permettent d'être véritablement efficaces dans notre travail. »

Connaître sur le bout des doigts le fonctionnement de l'Assurance-maladie, la législation en vigueur, les différents actes frauduleux et les manières de les épier, réunir des preuves... Tout cela peut se révéler être un véritable casse-tête. « J'ai mal aux cheveux le soir », reconnaît Antoine*, ancien gendarme. Cet habitué des enquêtes judiciaires et de la lutte contre la cybercriminalité n'en est pourtant pas à son coup d'essai. Comme lui, les agents du Piej de La Rochelle sont contraints d'être toujours sur le qui-vive, car les fraudeurs, eux, ne cessent jamais leurs tentatives de malversations.

Dès qu'un nouveau mécanisme est créé, les truands peuvent trouver une brèche dans laquelle s'engouffrer, malgré les contrôles a priori mis en place. Dernier exemple en date : les fauteuils roulants, intégralement pris en charge depuis fin 2025. « Je suis sûre qu'on va être surpris », annonce Jeanne*, cadette du bureau. Pour minimiser les risques, l'Assurance-maladie développe de nouveaux outils. Face aux faux arrêts de travail papier, un formulaire Cerfa infalsifiable a été déployé depuis l'été 2025. De même pour les ordonnances sécurisées, comprenant un QR Code lu par le pharmacien. « Plus on dématérialise et plus on limite certaines fraudes », explique Sandrine*, manager du Piej, tout en reconnaissant que « les fraudeurs ne manquent pas d'idées ». ■

* Les prénoms ont été modifiés.

Les hôteliers remportent une victoire face à Booking

Mathilde Visseyrias

Épinglée par la DGCCRF, la plateforme a modifié des clauses contractuelles jugées anticoncurrentielles.

Les sont incapables de vivre l'un sans les autres. Pourtant, les liens qu'entretennent Booking et les hôteliers n'en finissent pas d'être conflictuels. Abus de position dominante, relation contractuelle déséquilibrée... les hôteliers implorent à longueur d'année les pouvoirs publics et se tournent vers la justice pour tenter de rééquilibrer la situation. Ils viennent de remporter une victoire, grâce à la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). À la suite d'une « enquête nationale » qu'ils ont contribué à déclencher, l'autorité vient d'enjoindre à plusieurs plateformes (principalement Booking, ultra-dominante en Europe) de « corriger certaines clauses restrictives de concurrence ». Étaient visées en particulier des clauses pouvant porter atteinte à la liberté tarifaire des hôteliers. Booking vient de se mettre en règle. Ses changements sont entrés en vigueur le 29 janvier.

« La plateforme a modifié 44 clauses de son contrat de partenariat standard avec les hôteliers, précise Véronique Siegel, présidente de la branche Hôtellerie de l'Umh (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie), principal syndicat

professionnel du secteur. Ces modifications vont clarifier les relations, au bénéfice du consommateur. C'est une excellente nouvelle. » Depuis la loi Macron de 2015, Booking n'a plus le droit d'imposer aux hôteliers de lui fournir les meilleurs prix.

« La plateforme s'autorisait à rognner sur sa marge et à baisser les prix, sans prévenir. Nous nous félicitons d'avoir été entendus »

Véronique Siegel
Présidente de l'Umh Hôtellerie

Mais, selon l'Umh, la loi était contournée. « La plateforme s'autorisait à rognner sur sa marge et à baisser les prix, sans prévenir, détaille Véronique Siegel. Ce point était le plus problématique. Nous nous félicitons d'avoir été entendus par la DGCCRF. » Les petits hôteliers indépendants, moins forts que les chaînes, étaient les premiers lésés.

Le syndicat signale depuis des années les situations litigieuses que rencontrent ses adhérents. La DGCCRF a finalement

épinglé Booking en juillet. La plateforme américaine devait se mettre en règle au plus tard le 31 décembre, sous peine d'une « astreinte financière journalière dont le montant total pourra atteindre 69,35 millions d'euros ». Après discussions, Booking a revu certaines clauses jugées anticoncurrentielles, mais n'a pas payé d'astreinte. « Nous nous réjouissons d'avoir trouvé un accord avec la DGCCRF et avons pris la décision de mettre à jour nos conditions standards pour nos partenaires d'hébergement, conformément à nos engagements, avant la date limite du 31 janvier », déclare sa direction.

« Patience est mère de vertu, lance Véronique Siegel. Depuis plusieurs années, nous dénonçons les conditions générales de prestation (CGP) imposées unilatéralement par la plateforme. Nous restons très attentifs à ce que les règles soient respectées à l'avenir. » Au-delà des prix, la professionnelle dénonce des clauses encore « manifestement déséquilibrées » en matière de résiliation et transparence sur les avis clients, ainsi que le fonctionnement opaque de l'algorithme de Booking. Les hôteliers se plaignent en particulier de ne pas savoir quels critères comptent le plus, dans l'agencement de la plateforme. Or,

dans un secteur très concurrentiel, être bien référencé est devenu une priorité.

Dans ce combat de David contre Goliath, l'union fait la force. L'Umh a eu gain de cause en portant les intérêts de ses adhérents, des indépendants incapables de faire le poids seul face à Booking. À l'été 2024, l'Autorité de concurrence espagnole avait infligé à la plateforme une amende record de 413 millions d'euros pour avoir abusé de sa position dominante au détriment des hôteliers espagnols entre 2019 et 2024. En autant dernier, 10 000 établissements européens se sont regroupés pour déposer collectivement une action en justice, toujours contre Booking. En cause, encore une fois : des pratiques tarifaires jugées abusives, qui pèsent sur leur rentabilité.

« Les hôteliers européens ont longtemps subi des conditions injustes et des coûts excessifs. Il est temps désormais de s'unir et de demander réparation », justifiait cet été Alexandre Vassilicos, président de l'Hotrec, l'organisation représentant l'hôtellerie en Europe. Ils sont finalement plus de 15 000 aujourd'hui à avoir rejoint le mouvement. Le montant des indemnisations pourrait aller jusqu'à plusieurs centaines de millions d'euros, estime l'Hotrec.

Bruxelles aussi est mobilisée. La Commission a placé la plateforme sous surveillance renforcée (comme Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft...) dans le cadre du Digital Markets Act (DMA). Après la France et l'Allemagne, les clauses de parité tarifaire, qui interdisent aux hôteliers d'être moins chers sur leur site que sur Booking, ont disparu au niveau européen cet été.

Faire feu de tout bois, pour être plus fort. Les hôteliers cherchent parallèlement à réduire leur dépendance à Booking. Pour cela, ils cherchent à reprendre la main sur la distribution, en incitant leurs clients à réserver chez eux en direct. C'est particulièrement vrai des grands groupes, qui musclent comme jamais leur programme de fidélité et incitent les indépendants à rentrer dans leur giron. Lancé en 2019, All (Accor Live Limitless) a dépassé les 100 millions de clients membres l'an dernier. En 2024, 65 % des nuits d'hôtel réservées chez Marriott étaient effectuées par des membres de son programme Bonvoy. C'était même 72 % aux États-Unis. Une arme anti-Booking efficace, malgré la concurrence de Genius, qui vient récompenser les clients réguliers de la plateforme... ■

Souveraineté : Bercy de plus en plus vigilant sur les investissements étrangers

Bertille Bayart

Le gouvernement vient d'interdire une cession par Eutelsat. Un nombre record de dossiers ont été étudiés en 2025.

Le gouvernement, enfin libéré de la corvée budgétaire, a enchaîné ces derniers jours les décisions en matière de contrôle des investissements étrangers. Il a refusé, vendredi, la vente par Eutelsat de ses antennes terrestres au fonds d'investissement suédois EQT, au nom de la sécurité nationale. Le groupe français, à la recapitalisation duquel l'État a massivement participé fin 2025, a vocation à assurer l'autonomie française et européenne en matière de communication par satellites, avec sa propre constellation en orbite basse, concurrente du grand leader, Starlink. C'est la huitième fois en quatre ans qu'un tel veto est formellement prononcé. Bercy avait ainsi interdit la vente à l'étranger de la société d'optronique Photonis (devenu Exosens) ou du sous-traitant de la filière nucléaire, y compris de la force de dissuasion, Segault.

Cela n'a pas été le cas pour Biogaran, le fabricant de médicaments génériques vendu par le groupe Servier au fonds d'investissement britannique BC Partners. L'État avait refusé l'an dernier une éventuelle cession à une société pharmaceutique indienne, redoutant la délocalisation à terme de la production en France. La vente à BC Partners a été autorisée sous plusieurs conditions : l'entrée au capital de Biogaran de la banque publique Bpifrance à hauteur de 15 %, et la signature d'engagements par le nouveau propriétaire, notamment sur le maintien de la fabrication en France.

La vente de LMB Aerospace à l'américain Loar Group a aussi été autorisée, déclenchant une vive poussée de fièvre politique. Jean-Luc Mélenchon d'une part, Marine Le Pen et Jordan Bardella d'autre part ont dénoncé ce feu vert, «une véritable trahison contre la souveraineté nationale», selon la présidente du groupe Rassemblement national à l'Assemblée. «Cette décision (...) pose des questions sur la probité de nos dirigeants», affirme le président du parti dans *Le Parisien* ce dimanche.

LMB est un sous-traitant du secteur de la défense, qui fabrique des ventilateurs à destination de l'aéronautique et des sous-marins. Le gouvernement a exigé que l'État français y détienne une action de préférence, une «golden

share», afin d'avoir un droit de regard sur les décisions de l'entreprise. Mais il relativise l'aspect stratégique de l'entreprise, dont les armées françaises ne seraient d'ailleurs plus clientes, et dont les produits ne sont pas irremplaçables, puisque d'autres groupes français les proposent.

Ces trois dossiers, sensibles, témoignent de la montée en puissance du dispositif de contrôle des investissements étrangers, qui existe depuis 1996. Il s'agissait à l'époque, en contrepartie de la libéralisation des investis-

Ce qui devrait attirer l'attention du politique, ce ne sont pas les appétits étrangers qu'elles éveillent mais le fait que, le plus souvent, aucune offre française alternative n'existe

sements, de poser des règles d'autorisation dans les secteurs de la santé et de la défense. En 2014, le champ d'application a été élargi en vertu du décret dit «Montebourg», du nom du ministre de l'Économie qui n'avait su bloquer la vente d'Arcelor à Mittal. Depuis, les règles ont encore évolué, en 2019 et post-Covid, et couvrent des secteurs plus nombreux, tandis que les seuils de déclenchement ont été abaissés. En 2025, 417 dossiers ont été déposés, contre 392 un an plus tôt.

Surtout, la doctrine a évolué avec le contexte. Les pénuries connues pendant la pandémie de 2020, le déclenchement de la guerre en Ukraine, la coercition économique exercée par la Chine, et, désormais, la désagrégation de la relation atlantique ont changé la donne. Le curseur placé entre les objectifs d'attractivité des capitaux étrangers et de souveraineté nationale s'est déplacé vers le second. «Nous allons dans un monde où nous serons de plus en plus exigeants», explique le

ministre de l'Économie, Roland Lescure, dans *Les Échos*.

Mais jusqu'où faut-il aller? Le débat français, quand il s'enflamme sur le sort d'une entreprise, tend à tout considérer comme stratégique. Des yaourts de Danone convoités par Pepsi en 2005 au grand distributeur Carrefour que lorgnait le canadien Couche-Tard en 2021, en passant par le Doliprane dont le fabricant Opella a été vendu dans la douleur en 2024 au fonds CR&D, les polémiques s'enchaînent. La prochaine est déjà lancée, sur le cas Exaion, qu'EDF souhaite vendre à l'américain Mara, et qui fait l'objet d'un lobbying intensif de l'univers des cryptos qui s'appuie sur le thème de la souveraineté, ce mot dont les politiques ont plein la bouche. Indépendamment du contexte géopolitique, les oppositions en font depuis 2017 un angle d'attaque contre Emmanuel Macron, coupable pour l'éternité d'avoir avalisé la vente d'Alstom Énergie à l'américain General Electric, comme ministre, en 2016.

Mais, à l'époque comme aujourd'hui, ce sont des larmes de crocodile qui sont versées sur les entreprises françaises mises en vente. Ce qui devrait attirer l'attention du politique, ce ne sont pas les appétits étrangers qu'elles éveillent mais le fait que, le plus souvent, aucune offre française alternative n'existe.

Le capital est la première condition de la souveraineté. Mais la question est rarement posée en ces termes. Ne pas vouloir que des intérêts étrangers s'emparent de nos «fleurons» - car c'est toujours le mot employé dans ces cas-là, même quand ce n'est pas vrai - est une chose, mais qui a la place pour les détenir et les financer? Et refuser systématiquement que les fonds français les vendent, c'est l'assurance qu'ils n'y investiront plus jamais.

Rappelons-nous des débats budgétaires de l'automne et de l'hiver. Sur les bancs des extrêmes, les uns et/ou les autres n'aiment pas la Bourse puisqu'ils n'ont de cesse que de dénoncer et de vouloir taxer les dividendes, ou la «spéculation» qu'ils voudraient imposer au titre de la fortune financière. Ils n'aiment pas non plus les fonds de pension, puisqu'ils refusent l'hypothèse de la retraite par capitalisation. Ils n'aiment pas davantage les fonds de capital-investissement, parce qu'ils revendent trop vite. Ils veulent bien du capitalisme familial, mais pas trop riche quand même, et dont il faudrait compliquer la transmission en resserrant le pacte Dutreil. Ils aimeraient bien un fonds souverain, abondé on ne sait comment, qui étaiseraient en réalité la destination de l'épargne des Français. Ils veulent des champions à l'exportation, mais refusent de leur ouvrir des marchés par des accords de libre-échange. Ils veulent des géants mondiaux, mais surtaxent leurs bénéfices.

Quand il s'agit de vendre une entreprise française, il semble que le seul salut acceptable passe en réalité par l'État, ou par Bpifrance, ou par les entreprises publiques - comme EDF. Fin novembre, les députés ont d'ailleurs voté en faveur de la nationalisation d'ArcelorMittal France (qui n'est pas à vendre) sur une proposition de La France insoumise suivie par toute la gauche. Le RN s'était abstenu; il préférait l'option de la golden share. Celle-là même que le gouvernement a choisie pour le cas LMB Aerospace... ■



Eutelsat (ici, le siège social, à Issy-les-Moulineaux) est l'un des principaux concurrents de l'américain Starlink.

MARTIN LELIEVRE / AFP

La grande offensive du constructeur automobile chinois Xpeng

Emmanuel Egloff

Spécialisée dans le véhicule électrique premium, la marque lance quatre nouveaux modèles cette année en France.

La forme est si élancée que la grande taille de la voiture n'apparaît pas clairement. Et pourtant la nouvelle Xpeng P7+, une berline haut de gamme présentée pour la première fois en France mardi 27 janvier à l'Orangerie d'Auteuil, juste à côté du stade Roland-Garros, est immense. Avec 5,07 mètres de longueur, elle est plus grande qu'une Mercedes Classe E ou qu'une Audi A6. Elle sera visible dans le réseau Xpeng dans l'Hexagone à partir d'avril prochain et entre les mains des premiers clients avant l'été. C'est un navire amiral qui va aussi servir de démonstrateur technologique. Mais, compte tenu de l'étroitesse de ce segment en France, les ambitions sont forcément un peu limitées. «Nous visons 500 ventes cette année pour la P7+», estime Thomas Rodier, le directeur marketing d'Xpeng en France.

Xpeng n'est pas la marque chinoise la plus connue. BYD, le plus grand vendeur de véhicules électriques dans le monde, ou MG, le numéro un chinois en France, le sont bien plus. Mais Xpeng, qui est arrivé dans l'Hexagone en mai 2024, est particulièrement dynamique. Et ambitieux. À l'échelle mondiale, le constructeur,

créé à Guangzhou (l'ex-Canton) en 2014, a multiplié ses ventes par plus de deux entre 2024 et 2025. Elles ont approché les 430 000 unités, ce qui en fait un acteur qui commence à compter. Et l'international, notamment l'Europe, représente un axe de développement important. Le constructeur est aujourd'hui présent dans 26 pays du Vieux Continent. En 2025, il y a écoulé 23 000 véhicules. Et la France représente son deuxième marché, derrière l'Allemagne.

Dans l'Hexagone, le Chinois propose aujourd'hui deux modèles, les grands SUV G6 et G9. Sa présence n'est pas anecdotique puisqu'il a écoulé 3 313 véhicules sur l'année 2025. Surtout, «en décembre, la G6 a été la voiture électrique chinoise la plus vendue en France sur son segment de marché», se félicite Thomas Rodier. Avec 499 immatriculations, elle a devancé la MG 5S (383 unités) et la Leapmotor T01 (300 immatriculations).

Au sein des marques chinoises, Xpeng se distingue par sa volonté d'être «premium». Le prix d'appel de ses deux modèles disponibles se situe ainsi à plus de 40 000 euros pour la G6 et à près de 60 000 euros pour la G9. Pas vraiment des produits grand

public, donc. Même si le groupe se prévaut d'un rapport qualité-prix sans commune mesure avec ses concurrents occidentaux. «Avec ses équipements, la Xpeng P7+ est sans doute l'équivalent d'une Tesla Model S au prix d'une Model 3», estime le responsable marketing.

Sur le plan industriel, toutes les voitures vendues en Europe sortent d'une usine du groupe Magna Steyr, située à Graz, en Autriche. Cette usine est spécialisée dans l'assemblage de véhicules à petits volumes pour les grands constructeurs. BMW et Toyota y fabriquent certains de leurs modèles. Pour Xpeng, ce n'est pas une usine d'assemblage traditionnelle : toutes les pièces et tous les équipements sont fabriqués en Chine, puis envoyés en

Autriche, où est réalisé l'assemblage final. Ce qui permet d'éviter les taxes mises en place par l'Union européenne pour les voitures intégralement fabriquées en Chine. «L'objectif était de s'affranchir des taxes de 31 % pour retrouver de la compétitivité», reconnaît sans fard Thomas Rodier. Nous étudions une implantation pérenne, mais elle viendra avec les volumes.» La plupart des constructeurs automobiles estiment qu'il faut environ 150 000 unités pour rentabiliser la construction d'une usine. Les ventes d'Xpeng sont très dynamiques, mais en restent tout de même assez loin. La question de l'implantation d'un site pérenne n'est donc pas cruciale à court terme.

L'utilisation de l'usine de Magna Steyr ne permet pas, en revanche, d'obtenir les bonus liés à l'achat d'un véhicule électrique en France, qui se fonde plus sur l'importance du contenu local plutôt que sur le simple assemblage. Ce qui n'est pas trop handicapant pour un constructeur qui vend des véhicules au prix unitaire plutôt élevé. «Aujourd'hui, nous restons compétitifs face à des Tesla avec du bonus», estime Thomas Rodier.

Après une année 2025 avec des volumes ayant plus que doublé,

l'objectif reste d'afficher une nouvelle forte croissance cette année. «Nous visons 6 000 immatriculations», précise le dirigeant. Soit une enveloppe de 85 % sur 12 mois! Surtout, 2026 sera l'année d'une augmentation importante de l'offre produits. D'abord avec la P7+, évidemment. Mais l'offensive va surtout avoir lieu en fin d'année. «Pour le Salon de l'automobile de Paris, en octobre prochain, nous allons lancer trois nouveaux modèles, dont un SUV du segment C, se félicite Thomas Rodier. C'est avec cette gamme beaucoup plus large que les ventes de Xpeng pourront réellement devenir significatives dans l'Hexagone.»

Et tirer parti d'un réseau de distribution déjà largement constitué. D'une quarantaine de points de vente début 2025, il est passé à 70 à la fin de l'année dernière. Et le constructeur chinois vise une centaine de concessions à la fin de cette année. «Nous couvrirons alors l'ensemble des grandes villes françaises et 80 % du marché du véhicule électrique en France», se félicite Thomas Rodier. Avec une gamme large et un réseau de distribution pas loin d'être optimal, Xpeng aura tous les éléments pour faire de 2027, l'année où il comptera à l'échelle nationale. ■

23 000

Nombre de véhicules de la marque Xpeng écoulés en France en 2025, ce qui en fait son deuxième marché européen le plus important, après l'Allemagne



UN AUTRE REGARD

ANNE DE GUIGNÉ

La France a-t-elle les moyens de sa force nucléaire ?

Si la France bénéficiait d'un plan de sauvetage, sacrifierait-elle sa force nucléaire ?» Cette question résonne de manière très désagréable, voire provocante, pour une oreille française si sensible aux promesses de souveraineté. Elle n'a pourtant pas été posée au sein d'un cénacle d'ardents antimilitaristes ou de virulents poutinistes mais sur un blog du respectable Peterson Institute for International Economics, un centre de réflexion économique de Washington, réputé pour le sérieux de ses analyses. L'auteur de la tribune est un économiste danois reconnu, Jacob Funk Kirkegaard. Il a publié son papier au début du long chemin budgétaire de Sébastien Lecornu. Alors que le budget arrive au terme de cette aventure, il n'a pas pris une ride.

L'économiste a été inspiré par la décision du Parlement de revenir sur la réforme des retraites d'Elisabeth Borne. Pour mémoire, la suspension de la réforme, réclamée par le PS, a figé l'âge légal de départ à 62 ans et 9 mois. L'augmentation progressive jusqu'à la borne des 64 ans étant annulée. On comprend la stupeur de Kirkegaard : au Danemark, les actifs quittent leur emploi, munis de tous leurs droits, à 67 ans. Indexé sur l'espérance de vie, l'âge de départ va augmenter : 68 ans en 2030, 69 ans en 2035, et 70 ans en 2040, pour les générations nées après 1970.

Les Danois ne sont pas des ayatollahs du travail. La suppression d'un jour férié en 2023, le *Store Bededag*, une fête religieuse célébrée le quatrième vendredi après Pâques, avait suscité un tollé dans le pays. En pragmatiques, ils comprennent néanmoins le défi démographique des prochaines décennies. Le sort de la France inquiète davantage l'économiste. «Le prochain président et la prochaine majorité parlementaire élus en 2027 auront des difficultés à reprendre la réforme des retraites, ce qui augmenterait les dépenses publiques annuelles de retraite de la France d'environ 0,5% du PIB, par rapport à une réforme pleinement mise en œuvre après 2030», écrit-il.

Le niveau d'endettement public français à moyen terme progresserait de 5 points de pourcentage du PIB par décennie. Dans ce scénario, la France atteindrait rapidement le niveau d'endettement de l'Italie.»

Ce lent dérapage des finances publiques, et l'incapacité des gouvernements successifs à y répondre, laisse craindre, estime l'auteur, l'éventualité d'une crise soudaine de la dette et d'une intervention de la Banque centrale européenne. D'où la question au cœur de son papier : le pays pourrait-il dans cette circonstance maintenir une force de frappe nucléaire nationale ? L'exercice paraît à bien des égards spé-

cieux. La dette française n'est pas attaquée aujourd'hui, et si c'était le cas, la Direction du budget a identifié de nombreuses économies alternatives avant de couper dans les sacro-saints crédits de la dissuasion nucléaire.

En 2025, ces crédits se sont élevés autour de 7 milliards d'euros, soit environ 12 % de la mission Défense. Après un pic à 18 % dans les années 1980, la proportion était retombée à moins de 10 % dans les années 2010, avant de remonter récemment sous l'impulsion des programmes de modernisation. En proportion du produit intérieur brut (PIB), la dissuasion oscille entre 0,15 % et 0,2 %, selon les années et les conventions de calcul. Soit un poids conséquent mais soutenable. Malgré ces biais, la tribune de Jacob Funk Kirkegaard mérite toute notre attention, car elle reflète le point de vue de nombreux partenaires.

«Le coût de la dissuasion nucléaire justifie un transfert de la gestion de cette force au niveau européen dans le cadre d'un plan de sauvetage»

Jacob Funk Kirkegaard
Économiste danois

«Le coût de la dissuasion nucléaire est onéreux : son budget s'élève à 37 milliards d'euros entre 2019 et 2025. Ce coût justifie un transfert de la gestion de cette force au niveau européen dans le cadre d'un plan de sauvetage, écrit-il encore. Bien entendu, une telle prise en charge impliquerait d'accorder aux autres pays de la zone euro, voire à l'UE, un droit de regard sur son contrôle.» Le «dialogue stratégique» sur la dissuasion, évoqué un temps par Emmanuel Macron est bien dépassé. L'argument de l'économiste balaie surtout le fait que Paris a financé seul, durant ces décennies, un bouclier couvrant tout le continent européen.

Reste que dans le nouveau monde ne compte plus que la force et donc la puissance économique. Or en ce registre, le déclassement français ne fait plus débat. Sur le critère de PIB par habitant, meilleur indicateur de la prospérité, la France se classe aujourd'hui en 25e position selon le FMI, alors qu'elle occupait la 11e place dans les années 1990. Et la cinquième, au cœur de la décennie 1970, années d'or de l'expansion de la dissuasion nucléaire dans l'air, sur terre et sous mer. Le pays ne peut pas aujourd'hui laisser sacrifier son plus grand atout stratégique sur l'autel de la médiocrité économique et de la gabegie des finances publiques. ■

Le dérapage des finances publiques, et l'incapacité des gouvernements successifs à y répondre, laisse craindre, estime l'auteur, l'éventualité d'une crise soudaine de la dette et d'une intervention de la Banque centrale européenne. D'où la question au cœur de son papier : le pays pourrait-il dans cette circonstance maintenir une force de frappe nucléaire nationale ? L'exercice paraît à bien des égards spé-



LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

Les leçons pour le Groenland de la Louisiane, vendue à vil prix par Bonaparte en 1803

Pour le 250e anniversaire de la déclaration d'indépendance des États-Unis, en juillet 2026, Donald Trump rêve d'accrocher une 51e étoile au drapeau américain. Depuis le rattachement, en 1975, des petites îles Mariannes du Nord (477 km² et 50 000 habitants) dans la mer des Philippines (Pacifique ouest), la première puissance économique et militaire mondiale n'a plus connu d'extension de son territoire. «Tout ce que nous demandons, c'est d'obtenir le Groenland avec droits, titre et propriété», a martelé au Forum de Davos, l'hôte de la Maison-Blanche, promoteur immobilier de profession, tout en s'engageant à ne pas recourir à la force pour parvenir à ses fins.

Le Groenland et ses 2186 066 km² (quatre fois la France métropolitaine), c'est la superficie de la Louisiane (2144478 km²) que la France de Bonaparte, premier Consul, vendit aux Américains en 1803. Le «Louisiana Purchase», comme on dit outre-Atlantique côté acheteur, englobait non seulement ce qui allait devenir l'actuel État qui porte son nom, mais aussi une dizaine d'autres États. En réalité, toutes les terres allant de part et d'autre du fleuve Mississippi jusqu'aux Appalaches, soit 22,3 % de la superficie de l'Union aujourd'hui. En un seul trait de plume, le traité de Paris de 1803, dont les principaux négociateurs étaient Talleyrand d'un côté et, de l'autre, James Monroe (l'homme de la «doctrine Monroe»), l'union des treize colonies britanniques doublait sa surface d'origine.

Quant au prix de la transaction, 80 millions du franc germinal, soit un peu plus de 15 millions de dollars (environ 342 millions de billets verts actuels) obtenus par un crédit de la banque Barings, il ne fit que des heureux. Devenu empereur des Français l'année suivante, Napoléon Ier put financer ses campagnes militaires et conquérir l'Europe continentale. De leur côté, les Américains reconnaissent qu'à 7 dollars le kilomètre carré (7 cents l'hectare), ils avaient fait une très bonne affaire, la meilleure de leur histoire. «The greatest bargain in our history», écrivait en 1953 le New York Times au moment du 150e anniversaire de l'accord. À peine «le prix de quatre ou cinq bombardiers B-36», expliquait alors le journal.

Notre confrère new-yorkais plaide ainsi, auprès des contribuables américains, la cause de la France qu'emandant une aide financière du FMI et de l'Oncle Sam. En 1953, la IV^e République était en faillite.

La Louisiane, cédée à vil prix, admets

les Américains pour contrôler les Caraïbes. En revanche, les multiples demandes de racheter le Groenland – dès 1867, année de cession de l'Alaska – n'ont jamais abouti. En 1946, à l'aube de la guerre froide, le président (démocrate) Harry Truman avait pourtant fait une offre ferme, mettant sur la table 100 millions de dollars payables en lingots d'or. Compte tenu de l'envolée des cours du métal jaune, de 35 dollars l'once de 31,103 grammes à plus de 5 000 dollars la semaine dernière, cela porterait le Groenland à 14,3 milliards de dollars actuels.

Parfois les ventes de territoires se sont opérées à l'issue de conflits armés, comme pour les Philippines, achetées à l'Espagne, et qui ne deviendront indépendantes qu'en 1946. Au total, la géographie actuelle des États-Unis s'est constituée pour 40 % par des rachats de terres en monnaie sonnante et trébuchante.

Quelques arpents de neige

Très vite, cette politique expansionniste mercantile s'est inscrite dans une stratégie explicite. La «doctrine Monroe» de 1823 (du nom du 5^e président des États-Unis depuis l'indépendance) prohibe toute intervention européenne «dans les affaires des Amériques». Parallèlement s'est établi un autre corps de doctrine, la notion de «destinée manifeste» («Manifest destiny») des États-Unis, apparue en 1845 pour justifier la conquête de l'Ouest. Une mission quasi messianique. C'est aussi le mythe fondateur de la «nouvelle frontière» qu'il incombe au pionnier de repousser. Le concept de «frontier» créé à la fin du XIX^e siècle par l'historien Frederick Jackson Turner définit la ligne de rencontre «de la civilisation et de la sauvagerie».

Le Danemark n'a pas été épargné par l'entreprise de rachat systématique des territoires aux vieilles nations européennes qui avaient colonisé «l'hémisphère occidental» (les Amériques). En 1917, Copenhague a accepté de vendre pour 25 millions de dollars payés en or les îles Vierges danoises jugées stratégiques par

«Cette énorme île non sécurisée qui fait partie de l'Amérique du Nord», estime-t-il, Donald Trump la veut pour des raisons de sécurité. La sage géographie des ex-colonies britanniques libérées a commencé par l'achat de la Louisiane, et elle doit s'achever, selon lui, par l'acquisition de «ce morceau de glace». Trump n'a-t-il pas nommé Jeff Landry, gouverneur de l'État de Louisiane, envoyé spécial au Groenland, cumulant les deux fonctions ? Tout un symbole. ■

La France de Bonaparte a cédé la Louisiane aux Américains pour 15 millions de dollars. BRIDGEMAN IMAGES



LIVRES & IDÉES

Pierre Loeiz Thomas

Des mesures «décapantes» pour sauver la démocratie sociale

Ya-t-il une formule magique pour sauver le dialogue social ? Pourrait-on en un coup de baguette (et quelques mesures bien senties) remettre syndicats et patronats autour de la table et au centre de notre démocratie ? Si l'on s'attarde sur les dernières grandes négociations, la tâche semble ardue. L'échec du «conclave» sur les retraites, au printemps dernier, en témoigne. De même que les nouvelles négociations sur les ruptures conventionnelles, où même les observateurs les plus aguerris se perdent dans les positions et les calculs des uns et des autres.

Pour «sauver la démocratie sociale» et passer «du conflit au contrat», Gilbert Cette, Guy Groux et Richard Robert proposent dans leur nouvel ouvrage une potion choc qui devrait faire tousser certains. Les auteurs – le premier est économiste et président du Conseil

d'orientation des retraites (COR), le deuxième, sociologue au Cevipof, et le troisième, journaliste – partent d'un sombre constat : le dialogue social patine la place aux parlementaires et au gouvernement. «Les politiques accélè-

rent, les syndicalistes calent», résument les essayistes.

Pour enrayer le phénomène, les trois experts proposent «des voies d'avenir». Leur programme est copieux. Dans un premier temps, afin de «réduire l'émission syndical», ils émettent l'idée de relever les seuils de l'audience syndicale.

En d'autres termes, un syndicat devrait désormais dépasser la barre des 15 % lors des élections interprofessionnelles pour être décreté représentatif (contre 8 %

aujourd'hui). Selon ce nouveau calcul, ni la CFE-CGC, le syndicat des cadres, ni la CFTC, le syndicat chrétien (en 4^e et 5^e positions depuis plusieurs années), ne seraient à la table des négociations pour les accords au niveau national.

Interdiction de faire grève

Autre mesure qui ferait grincer des dents les principaux intéressés : l'interdiction de grève avant les négociations, une manière d'«améliorer l'articulation entre le temps de la négociation collective et celui du conflit collectif». Ce cessez-le-feu pourrait durer de deux à trois mois, suggèrent les trois experts.

Les syndicats pourraient tout de même trouver leur compte dans d'autres recommandations (l'ouvrage en dénombre huit en tout) comme celle de renforcer leur présence au conseil d'administration des entreprises. Une façon de «responsabiliser davantage les

représentants des salariés par leur participation à la gouvernance des entreprises et sortir des logiques purement conflictuelles de rapports de force.»

Les trois coauteurs l'assument : «Les propositions de réforme, que certains pourront considérer comme décapantes, sont faites pour susciter le débat.» Alors que la course à l'Élysée est d'ores et déjà lancée pour 2027, nul doute que des candidats pourraient y trouver quelques propositions clés en main. Cette to-do-list reste toutefois à manier avec précaution. «La question de (sa) faisabilité légale, institutionnelle, mais aussi politique, n'est pas ici abordée», mettent en garde les auteurs. La réaction des syndicats non plus. ■

«Sauver la démocratie sociale. Du conflit au contrat», de Gilbert Cette, Guy Groux et Richard Robert. Éditions Calmann-Lévy, 220 pages, 19,50 euros.



**GUY GROUX, RICHARD ROBERT ET GILBERT CETTE
SAUVER LA DÉMOCRATIE SOCIALE. Du conflit au contrat.**

Calman Levy

Entre téléachat et divertissement, comment le « live shopping » conquiert les Français

Keren Lentschner
et Manon Malhère

Cette nouvelle forme de commerce connaît une très forte croissance. Après TikTok Shop et Whatnot, le géant du commerce en ligne eBay se lance à son tour en France.

La scène se déroule à quelques pas du Louvre, chez eSpot, temple du jeu vidéo. Sur scène, la tension monte. Devant les caméras, deux influenceurs, Jiraya et Nico-là, dévoilent en direct plusieurs paquets de cartes Pokémons datant de 1999 qui n'ont jamais été ouverts. Hélas, aucun ne contient de carte Dracaufeu, l'une des plus recherchées par les collectionneurs. Mais alors que 7 000 utilisateurs se sont connectés, et malgré un bug technique, un paquet mis aux enchères à 1 euro s'envole à 1 400 euros. « C'est un très grand moment pour eBay et pour les collectionneurs », se réjouit Sarah Tayeb, qui dirige la filiale française de l'e-commerçant.

eBay a lancé en grande pompe, le 29 janvier, son activité de « live shopping » en France : une version moderne du téléachat qui consiste à vendre en direct et en vidéo des produits sur une plateforme en ligne. Après avoir fait ses armes depuis près de quatre ans aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Australie, le géant mondial du commerce en ligne - qui cherche un second souffle - s'attaque à l'Hexagone. « Nous avons des ambitions très fortes, nous voulons devenir le leader du marché français et la référence en matière de live shopping », annonce Sarah Tayeb. Le live correspond à notre ADN puisqu'il conjugue communautés de passionnés, interactivité et relations de confiance entre vendeurs et acheteurs. »

« eBay Live » prendra la forme de sessions de ventes en direct d'articles d'occasion sous forme d'encheres. Si l'e-commerçant compte près de 20 000 vendeurs actifs dont une majorité de PME, seuls ceux qui ont été préapprouvés pourront réaliser des live, soit à ce stade une centaine de personnes. Ce nombre a vocation à grossir rapidement. « Ce qui compte, c'est d'accompagner ces vendeurs, de les former et de ne pas brûler les étapes », assure Sarah Tayeb qui démaradera cette activité avec les objets à collectionner (figurines, cartes, antiquités...) et le luxe de seconde main.

L'e-commerçant américain débarque en France dans un marché encore émergent, qui a décollé en l'espace de deux ans avec l'arrivée de l'américain Whatnot - spécialisé dans la vente de produits de seconde main et dans le déstockage - puis du chinois TikTok, qui mise sur la beauté et l'univers de la maison à petits prix.

En pleine ascension, Whatnot - qui a levé 225 millions de dollars en octobre dernier - a vu son activité quintupler en un an dans l'Hexagone. Il revendique aujourd'hui 60 % de part de marché mondial sur ce créneau du live shopping. « La France est aujourd'hui le marché européen où Whatnot connaît la croissance la plus rapide », affirme Pierre Tettart, directeur général de la filiale française.

La montée en puissance des articles de mode, représentant 60 % des ventes, a largement contribué à ce succès. « Je viens dénicher des vêtements de marque que je n'aurais pas les moyens de m'offrir en magasin », confie Céline, 30 ans. Comme les articles de beauté, ces catégories de produits séduisent et sont plus faciles à mettre en scène que d'autres tels que les objets de décoration et le mobilier. Whatnot a misé sur quelques influenceuses spécialisées pour attirer les acheteurs et doper les ventes. De son côté, TikTok estime que le live représente plus de 20 % des



Le 29 janvier, le géant du commerce en ligne eBay a lancé son activité de « live shopping » en France, « eBayLive », cette version moderne du téléachat, avec les influenceurs Jiraya (à gauche) et Nico-là (au centre). PAUL DUFAU

ventes totales réalisées sur sa plateforme. « En scrollant sur TikTok, j'ai été tenté lors d'un live par l'achat d'un accessoire qui m'a amusée, une trousse avec un miroir éclairé à l'intérieur », raconte Carine, une lycéenne de 16 ans.

Certes, on est encore loin du phénomène asiatique : en Chine, les ventes issues des vidéos en direct représentent environ 20 % du chiffre d'affaires du commerce en ligne. Aux États-Unis aussi, les consommateurs raffolent de ce canal de distribution depuis le Covid. Il n'empêche, les perspectives de croissance du secteur pourraient atteindre 25 % à 30 % par an en France d'ici 2030, soit un rythme deux à trois fois plus rapide que celui du commerce en ligne traditionnel, selon les prévisions du cabinet Grand View Research.

« Nous avons des ambitions très fortes, nous voulons devenir le leader du marché français et la référence en matière de live shopping »

Sarah Tayeb

Directrice de la filiale française d'eBay

L'an dernier, de nombreux experts se montraient pourtant sceptiques à l'égard de ce format, à mi-chemin entre shopping et divertissement. Plusieurs initiatives comme la création d'une chaîne de live shopping par Carrefour en partenariat avec Brut s'étaient soldées par un échec, faute d'appétit des consommateurs. Facebook avait également tenté l'expérience sans succès. « C'est un réseau social qui vise à retrouver ses amis et sur lequel il n'est pas naturel de poster des vidéos en temps réel », explique Eden Zouari, consultante chez AlixPartners.

Preuve de ce nouvel engouement dans l'Hexagone, 16 % des Français ont déjà participé à une vente en direct. Parmi eux, 52 % ont réalisé au moins une fois un achat, jusqu'à 61 % chez les 25-35 ans, selon une étude Ifop commandée par eBay. L'expérience semble avoir convaincu les acheteurs : 90 % d'entre eux se déclarent satisfaits, avec un panier moyen de 120 euros par session, et 18 % ayant dépensé plus de 200 euros.

De plus en plus méfiants à l'égard des grandes marques, les acheteurs sont séduits par les conseils des vendeurs qui entretiennent la proximité avec leur communauté. « Le live shopping est

un retour au commerce traditionnel, c'est le marché ou la brocante via un écran », ajoute Victoria Glanz, à la tête de la société SéSAME qui conseille les entreprises sur le live shopping. « Ma fille et mon mari me donnent souvent un coup de main pendant les live, les clients viennent chez moi pour ce côté familial », raconte Mireille, 57 ans, spécialiste des bougies et senteurs de Dubaï, qui gagne entre 3000 et 4000 euros par mois et affiche une marge « archi raisonnable, à 2,5 % ». « Je gagne autant que lorsque j'étais gérante du cabinet dentaire de mon mari, mais c'est beaucoup plus de boulot, témoigne-t-elle. Je travaille 80 heures par semaine. » Au point de devenir une célébrité dans sa région. « Il m'est arrivé l'été dernier, pendant les vacances, qu'on me reconnaissait dans la rue », raconte la quinquagénaire, déstockeuse, qui se fournit une fois par mois à Aubervilliers.

Autre moteur du succès, la dimension ludique des sessions. « Le premier samedi du mois, pendant mon live, on se donne un objectif de ventes pendant une heure et on double le panier du gagnant », raconte Mireille qui fait trois live par semaine sur Whatnot. C'est devenu un rendez-vous régulier pour mes abonnés. » Cette Vendéenne, qui réunit une centaine de personnes pendant ses live, organise régulièrement des jeux et concours. L'encheré, au cœur du modèle de Whatnot et eBay, motive encore plus les acheteurs. « Cela rend accro, on regarde les live comme une série », témoigne une utilisatrice de Whatnot.

La plupart des vendeurs ont déjà expérimenté des sites de ventes de seconde main comme Vinted avant de se laisser séduire par Whatnot. « La vente y est beaucoup plus simple », souligne un expert. Pas besoin de poster des photos de l'article mis en vente, ni de détailler ses principales caractéristiques. Mieux, le produit est acheté dans la foulée. Mener une vidéo en direct n'est toutefois pas un exercice facile.

« Après le premier live, j'ai juré à mon mari que je ne recommanderai jamais, se souvient Mireille. C'était tellement angoissant, je n'aimais pas l'image que je renvoyais à l'écran. » « Quand tu es dans le live, tu t'y crois tellement, c'est un vrai show ! », s'amuse de son côté Noa, 23 ans, étudiante en droit, qui a d'abord vidé son dressing avant de le faire pour des amies de sa mère. Sur Whatnot, les vendeurs font des live pendant 2, 3, 4, 5 ou 6 heures d'affilée. Des sessions qui peuvent être éprouvantes.

« C'est super fatigant ! reconnaît Noa. Et pas question d'improviser entre le choix du lieu, de la lumière et l'installation des produits. » Le live requiert par ailleurs une organisation affûtée. « On ne peut pas le faire seul, insiste Sasha, 22 ans, qui fait des études d'audio-prothésiste. Il faut être deux pour noter

en direct le nom de l'acheteur sur chaque colis, répondre aux questions écrites des participants... Et dans la foulée du live, on imprime ensemble les bordereaux, on met tout dans une valise et on va chez Mondial Relay pour l'expédition. »

Certains décident d'en faire un métier. C'est le cas de Mireille, spécialiste des bougies et senteurs de Dubaï, qui gagne entre 3000 et 4000 euros par mois et affiche une marge « archi raisonnable, à 2,5 % ». « Je gagne autant que lorsque j'étais gérante du cabinet dentaire de mon mari, mais c'est beaucoup plus de boulot, témoigne-t-elle. Je travaille 80 heures par semaine. » Au point de devenir une célébrité dans sa région. « Il m'est arrivé l'été dernier, pendant les vacances, qu'on me reconnaissait dans la rue », raconte la quinquagénaire, déstockeuse, qui se fournit une fois par mois à Aubervilliers.

D'autres déchantent. Car le paysage est devenu de plus en plus concurrentiel, en particulier dans la mode. « Les influenceuses avec de grosses communautés et les déstockeurs sont beaucoup plus nombreux », raconte Nathalie, 25 ans, architecte, qui vend aussi les vêtements de ses proches en prenant une commission. Il y a beaucoup plus de live par soirée donc on vend moins qu'au début.

« Pour faire de bonnes performances, il faut avoir une large communauté, faire suffisamment de teasing avant un live et soigner le sourcing de ses produits »

Beverly Vendeuse sur Whatnot, qui compte 20 000 abonnés

« Pour faire de bonnes performances, il faut avoir une large communauté, faire suffisamment de teasing avant un live et soigner le sourcing de ses produits », résume Beverly, vendeuse sur Whatnot (20 000 abonnés), consultante pour des marques et coach. De nombreuses vendeuses professionnelles sont, en effet, devenues formatrices.

« L'écosystème est en train de se professionnaliser », constate Pierre Tettart. Beverly, qui « est prise jusqu'en avril », débarque pendant une demi-journée chez ses clientes pour les coacher. « On travaille la posture physique, le « wording », et l'incarnation du live, explique la jeune femme, spécialisée dans la mode. Je leur explique

comment mettre de l'émotion et de l'authenticité. »

L'engouement pour le live shopping ne laisse pas les marques indifférentes. Ce nouveau canal de distribution constitue une opportunité de doper leur chiffre d'affaires et de gagner en visibilité auprès des jeunes générations. Boulanger, Carrefour, Decathlon, L'Oréal ou encore les box beauté Blissim ont ainsi joué la « carte » TikTok depuis le printemps dernier. Des petites marques indépendantes ont, elles, choisi Whatnot pour se débarrasser de leurs invendus.

Les défis restent toutefois immenses. « L'enjeu central est de savoir qui détient la relation avec les clients. Avec ce nouveau canal de vente, les marques abandonnent le lien direct », magasin physique ou site internet, analyse Erik Lautier, responsable du pôle e-commerce et marketing chez AlixPartners. « Les marques n'ont pas la main sur le parcours achat des clients dont la maîtrise est assurée par la plateforme », précise l'expert. À tel point que certains consommateurs peuvent davantage se souvenir de leur expérience vidéo que de la marque du produit acheté.

Les enjeux sont différents d'une plateforme à l'autre. Pour les marques qui souhaitent se lancer sur TikTok Shop, les moyens financiers et humains à mobiliser sont les principaux obstacles pour réussir les ventes et ne pas écorner leur image. Et pour cause. Une marque doit sceller des partenariats avec des créateurs de contenu qui présentent les produits. Cela requiert une fine connaissance des articles et des codes de la marque. De quoi rebouter les maisons de luxe, mais aussi de nombreuses grandes marques. « Elles posent beaucoup de questions juridiques, de régulation et de protection des données, témoigne Victoria Glanz. Se lancer sur une plateforme chinoise leur fait peur. Elles assimilent souvent TikTok Shop à Temu ou Shein. »

Sur des plateformes comme Whatnot ou eBay, l'investissement est moindre car les vendeurs maîtrisent leurs opérations commerciales. En réalité, le frein serait surtout réputationnel. « Si une marque est présente sur Whatnot, on peut rapidement se demander si elle n'est pas en difficulté », explique la consultante d'AlixPartners, Eden Zouari. Elle devra s'assurer de faire passer les bons messages lors de la vente. » Des freins qui pourraient progressivement être levés si l'engouement des consommateurs se confirme. ■



LE FIGARO et vous

PARFUM

COMMENT LES JUS AUX NOTES DE CUIR ENVOÛTENT LES JEUNES, EN QUÊTE D'UN SILLAGE DIFFÉRENT [PAGE 28](#)

Dior

HIGH-TECH

LES JEUX À LA DEMANDE SONT EN TRAIN DE DÉTRÔNER LES TRADITIONNELLES CONSOLES [PAGE 29](#)



Donald Trump, promoteur d'un Washington à sa démesure

DIOR: COLLECTION PERSONNELLE; PABLO MARTINEZ MONSIVAIS/AP; MUSÉE RODIN: PHOTO JEAN DE CALAN



Vue aérienne, le 13 janvier, des travaux de construction de la salle de bal de la Maison-Blanche, à l'emplacement où se trouvait autrefois l'aile est.

Outre le chantier de la Maison-Blanche, le président américain prévoit un arc de triomphe gigantesque dans la capitale, symbole d'un style néoclassique qu'il entend remettre en valeur. [PAGES 26 ET 27](#)

Rodin, dessinateur à l'œuvre

Françoise Dargent

À Paris, son musée présente 70 feuilles sur les 7 000 qu'il conserve. Un témoignage de sa passion dévorante pour la discipline.

Ne comptez pas y trouver une sculpture, ni même son ébauche : Rodin n'était pas adepte du dessin préparatoire. C'est pourtant lui qui déclara en 1910 : « Les dessins sont la clé de mon œuvre. » Son musée parisien le prend au mot pour cette exposition intitulée « Dessins libres », qui présente 70 feuilles choisies parmi les 7 000 conservées à l'Hôtel de Biron. Une manière plus légère, plus folâtre, plus colorée de se confronter au maître de la sculpture française.

Première démonstration avec ce dessin de jeunesse. Rodin a une quinzaine d'années et il trace au crayon son autoportrait. Visage lisse et imberbe, regard juvénile et pénétrant, loin du vieillard à barbe qui imprima son image à la postérité. Formé à la « Petite École », l'École spéciale de dessin et de mathématiques, par opposition aux beaux-arts, le futur artiste s'inspira de l'Antiquité dont il dessina des scènes à partir des vases grecs, des frises du Parthénon. Déjà, il enjolive, met de la couleur, extrapole en marge, découpe et recolle. En cours, le professeur de

dessin enjoint aux modèles de marcher dans la salle plutôt que de rester figés. Le jeune Rodin est à bonne école, celle de la fluidité de la vie.

« Plus tard, ses modèles auront à peine le temps de se déshabiller que déjà il les dessine », souligne la conservatrice du patrimoine Agnès Lepicard, commissaire de l'exposition. Rodin dessine très vite, sans regarder sa feuille au premier jet, quitte à la retravailler ensuite. Il n'est pas en quête de la grâce, du joli, il va chercher le geste juste. »

Visions puissantes

Lorsqu'on lui passe commande de la *Porte de l'Enfer* en 1880 qui, selon le contrat, devait s'inspirer de la *Divine Comédie*, Rodin relit Dante un crayon à la main. Voilà une sélection de ces « dessins noirs » comme les qualifiait Bourdelle. On est dans la tête du sculpteur qui plonge dans le texte et en exhume des visions puissantes sans décor, ni indication. Il peut reprendre certains dessins longtemps après ; on les remarque, ceux-là : découpés et recollés, réencrés avec une vigueur renouvelée.



Une dizaine d'années plus tard, la période rose et or bat son plein. Les longs cheveux recouvrent à peine les corps dénudés, les scènes s'érotisent. Pas de trace d'un quelconque académisme mais une liberté d'expression qui s'incarne pleinement sur les feuilles où l'on devine une femme se caressant. Le grand amateur de danse, séduit par la grâce des jeunes Cambodgiennes du Ballet royal, joue la fluidité des corps.

À la fin de sa vie, le vieux sculpteur poussera plus loin l'expérimentation, en assemblant des figures, en les reproduisant partiellement pour mieux les métamorphoser. « Quand on suit la nature, on obtient tout. Lorsque j'ai un beau corps de femme pour modèle, les dessins que j'en prends me donnent des images d'insectes, d'oiseaux, de poissons », dira-t-il, son émerveillement intact. ■

« Rodin, dessins libres », au Musée Rodin (Paris 7^e), jusqu'au 1^{er} mars.

Minerve, d'Auguste Rodin.

Donald Trump, un bâtisseur en mode bulldozer

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

L'annonce par le président américain de la construction d'un arc de triomphe monumental est venue s'ajouter aux travaux de

Les grands travaux de Donald Trump ont commencé à Washington. Après avoir lancé la construction d'une nouvelle salle de bal attenante à la Maison-Blanche, le président américain a d'autres projets pour la capitale fédérale. Un arc de triomphe monumental et un nouveau terminal Donald J. Trump pour l'aéroport de Washington-Dulles sont à l'étude.

L'arc de l'Indépendance, destiné à célébrer le 250^e anniversaire de la Déclaration d'indépendance américaine a déjà été surnommé l'«arc de Trump». Il doit s'élever de l'autre côté du Memorial Bridge, le pont qui traverse le Potomac, et s'insérer dans la perspective allant du monument d'Abraham Lincoln au cimetière national d'Arlington. Trump a posté les images de trois modèles. L'un est d'une hauteur de 40 mètres, le deuxième, de 50 mètres, soit environ celle de l'Arc de triomphe de Paris. Mais c'est le troisième, s'élevant à 80 mètres et avec des décos dorées, qui aurait la préférence du président. La hauteur de 250 pieds correspond symboliquement à la date anniversaire des États-Unis. Mais surtout elle est supérieure à tous les arcs existants. «Le plus connu est l'Arc de triomphe à Paris, en France, et nous allons le dépasser, je pense, de beaucoup», avait déclaré Trump lors de la réception de Noël à la Maison-Blanche.

Il attache aussi beaucoup d'importance à la salle de bal de la Maison-Blanche. Après avoir redécoré le Bureau ovale, rajoutant tableaux, bibelots et dorures, plaqué de marbre la salle de bains de Lincoln, et pavé la pelouse de la roséerie de Jackie Kennedy, Trump a fait placer une maquette du projet dans son bureau, qu'il montre aux visiteurs, ainsi que des modèles réduits de l'arc de l'Indépendance.

En bon promoteur immobilier, Trump connaît la force du fait accompli. Si l'idée d'une nouvelle salle de bal avait été annoncée par le président dès les premiers mois de son mandat, les travaux ont débuté sans préavis. Fin octobre, les Américains ont découvert un beau matin les excavatrices en action derrière de hautes palissades dressées autour de la Maison-Blanche. Quelques jours plus tard, l'aile est avait été entièrement détruite et plusieurs arbres centenaires, coupés pour laisser la place au nouvel édifice.

Un décret présidentiel adopté cet été et intitulé «Rendre l'architecture fédérale à nouveau belle» vise à remodeler la ville selon les canons de l'architecture néoclassique

L'opacité du projet et surtout ses caractéristiques évolutives ont augmenté les inquiétudes des groupes de préservation du patrimoine. La Maison-Blanche avait initialement déclaré cet été que la salle de bal coûterait 200 millions de dollars et pourrait accueillir 650 personnes. À la fin de l'année, le budget dépassait les 300 millions de dollars. Sa capacité a crû jusqu'à atteindre 999 personnes. Cette évolution du projet aurait créé des tensions avec l'architecte en charge du chantier, James McCrery. Si le chantier a été confié en décembre à un autre cabinet de Washington, Shalom Baranes Associates, McCrery fait toujours partie des conseillers.

Le Fonds national pour la préservation historique (National Trust for Historic Preservation) a demandé à la justice de suspendre les travaux jusqu'à ce que le Congrès ait donné son accord,

comme c'est le cas pour toute construction sur un terrain fédéral à Washington. Le juge n'a pas semblé très convaincu par les arguments des avocats de Trump, qui ont comparé le projet à des travaux d'aménagement intérieurs ou à la construction de la piscine par Gerald Ford. La Maison-Blanche argue aussi du fait que la salle de bal ne sera pas bâtie sur des fonds publics, mais grâce à de généreuses donations, certaines publiques, comme celles d'Amazon ou de Lockheed Martin, d'autres anonymes.

La perspective de voir ses travaux suspendus a suscité une réplique courrouzée de Trump. «En plus de tout ce que je fais déjà, je construis l'une des plus grandes et des plus belles salles de bal au monde», a écrit le président américain la semaine dernière dans l'un de ses messages. «Mais, non, comme d'habitude, j'ai été poursuivi en justice, cette fois-ci par le fonds de la gauche radicale pour

la préservation des monuments historiques, qui se moque éperdument de notre pays!» «Il s'agit d'un CADEAU (sans aucun financement par le contribuable!) aux États-Unis, d'une valeur de 300 à 400 millions de dollars», a expliqué Trump, «pour un espace dont le besoin se fait cruellement sentir, recherche depuis plus de 150 ans par les présidents et les administrations précédents, afin que la Maison-Blanche ne soit plus obligée d'utiliser une tente bon marché et peu sûre pour les grands événements d'État, les dîners, les réunions, les conférences et les investitures déjà prévues (pour des raisons de sécurité et de capacité!), sur la pelouse de la Maison-Blanche, très humide et soumise aux intempéries.» Trump a aussi expliqué que les matériaux avaient déjà été commandés, et qu'il était «trop tard» pour suspendre les travaux. «L'arrêt de la construction, à ce stade avancé, alors que tant de choses ont déjà été commandées et réalisées, serait dévastateur pour la Maison-Blanche, notre pays et toutes les personnes concernées.» La destruction de l'aile est de la résidence présidentielle, où se faisait l'accueil du public, et l'arbitraire des décisions du président ont créé un choc à Washington. Des travaux de «rénovation» devraient s'étendre au square La Fayette, qui jouxte la Maison-Blanche.

«D'un point de vue pratique, compte tenu des fonctions remplies par la Maison-Blanche, il est tout à fait logique de disposer d'un espace plus adapté aux grandes réceptions», estime Harriet Tregoning, ancienne directrice du Bureau de la planification de Washington. «Mais il aurait fallu respecter les procédures et ne pas démolir le bâtiment existant avant d'avoir discuté de ce à quoi devrait ressembler le nouveau. Le président n'en est que le locataire, pas le propriétaire. Or il agit comme s'il disait sur tous les sujets :



Donald Trump veut imposer sa marque sur la capitale



Le Kennedy Center, boycotté par les artistes et transformé en foyer Maga

Hélène Vissière
Washington

C'est un sérieux camouflet pour le Kennedy Center. Philip Glass, le célèbre compositeur, a demandé qu'on ne joue pas sa symphonie dont la première devait avoir lieu en juin dans le grand centre culturel de Washington. L'Orchestre national symphonique lui avait commandé une œuvre honorant Abraham Lincoln qui devait être un des moments phare de la commémoration patriotique du 250^e anniversaire de l'indépendance de l'Amérique. «Les valeurs du Kennedy Center aujourd'hui sont en conflit direct avec le message de la symphonie», écrit Philip Glass dans sa lettre. De ce fait, je me sens obligé d'annuler la première.»

Le compositeur n'est pas le premier artiste à boycotter la prestigieuse institution de la capitale en protestation contre sa politisation. La soprano Renée Fleming, qui avait démissionné de son poste de conseillère artistique il y a un an, a annulé ses représentations, tout comme la troupe de danse Alvin Ailey, ou la comédie musicale à succès *Hamilton*...

Donald Trump, dès son arrivée au pouvoir, a pris le contrôle du Kennedy Center. Il a nommé à sa tête Richard Grenell, un ancien ambassadeur super Maga, puis a remplacé les membres du conseil d'administration, traditionnellement composé de représentants des deux partis, par de loyaux sujets, parmi lesquels Susie Wiles, sa chef de cabinet, Usha Vance, la femme du vice-président... Et dans la foulée, à la surprise générale, il s'est fait élire président du centre en promettant un retour à «l'âge d'or de l'art et de la culture». Dans un message sur son réseau social, il a clamé : «Plus de shows de drag queens ou autre propagande anti-américaine.» Richard Grenell a licencié nombre d'employés, dont l'équipe de direction des programmes de danse, au motif qu'il voulait des spectacles plus «grand public» et a désigné à sa place un ex-danseur qui a dénoncé «l'idéologie d'extrême gauche dans les ballets». Il a également imposé de jouer l'hymne national avant chaque concert de l'orchestre symphonique et a annulé plusieurs manifestations dont le Chœur des gays de Washington.

L'impact ne s'est pas fait attendre. Dans cette ville à majorité démocrate,



Les lauréats des Kennedy Center Honors, qui récompensent des artistes choisis par Donald Trump. Parmi eux : Sylvester Stallone, la chanteuse Gloria Gaynor, le groupe de rock Kiss... PAUL Morigi / GETTY IMAGES VIA AFP

nombre d'habitues ont boycotté les spectacles et les ventes de billets ont baissé d'environ 50% comparées à 2024. Sous les pressions de l'Administration, le Congrès a alloué au Kennedy Center 257 millions de dollars de subventions publiques, soit six fois le montant habituel. La majorité des fonds doit servir à la rénovation de cet édifice monumental aux allures de mausolée stalinien. Selon la direction, il a aussi bénéficié d'un afflux de nouveaux donateurs, désireux sans doute de se faire bien voir par la Maison-Blanche. Le gala de collecte de

fonds de l'Orchestre national symphonique a rapporté 3,5 millions de dollars.

En décembre, le président a décidé de le rebaptiser le Trump Kennedy Center. Un acte qui aurait dû être approuvé par le Congrès. Depuis les défections d'artistes ont redoublé. La plus grosse rebuffade est venue de l'Opéra national de Washington installé dans ses locaux depuis 1971. Il a annoncé son démantèlement dans un autre lieu en raison de la chute de fréquentation et des contributions de donateurs. Au printemps dernier, seuls 50% des places

pour *Porgy and Bess*, opéra pourtant très populaire, se sont vendues. La décision de Richard Grenell de ne programmer que des productions entièrement financées à l'avance par la prévente de billets, les dons et les partenariats a également joué. C'est «incompatible» avec ce type de spectacle qui coûte cher à mettre en scène, a estimé la direction de l'opéra.

Il n'y a pas que les artistes qui décampent. Fin janvier, moins de deux semaines après avoir été nommé, le vice-président de la programmation artistique a démissionné.

à Washington

la salle de bal de la Maison-Blanche.

«Essayez de m'en empêcher!» Plus ambitieux encore, un décret présidentiel adopté cet été et intitulé «Rendre l'architecture fédérale à nouveau belle» vise à remodeler la ville selon les canons de l'architecture néoclassique.

Dès sa construction, d'après les plans de l'ingénieur français Pierre-Charles L'Enfant, la capitale fédérale américaine est destinée à symboliser une république directement inspirée de l'Antiquité. «Au moment de la fondation, George Washington et Thomas Jefferson ont délibérément décidé que les principaux édifices de la nouvelle nation seraient classiques, en référence à la Rome républicaine et à l'Athènes démocratique», explique Justin Shubow, qui vient d'être nommé président d'un Conseil pour l'embellissement des transports et des infrastructures (BTIC), chargé des recommandations architecturales. «Pierre L'Enfant a conçu le plan de la capitale selon des

lignes classiques. Son projet a ensuite été perfectionné par le plan McMillan de 1901-1902, qui a donné naissance au National Mall et au Monumental Core, tels que nous les connaissons aujourd'hui, avec la construction de nombreux bâtiments classiques. La réintroduction du classicisme à Washington ne serait pas seulement populaire auprès du peuple américain, elle constituerait un retour à la vision originale des Pères fondateurs et symboliserait également le fait que le pays est toujours sous son premier et unique régime.»

Certains choix architecturaux ont déjà soulevé des polémiques. Le style second Empire du Eisenhower Executive Office, construit à la fin du XIX^e siècle pour abriter les fonctionnaires trop à l'étroit dans la Maison-Blanche, et directement inspiré de l'hôtel de ville de Paris, avait été vivement critiqué comme une rupture avec celui du reste de Washington. Mais le style néoclassique continue de dominer jusqu'à dans les années 1930 et 1940. «D'importants bâtiments classiques ont été construits à l'époque, tels que les Archives nationales, la Galerie nationale d'art et le Jefferson Memorial; le président Franklin Delano Roosevelt était un fervent admirateur du classicisme», rappelle Justin Shubow. «Après la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle agence gouvernementale, la General Services Administration, a été créée pour superviser la construction de nouveaux bâtiments fédéraux. Cette agence a abandonné le classicisme au profit du modernisme, un style importé aux États-Unis par des architectes réfugiés d'Europe. L'hégémonie du modernisme a été consolidée par les principes directeurs de l'architecture fédérale de 1962, qui stipulaient que la conception devait émaner de la profession architecturale vers le gouvernement, et non l'inverse.» La période voit la construction d'énormes immeubles de béton, comme le siège du FBI, le Hubert H. Humphrey Building, ou le James Forrestal Building, long bloc qui coupe le Mall des rives du Potomac et dont l'esthétique rappelle parfois celle de l'ex-Allemagne de l'Est. Leur détérioration rapide et les coûts d'entretien prohibitifs sont venus s'ajouter à leur manque de popularité. La fermeture du quartier général du FBI a été annoncée. Même John Edgar Hoover, le fondateur du Bureau fédéral, dont l'édifice porte le nom, l'avait qualifié de «plus grande monstruosité jamais construite dans l'histoire de Washington». ■

Donald Trump présente une vision d'artiste de la future salle de bal de la Maison-Blanche, le 22 octobre 2025. A. SCHWARTZ/CNP/BLOOMBERG

Le président a heureusement trouvé d'autres types d'attractions. Par exemple, début décembre, il a célébré dans l'une des salles le tirage de la Coupe du monde de foot avec, en guest star, les Village People. Il a joué le maître de cérémonie lors des Kennedy Center Honors, une soirée qui récompense des artistes. Il a sélectionné lui-même cette année les lauréats, parmi eux Sylvester Stallone, la chanteuse Gloria Gaynor, le groupe de rock Kiss... La semaine dernière, sa femme a projeté en avant-première son documentaire Melania devant tout le gratin Maga.

«Vous gérez le centre pour enrichir vos amis, vos connaissances et distribuer des faveurs politiques»

Sheldon Whitehouse
Sénateur, dans une lettre au directeur du Kennedy Center

Parallèlement, le centre accueille des manifestations politiques conservatrices. Charlie Kirk, l'activiste connu pour ses propos incendiaires, a fait l'objet d'une grande commémoration après son assassinat en Utah. La Fondation de l'Union conservatrice américaine y a organisé un sommet sur la persécution des chrétiens. Surtout, Richard Grenell en fait de plus en plus une sorte de salon de réception où il invite des dignitaires étrangers pour conclure des contrats. À l'occasion d'une visite du prince Mohammed Ben Salman

Un documentaire sur Melania Trump ou l'autopromotion du vide

La première image est un gros plan sur une paire d'escarpins très chics qui descendent d'une limousine noire. Cela donne le ton. Melania Trump, la star de Melania, documentaire sorti en salle vendredi, est constamment en mouvement, perchée sur des talons aiguilles vertigineux. Dès le début, on la voit mettre ses lunettes de soleil et monter dans un gros 4×4 pour se rendre de Mar-a-Lago à l'aéroport. Là, elle embarque dans l'avion Trump pour New York, puis à l'arrivée, est de nouveau escortée par un cortège de voitures vers la Trump Tower, sur fond, curieusement, de Gimme Shelter, une chanson des Rolling Stones où l'on parle de viol, de meurtre et de guerre.

Melania raconte les coulisses des 20 jours avant la cérémonie d'investiture de Donald Trump et le retour du couple à la Maison-Blanche. En guise de révélations, on y voit surtout la première dame, entourée de ses gardes du corps, circuler seule d'une limousine à son jet en passant par des ascenseurs et d'interminables couloirs, le tout avec des zooms réguliers sur ses talons de 12 cm censés symboliser peut-être une féminité à poigne. Ce n'est pas très étonnant. Depuis des années, Melania garde un profil très bas et a toujours farouchement préservé sa vie privée. Contrairement à ses prédécesseurs, elle passe peu de temps à Washington et préfère son triplex de New York ou le club de golf de Mar-a-Lago.

Elle ne se livre pas davantage dans le film qu'elle a produit. Mieux, elle fait tout pour disparaître derrière des lunettes de soleil, un chapeau à large bord... Et au lieu de se laisser aller à parler de ses sentiments, comme le sous-entend le genre, elle s'exprime le plus souvent en voix off, avec des phrases ampoulées qui masquent mal des platitudes. «Mon éducation en architecture m'a donné une sérieuse approche du design», dit-elle. Elle doit

aussi orchestrer chaque jour «les complexités de (s)a vie». Et Dieu sait si elles sont complexes avant l'investiture. Il y a les séances d'essayage de ses diverses tenues avec Hervé Pierre, son designer français, dans le salon rococo de l'appartement de la Trump Tower, dégoulinant de dorures.

Une image lisse et désincarnée

La robe blanche et noire prévue pour les bals est extraordinaire car on n'y voit pas les coutures, s'extasie Hervé Pierre. Tout est dissimulé à l'intérieur. Cela résume assez bien le documentaire qui, sur le modèle de ses mémoires publiées l'an dernier, est d'une vacuité frappante et donne une image lisse et désincarnée. Le seul moment où elle semble émue, c'est lorsqu'elle évoque sa mère, décédée récemment. Mais lorsqu'elle dépose une bougie à la cathédrale Saint-Patrick à New York en son souvenir, elle est filmée de dos, debout.

Le réalisateur, Brett Ratner, dont c'est le premier film depuis qu'il a été accusé en 2017 par plusieurs femmes de harcèlement sexuel, essaie désespérément de l'humaniser. Lors d'un énième trajet en voiture, il lui demande quel est son chanteur favori. «Michael Jackson», répond-elle. Elle l'a rencontré une fois et il était «très gentil». Ils finissent par chanter en duo Billie Jean.

La seule «copine» visible est Brigitte Macron, avec qui elle a une conversation par Zoom. Les deux femmes s'entretiennent de l'impact dangereux des écrans et des réseaux sociaux sur les enfants. Melania explique qu'elle veut développer son initiative Be Best, sans donner de détails. Brigitte Macron, enthousiaste, se dit prête à travailler avec elle. «J'irai partout avec toi, pas de problème», assure-t-elle en anglais avant d'ajouter : «On est liées par tant de sujets.» Quant à ses rapports avec Donald, on reste tout autant sur sa

faim. Certes, elle lui tient la main et le défend : «Personne n'a jamais endure ce qu'il a enduré ces dernières années.» Mais ils sont le plus souvent séparés. Et lorsqu'il l'appelle pour se vanter de l'ampleur de sa victoire électorale, elle est visiblement pressée de raccrocher.

Melania Trump n'a apparemment aucun état d'âme à sortir son documentaire à grand battage médiatique dans un pays pourtant en crise après la mort de deux personnes aux mains de la police de l'immigration à Minneapolis. Encore plus étrange, la première dame fait allusion plusieurs fois au fait qu'elle est immigrée. «Au final, peu importe d'où vous venez, on est liés par la même humanité», affirme-t-elle. Une remarque assez maladroite compte tenu de la répression brutale contre les sans-papiers que mène son mari.

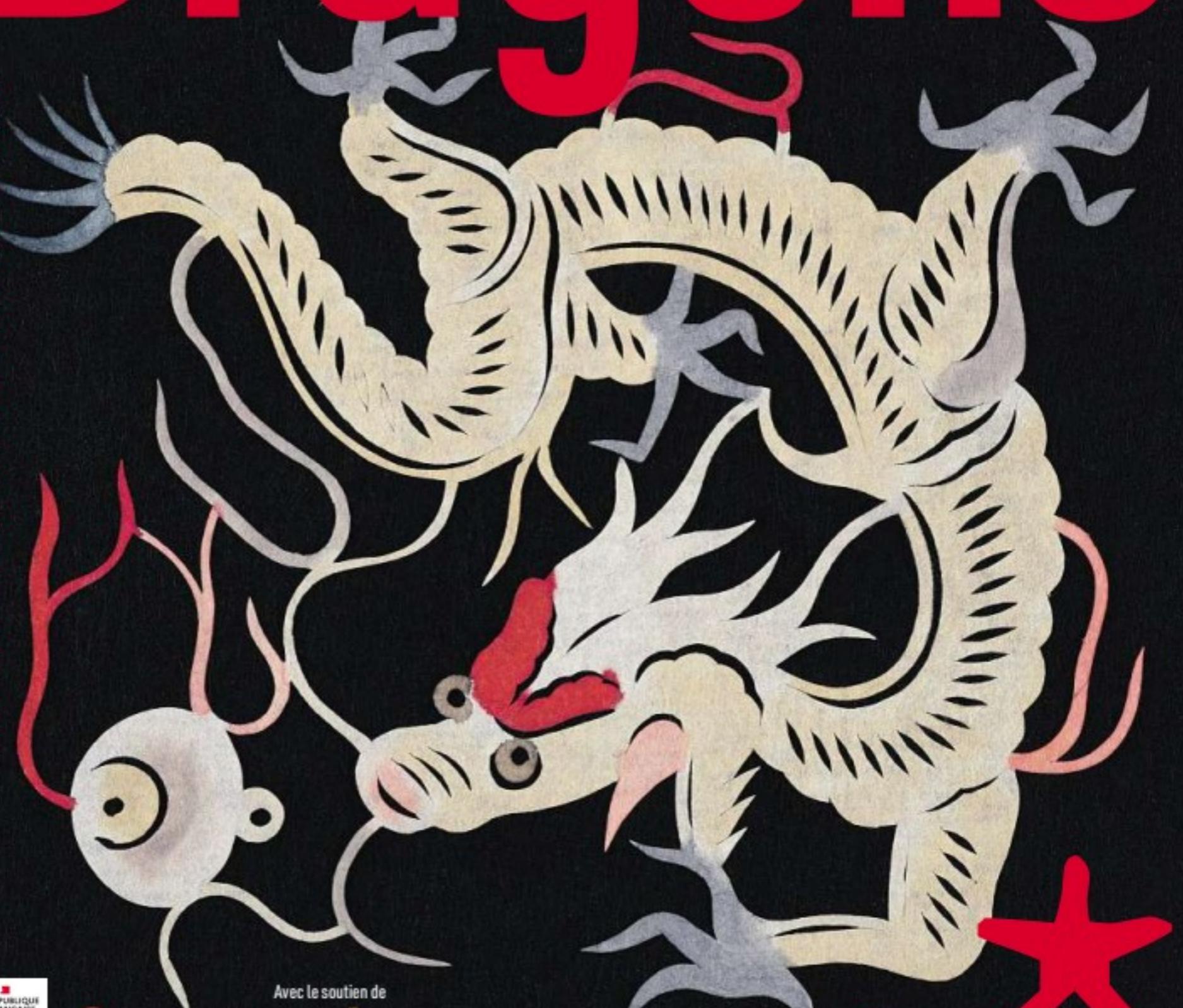
«Aujourd'hui était si riche en signification, et puisque chaque moment était historique et rempli de sens, le temps n'avait plus d'importance», conclut-elle en rentrant de l'investiture tout en enlevant enfin ses escarpins.

Après presque deux heures de film, ce n'est pas tout à fait l'avis de ma voisine de siège, une ardente fan de la First Lady, venue à la première séance avec un groupe de femmes trumpistes. «Elle était fabuleuse mais c'était un peu longuet», reconnaît-elle en baillant. Qu'importe si la petite salle de ce cinéma de la banlieue de Washington n'est pas pleine et si les critiques sont assassines. Le projet s'est révélé très lucratif pour les Trump. Amazon, qui cherche à se concilier les bonnes grâces de la Maison-Blanche, a payé 40 millions de dollars à la société de production de Melania et investi 35 millions dans le budget promotion, une somme faraïneuse pour un documentaire. Pour les accros, Prime Video s'est engagé à diffuser bientôt en streaming une série de trois épisodes avec des séquences inédites. ■

H.V.

 **MUSÉE DU QUAI BRANLY**
JACQUES CHIRAC

Dragons



 Un dragon, 1985, Chine © musée du quai Branly - Jacques Chirac, photo Pauline Guyon © ProLogium

Exposition
18 novembre 2025 –
1er mars 2026

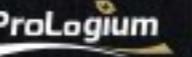


REPUBLIC
FRANÇAISE



NATIONAL PALACE MUSEUM

Avec le soutien de



ProLogium

LE FIGARO Nouvel Obs

connaissance des arts

Comment les parfums cuir ont conquis le grand public

Pauline Castellani

Après des décennies de sent-bon gourmands et consensuels, la parfumerie remet au goût du jour cette note cuirée, puissante, radicale voire animale, qui séduit une génération en quête d'un sillage original.

Saddle. Ce sac Dior crée par John Galliano pour sa collection de l'été 2000 inspirée par le Grand Ouest (d'où le nom anglais et la forme de la selle de cow-boy), et rendu célèbre par Paris Hilton, est l'un des tout premiers «it bags». Désormais, c'est aussi le nom d'un parfum de la maison de l'avenue Montaigne, puisque son cuir et son design ergonomique qui se glisse haut sous le bras et épouse les courbes du corps, ont inspiré au parfumeur Francis Kurkdjian un sensuel Cuir Saddle...

Comme un passage obligé, toutes les maisons de luxe qui tirent une grande partie de leur chiffre d'affaires à la fois des articles de maroquinerie et des parfums proposent aujourd'hui leur version olfactive du cuir. Il en existe plusieurs chez Hermès dont Bel Ami, Galop, Cuir d'Ange mais surtout la dernière version intense de Barénia, évoquant le cuir souple du sellier. Pour Louis Vuitton, Jacques Cavallier Bellétard a imaginé une Nuit de Feu autour d'une infusion de cuir naturel réalisée à partir des chutes de cuir de l'atelier historique d'Asnières, quand Fendi s'est inspiré des effluves d'un atelier de peaux pour son Casa Grande.

Si ces propositions jouent la carte du savoir-faire et de la matière brute pour mieux séduire les consommateurs du luxe, les accords cuir pullulent aussi, depuis quelque temps, dans les marques de niche. Ressuscités d'abord par le Cuir Mauresque de Serge Lutens dans les années 1990, suivi par l'Ombré Leather de Tom Ford ou Rose & Cuir des Éditions de Parfums Frédéric Malle, tous des best-sellers. «Si la plupart des marques de niche parient aujourd'hui sur ces notes cuirées, c'est probablement pour leur côté vintage, bien loin des propositions gourmandes et très sucrées de la parfumerie mainstream», analyse Eugénie Briot, responsable patrimoine et transmission chez Givaudan. Ce n'est pas un accord forcément «facile» mais

qui permet à celles et ceux qui le portent de se démarquer.»

Quand hier, ce type de sillage singuliers visaient surtout les esthètes, aujourd'hui, ils intéressent une large génération de jeunes gens. «Ils sont en quête d'une parfumerie de caractère, soignée et racée, comme ils imaginent qu'elle l'était dans les années 1950. On pense évidemment, pour le cuir, à Bandit de Piguet créé en 1944 par Germaine Cellier, poursuit la spécialiste. Mais ce qui plaît également, ce sont les réinterprétations de cet accord classique, notamment dans ses inflexions plus douces...»

«C'est la garçonne des années 1930, pas la débutante mais la confirmée, qui a conquis son espace social, qu'elle prolonge en un parfum inspiré de l'univers masculin. Ce parfum incarne la dissidence au-delà de la libération»

Élisabeth de Feydeau Historienne

C'est sous cet angle que Francis Kurkdjian a imaginé son nouvel opus : «Avec Cuir Saddle, j'ai voulu assouplir le cuir, le détendre, en faire un daim souple et velouté. En mêlant aux notes traditionnelles de cuir un nuage floral musqué et des notes boisées ambrées.» On est, ici, plus proche d'un daim lisse ou suédié que d'un cuir fauve et lourd. Même impression pour le Falcon Leather de Matière Première, dont le ciste labdanum souligne le côté lisse pleine fleur, quand le benjoin du Laos accentue, là encore, le côté souple des peaux.

Si les parfumeurs actuels s'intéressent à nouveau à ces notes historiques, c'est aussi parce qu'elles les ramènent aux fondements même de leur métier. Avant d'être une note, le cuir était un

support au parfum avec, au XII^e siècle, l'établissement par Philippe Auguste de la corporation des maîtres gantiers-parfumeurs issue des métiers de la tannerie. Pour dissimuler les forts relents de peau brute, ces ancêtres des parfumeurs imprégnait leur cuir d'eau de fleur d'oranger, de rose, d'épices, de bois, de musc...

L'accord cuir trouve, lui, son origine dans les «Cuir de Russie», des senteurs nées de l'habitude qu'avaient les soldats russes d'imperméabiliser leurs bottes au goudron de bouleau lors de la guerre de 1870. Il désigne des notes séches qui reproduisent l'odeur caractéristique du cuir avec des senteurs fumées, pyrogénées, goudronnées, de bois brûlé, de bouleau, de tabac, de ciste, de styrax. «Au tournant du XX^e siècle, toutes les maisons de parfumerie sont passées par cette forme académique, un peu comme le bois d'oud dans les années 2000», compare Francis Kurkdjian. Dans une parfumerie française un peu abstraite, dominée par les chypres, les fougères ou les senteurs fleuries, c'était une note complètement inédite.»

Nombreuses sont alors les Cologne à la russe et autres Cuir de Russie, des senteurs puissantes et animales d'abord réservées aux hommes mais vite plébiscitées par les garçons : «Matière traditionnellement liée aux activités masculines comme l'automobile, l'aviation, les voyages, les fauteuils club anglais, le cuir devient l'emblème olfactif de l'émancipation des femmes qui osent fumer, ce qui leur était interdit en public», raconte Élisabeth de Feydeau dans son Dictionnaire amoureux du parfum. Parmi les grands sillages de l'époque, Tabac blond de Caron (1919), Kobako de Bourjois (1936) et surtout Cuir de Russie de Chanel (1927) composé par Ernest Beaux et toujours disponible dans la collection Les Exclusifs de la maison.

Autant de parfums représentant une forme de liberté et une élégance androgynie que, selon une publicité Chanel des années 1920, «les femmes bien élées

Dans la boutique d'un maître gantier-parfumeur au XVIII^e siècle.

PANTHER MEDIA GLOBAL/ ALAMY/ ABACAPRESS

vées trouveront peut-être inconvenant». On imagine ce Cuir de Russie portée par une grande brune, «à la démarche décidée, à la voix habituée aux commandements, une cigarette opiacée aux lèvres, un flacon de whisky à portée de main», selon une autre archive maison datant de 1936. «C'est la garçonne des années 1930, pas la débutante mais la confirmée, qui a conquis son espace social qu'elle prolonge en un parfum inspiré de l'univers masculin. Ce parfum incarne la dissidence au-delà de la libération», continue Élisabeth de Feydeau.

Les notes cuir actuelles sont aujourd'hui loin de la fureur de vivre des garçons et évoquent davantage l'inté-

rieur d'un sac de luxe. Mais elles continuent de faire dissidence avec raffinement et de plaire pour leur sillage soutenu, voire tenace. «Or le champ des familles olfactives puissantes n'est pas si large excepté les notes oud, tabac et cuir. Leur utilisation est donc toujours une promesse de diffusion olfactive», insiste Francis Kurkdjian.

«Après une longue période dominée par le propre d'un côté et la gourmandise de l'autre, ces parfums cuirés permettent de renouer avec des facettes plus animales, presque sauvages, qui n'existent plus dans notre environnement très urbain, reprend Eugénie Briot. D'un point de vue anthropologique, il y a là, un rapport direct avec la nature et avec notre animalité. Quelque chose de très charnel et une certaine sensualité olfactive qui, pour une fois, ne passe pas par la gourmandise ou le gustatif. Et c'est aussi cela qui séduit les consommateurs.» ■



Dix parfums qui ont le chic dans la peau

Cuir sellier
Inspirée par le cuir signature et ultra-souple du sellier, cette version intense s'enrichit de notes cuirées pour une texture encore plus sensuelle sur la peau.
Barénia eau de parfum intense, Hermès, 176 € les 100 ml.

Cuir animal
Pour ne jamais passer inaperçu, ce parfum de caractère dégage une impression ultra-puissante avec un rétentissant bois d'oud et un cuir très animal.
Nuit de Feu, Louis Vuitton, 375 € les 100 ml.

Cuir de Russie
C'est le maître étonnant des parfums cuirs, une splendeur fauve, animale et racée qui mêle à ses volutes de tabac blond et de cuir, le jasmin, l'ylang-ylang et le ciste labdanum. Un vrai parfum de garçonne.

Cuir de Russie, Chanel, 250 € les 75 ml.

Cuir fourrure
Il évoque à la fois le cuir intense et la chaleur d'une fourrure colorée, façon grande bourgeoisie des années 1950.
Casa Grande, Fendi, 300 € les 100 ml.

Cuir couture
Un parfum très sensoriel qui s'éloigne des accords cuir lourds et connotés en renouvelant leur sensualité animale avec davantage de lumière. On y trouve des notes boisées et fumées mais elles sont comme transpercées par des notes florales musquées.
Cuir Saddle, Dior, 295 € les 100 ml.

Cuir noir
En hommage à la toute première veste

en cuir noir à défilé sur un podium de haute couture, Cuir est un parfum sombre et texturé qui allie la puissance animale d'oud aux feuilles de violette.
Cuir, Yves Saint Laurent, 230 € les 125 ml.

Cuir rose
Un accord rose frais et vibrant s'entrechoque avec un cuir sombre et rebelle, inspiré par le Bandit de Piguet des années 1940.
Rose & Cuir des Éditions de Parfums Frédéric Malle, 310 € les 100 ml.

Cuir vintage
Cette composition, née dans les années 1930, a un côté goudronné un peu rétro modernisé par des notes plus aromati-

que qui lui apportent plus de légèreté.
Cuir de Russie, L.T. Piver, 190 € les 100 ml.

Cuir daim
Le parfumeur Aurélien Guichard a imaginé un gant de fauconnier chauffé par le soleil, dont on sentirait autant le côté lisse puissant que le côté daim souple.
Falcon Leather, Matière Première, 240 € les 100 ml.

Cuir gourmand
La facette cuir sombre, presque sauvage, s'adoucit, ici, par une impression fruitée et gourmande. L'un des best-sellers de Tom Ford.
Ombré Leather, Tom Ford, 224 € les 100 ml. ■



L'instant est capital! Lancés à 300 km/h et manette des gaz à fond, nous tisons le manche vers l'arrière pour tenter d'arracher au sol notre énorme Airbus A330-300. Lentement, patiemment, le géant d'acier décolle et commence à planer au-dessus de la piste et des prés environnants. Au loin commencent à apparaître des maisons, des villages, des collines, avec une précision stupéfiante. Un petit regard sur nos instruments de bord et nous entamons un premier virage sur la gauche pour nous élever dans le ciel et profiter de la vue spectaculaire. Sur l'écran, le panorama s'affiche en ultra-haute résolution (5K), avec un taux de rafraîchissement de 120 images par seconde. Le rendu est superbe. Notre plateforme de jeu n'est pourtant qu'un simple Mac Mini d'Apple (699 € neuf, 100 € en occasion), connecté à un écran LG 49 pouces UltraWide (1300 €, 5K limité à 120 i/s).

Nous avons testé le jeu Flight Simulator 2024 via le service d'ordinateur virtuel GeForce Now proposé par Nvidia, le géant américain des processeurs graphiques. La compagnie défraie actuellement l'actualité dans le domaine de l'intelligence artificielle puisque c'est elle qui fournit la majorité des puces servant à faire tourner les serveurs IA. Bien avant cette ère, elle a lancé le service GeForce Now en 2014. Il s'agit d'une plateforme proposant de transférer la puissance nécessaire aux calculs graphiques d'un ordinateur personnel vers des serveurs situés dans le cloud. Plutôt que d'acheter un PC de gaming équipé d'une carte graphique Nvidia GeForce RTX 5080 (l'une des plus puissantes du moment), vendu à un tarif déraisonnable (plus de 3500 €), les joueurs peuvent simplement télécharger l'appli GeForce Now pour jouer, en affichant le maximum

« L'œil est capable de saisir jusqu'à 240 images par seconde. Cette fréquence rapide ajoute de la clarté dans les mouvements. Elle devrait devenir le standard dans les prochaines années »

Stéphane Quentin
Responsable presse pour GeForce France

de détails, sur n'importe quel PC d'entrée de gamme, ou datant d'une dizaine d'années, mais aussi sur un smartphone Android, une tablette tactile, un téléviseur moderne, une clé Wi-Fi (Amazon Fire TV récente) ou encore une box TV compatible (Shield TV). Même les Mac, habituellement délaissés par les éditeurs et laissés-pour-compte du monde du jeu vidéo, peuvent se transformer en plateforme de jeu ad hoc. Seuls les iPhone (et l'Apple TV) ne disposent pas encore d'appli dédiée, mais il reste possible de contourner le problème en utilisant le navigateur Safari (avec quelques limitations).



Quand le jeu à la demande mène la danse

Pascal Grandmaison

Grâce à une puissance de calcul déportée sur les serveurs, le joueur bénéficie de la même puissance que les pros. Explications.

Plus de 4500 titres accessibles

GeForce Now permet de jouer à plus de 4500 jeux PC issus des éditeurs les plus connus (Steam, Epic, Ubisoft, Xbox...). Tous les calculs s'effectuent sur les serveurs Nvidia. Le terminal ne sert qu'à afficher l'image, un peu comme une vidéo en streaming, à la différence que le joueur interagit en temps réel avec l'environnement. Pour que le système fonctionne, il convient de disposer d'une très bonne connexion internet. La fibre est fortement conseillée, mais l'on peut aussi utiliser la 5G, voire la 4G. Attention cependant à la consommation de données! Avec une bonne connexion, en affichant le maximum de détails, il est possible de jouer avec un ping (latence) idéal de 5 ms et une fréquence de rafraîchissement allant jusqu'à 240 i/s, voire 360 i/s. À la condition impérieuse que le moniteur soit capable de gérer ces fréquences! C'est 3 à 3,5 fois mieux que la meilleure des consoles de jeux disponibles sur le marché (PS5 ou Xbox). Qui plus est dans un

silence total puisque la machine reste peu sollicitée et n'a donc pas besoin d'activer son ventilateur pour refroidir la puce graphique. Les joueurs utilisent généralement un clavier et une souris, comme pour les jeux PC classiques. En revanche, sur téléviseur, tablette ou smartphone, il faut nécessairement passer par un joystick (en veillant à ce que le jeu le supporte). Dernière précision, GeForce Now n'est qu'une plateforme de service. Elle n'héberge aucun jeu à part quelques démos gratuites. L'utilisateur doit donc posséder les titres de son côté, puis synchroniser son catalogue pour pouvoir y accéder.

Les fréquences de rafraîchissement proposées laissent rêveurs. Alors que les consoles de salon plafonnent à 60 i/s en natif, GeForce Now décline 5K à 120 i/s, 1440p à 240 i/s ou encore 1080p à 360 i/s. On pourrait s'interroger sur l'intérêt de cette débauche de technologie lorsque l'on sait que les projections cinéma étaient originellement limitées à 24 i/s à cause de la persistance rétinienne. Plus précisément, les cellu-

les de la rétine gardent en mémoire une image pendant environ un dixième de seconde après son apparition. Cette particularité du fonctionnement de l'œil donne l'illusion du mouvement, notamment lorsque l'on regarde un film ou un dessin animé. « Certes, mais l'œil est aussi capable de saisir les images jusqu'à 240 i/s, rétorque Stéphane Quentin, responsable presse pour GeForce France. Cette fréquence rapide ajoute de la clarté dans les mouvements. Elle devrait devenir le standard dans les prochaines années. Les joueurs pro captent même les images jusqu'à 360 i/s. Ils bénéficient ainsi d'une meilleure sensation de fluidité et s'avèrent plus prompts à réagir. »

Grand spectacle à la maison

Lors d'une présentation organisée par Nvidia, nous avons également pu tester Cyberpunk 2077 sur une TV LG (5K à 120 i/s, ping 8 ms), Indiana Jones et le Cercle ancien en 5K120 avec un ping de 3 ms sur un modeste PC Linux, mais

Nous avons testé le jeu Flight Simulator 2024 via le service d'ordinateur virtuel GeForce Now, proposé par Nvidia, sur un Mac Mini d'Apple et connecté à un écran LG 49 pouces UltraWide.

PASCAL GRANDMAISON

aussi Overwatch 2 sur Mac Mini en 1080P à 360 i/s (ping 3 ms). À chaque fois, la sensation de fluidité et de réalisme dépassait tout ce que nous avions essayé jusque-là. De retour à la maison, nous avons tenté de reproduire ces performances sur un MacBook Air avec Cyberpunk 2077. Il a fallu commencer par installer le jeu sur Steam, puis charger l'appli GeForce Now et enfin synchroniser le catalogue Steam. Ensuite, à chaque fois que nous avons voulu reprendre la partie, il a suffi de lancer GeForce Now et d'attendre une trentaine de secondes que le jeu s'initialise, comme sur une console. Les graphismes, notamment les jeux de lumière, se sont révélés d'une précision prodigieuse et la fluidité irréprochable (ping constant de 5 ms). Nous n'avons cependant pas retrouvé exactement le même sentiment de réalisme que lors de notre expérience sur TV LG (5K120). En cause, la limitation de notre écran interne à 60 i/s (de même pour notre TV Sony connectée en HDMI). Preuve que l'augmentation de la fréquence de rafraîchissement n'est pas qu'un argument marketing. Pour en profiter, il aurait fallu disposer d'un moniteur externe spécialisé dans le jeu vidéo. Plutôt que d'investir dans une console de jeux, il faudra désormais réserver son budget pour un écran spécialisé (moniteur ou TV).

Le service GeForce Now est disponible en abonnement à partir de 10,99 € par mois (Performance). Il comprend des sessions de 6 h de jeu max par jour, à 1440p et jusqu'à 60 i/s. C'est le choix idéal pour les terminaux limités en résolution d'affichage. Les joueurs exigeants préféreront l'offre Ultime à 21,99 € par mois. Elle propose des sessions de 8 h par jour max avec des résolutions 4K jusqu'à 240 fps (certains titres sont proposés en 5K ou en 360 i/s). Il est également possible de tester le service via une offre gratuite. Populaire auprès des jeunes ados, elle reste extrêmement frustrante (1 h par jour, 1080p, plusieurs minutes d'attente avant de pouvoir jouer en fonction de la fréquentation). Citons également les concurrents tels que Xbox Cloud Gaming (abonnement avec jeux inclus, sur PC, Mac, Xbox, mobile, navigateur, Fire TV, certaines TV LG et Samsung), PlayStation Plus Premium (pour streamer des jeux PlayStation, classiques compris), Amazon Luna (bon catalogue jouable sur PC ou Fire TV), Boosteroid (sur PC et Mac), Shadow PC (pour disposer d'un PC complet dans le cloud). Précisons que GeForce Now Ultime est le seul service à assurer le 4K à 120 i/s. À la maison comme en vacances, le cloud gaming rebat les cartes du jeu avec une offre capable de séduire les joueurs occasionnels, les amateurs avertis comme les professionnels. Allez, une dernière partie... ■

Les oreillettes qui épargnent le tympan

Avec leur architecture ouverte, elles laissent l'oreille à l'écoute de l'environnement extérieur. Notre test.

Si les casques traditionnels vous semblent trop encombrants et que les oreillettes intra-auriculaires s'adaptent mal à votre conduit auditif, vous trouverez peut-être votre bonheur avec les écouteurs à oreille libre. Il s'agit d'une catégorie d'oreillettes conçue pour ne pas obstruer le conduit auditif, évitant les sensations d'oreille bouchée, de pression sur le tympan et de coupure avec le monde extérieur. On peut ainsi écouter de la musique ou prendre des appels tout en restant attentif à son environnement. Le concept s'avère très convaincant pour le sport ou le télétravail. Il existe des références utilisant des techniques diverses (à conduction osseuse, avec arceau, percé au centre...) chez Bose, JBL ou Sennheiser. Nous avons choisi de tester les nouveautés proposées Shokz et Sony, les

deux acteurs les plus dynamiques dans le domaine.

Spécialiste de la diffusion sonore par conduction osseuse, Shokz renouvelle le genre en dévoilant l'OpenFit Pro (249 €), le premier modèle à oreille libre intégrant une fonction de réduction de bruit. Un système innovant à trois microphones, associé à un algorithme adaptatif, ajuste finement la réduction de bruit en fonction de la morphologie et du positionnement de l'oreille, tout en laissant passer les sons essentiels (annonces, conversations, alertes...). L'intensité peut être réglée manuellement via l'application Shokz pour trouver le juste équilibre entre immersion et vigilance. En bonus, les écouteurs intègrent un suivi des mouvements de la tête, renforçant l'immersion lors de l'écoute de musique, de films ou de séries compatibles Dolby Atmos.



Résistant aux poussières et jets d'eau (IP55) et gérant le Bluetooth 6.1, l'OpenFit Pro revendique jusqu'à 12 heures d'écoute sur une seule charge et 50 heures avec le boîtier de recharge.

De son côté, Sony a choisi de fixer ses LinkBuds Clip (200 €) sur le pavillon de l'oreille pour diriger le son vers le tympan sans empiéter sur le conduit auditif. Ils disposent d'un mode Sound Leakage Re-

duction pour profiter du contenu audio sans craindre de déranger qui que ce soit et d'un égaliseur 10 bandes depuis l'application Sony Sound Connect. Ils se distinguent par l'usage de conduction osseuse, non pour l'écoute mais pour la captation de la voix, afin d'offrir un rendu clair aux interlocuteurs. Résistants à l'eau (IPX4), ils bénéficient d'une endurance de 37 heures. Trois minutes de re-

Sony a choisi de fixer ses LinkBuds Clip (200 €) sur le pavillon de l'oreille pour diriger le son vers le tympan sans empiéter sur le conduit auditif. SONY

charge suffisent pour les utiliser pendant une heure.

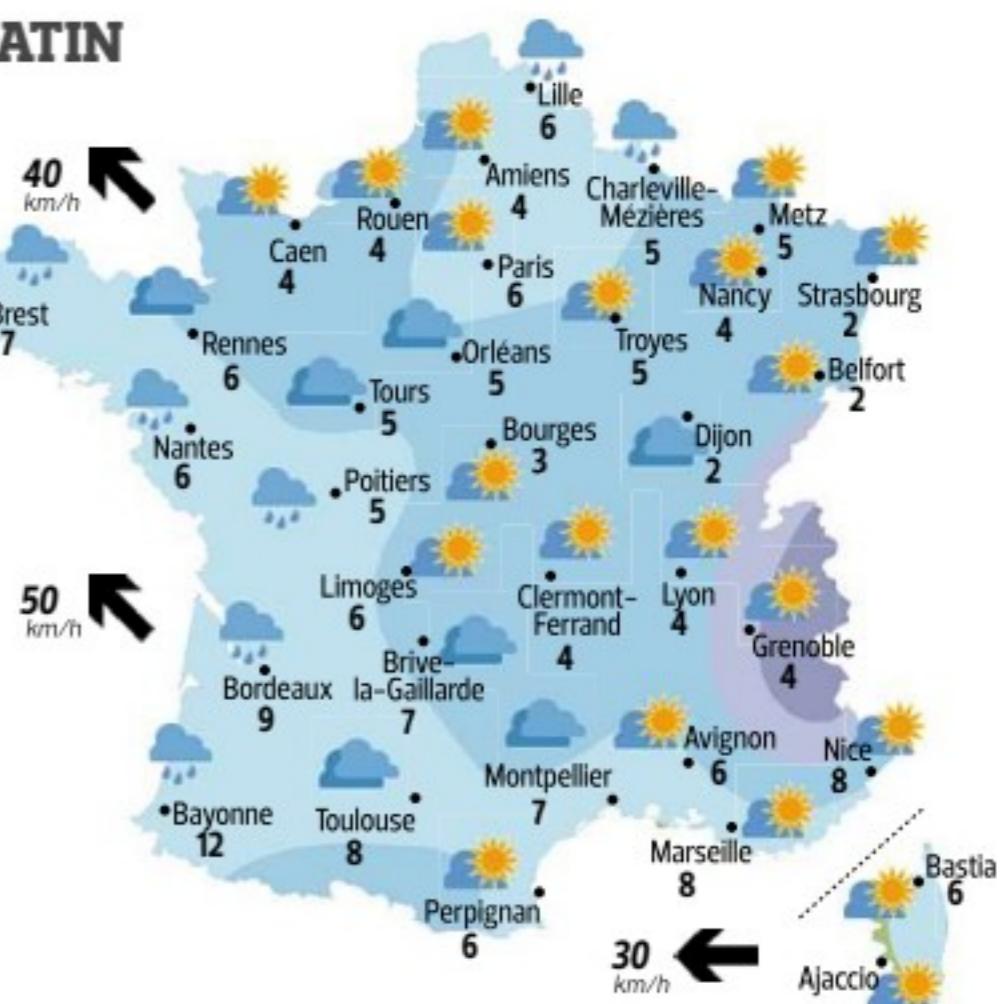
Nos tests ont révélé un rendu audio de qualité moyenne avec les deux produits. De plus, le volume maximum est resté peu élevé, surtout chez Sony. Les mélomanes trouveront plus de plaisir avec un véritable casque intra-auriculaire. Côté appels téléphoniques, le Sony s'en est sorti haut la main, diffusant clairement notre voix, tandis que le Shokz est resté un peu brouillon. Ce dernier s'est cependant illustré par son étonnante réduction de bruit. Pas parfaite car les oreilles restent libres, le système s'avère efficace pour filtrer partiellement les bruits de fond indésirables. Quant au procédé Sound Leakage Reduction de Sony, il ne fait que réduire les aigus pour préserver l'entourage, au détriment de la qualité du son. On notera un bon point pour les deux rivaux : leurs produits restent parfaitement fixés aux oreilles. On les réservera pour la pratique sportive, notamment en extérieur, quand il est crucial de rester conscient de son environnement direct. ■

P.G.

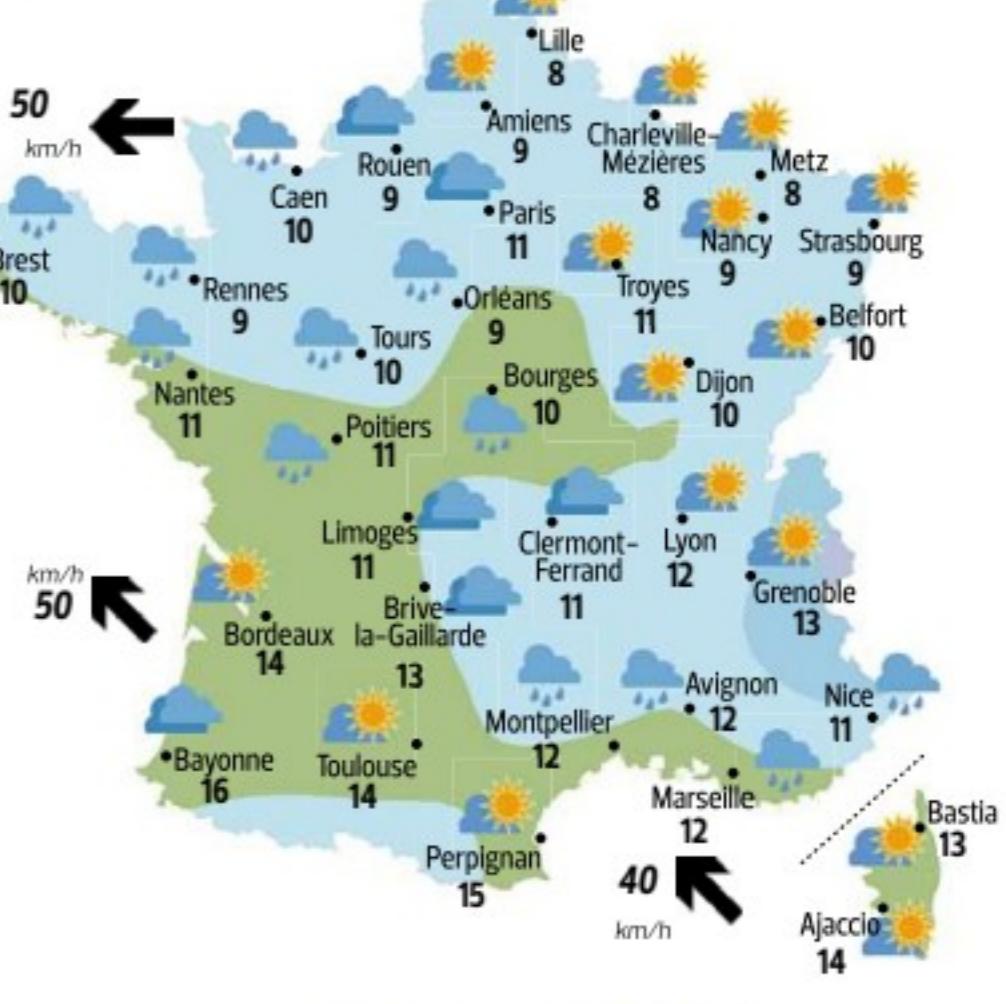


ÉPHÉMÉRIDE St-Théophane
Soleil : Lever 08h17 - Coucher 17h51 - Pleine Lune

MATIN

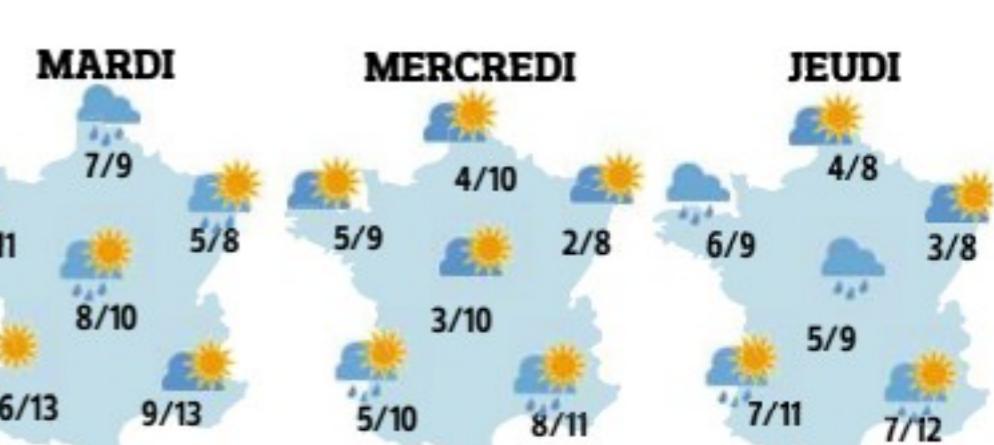


APRÈS-MIDI



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	11/23	AMSTERDAM	3/4	ATHÈNES	7/14
BARCELONE	10/14	BELGRADE	-2/1	BERLIN	-10/-7
BERNE	-1/8	BRUXELLES	6/9	BUDAPEST	0/1
COPENHAGUE	-5/-3	DUBLIN	5/7	LISBONNE	11/13
LONDRES	4/7	MADRID	7/9	PRAGUE	-4/0
RABAT	13/16	ROME	2/13	TUNIS	7/18



TF1
21.10
La belle et le boulanger
Série. Humoristique

Fra. 2025. Saison 1. Avec Amir, Ludmilla von Claer. 2 épisodes. Inédit. A la fin du dîner qui célèbre leurs cinq ans ensemble, Vanessa demande Benjamin en mariage. Paniqué, celui-ci se réfugie aux toilettes, où il croise Louise, mannequin célèbre.

23.15 New York Unité Spéciale. Série. Policière. 4 épisodes.

CANAL+
21.10
B.R.I.
Série. Action

Fra. 2025. Saison 2. Avec Sofian Khammès, Waïl Sersoub. Inédit. Après une violente fusillade, l'équipe est sous le choc. Said étant injoignable, Vanessa prend la tête du groupe.

22.00 B. R. I. Documentaire.
22.49 Hot Ones. Div. Inédit.

france.2

21.10
Cœurs Noirs
Série. Actionarte
20.55
L'armée des 12 singes
Film. Science-fictionLCP
PUBLIC SENAT

20.33 Laïcité : les visages de la loi de 1905. Documentaire.

20.39 Ils étaient tirailleurs, voix oubliées de la Grande Guerre

Documentaire. Fra. 2024. 1h. Ce film restitue ce que pensaient réellement les soldats coloniaux de la Grande Guerre, de la France et des Français.

21.39 DébatDoc. Les tirailleurs sénégalais, oubliés de l'histoire ?

W9

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film. Action.

RMC
DÉCOUVERTE

17.10 Wheeler Dealers France. Doc.

21.10 Paquebots : Les secrets de construction d'un géant... des mers. Documentaire. Fra. 2025. 1h10. Inédit. Dans la croisière, chaque nouveau navire vise un record : toujours plus grand, plus technologique et plus capacitaire.

22.30 Croisières : la techno des mégapaquebots. Documentaire.

HISTOIRE TV

TMC

19.15 Quotidien. Inédit.

21.25 Batman Begins

Film. Action. EU/GB. 2005. Réal. : Christopher Nolan. 2h20. Avec Christian Bale. Traumatisé par la mort de ses parents, un homme parcourt le monde puis revient dans sa ville sous les traits d'un justicier masqué.

23.50 The Beekeeper. Film. Action. Avec Jason Statham.

HISTOIRE TV

19.55 Mystères au musée. Doc.

20.50 Mésopotamie, la redécouverte des trésors d'Irak

Documentaire. Fra. 2023. Réal. : Olivier Julien. 1h30. Des dizaines d'équipes ont repris les fouilles dans la région de Mossoul, sur les sites de villes bâties par les civilisations sumérienne et assyrienne.

22.20 Enfants du Soleil. Doc.



Dans un monde apocalyptique, Finch, campé par un Tom Hanks sérieux, construit un android intelligent pour qu'il prenne soin de son chien. Ensemble, cet improbable trio homme-chien-machine entame un voyage à travers le désert où, malgré la beauté du paysage, les dangers restent omniprésents. Sorti directement sur AppleTV, ce road-movie dramatique et initiatique évoque inévitablement « Seul au monde », version post-apocalyptique. Destiné au grand public et sans révolutionner la science-fiction, le film mise sur les bons sentiments qu'il véhicule et sur la prestation convaincante de Tom Hanks, qui suffisent à faire de « Finch » un visionnage efficace et touchant.

apple tv+

Finch

france.5

20.05 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Thalassa, aventure extrême

Documentaire. Fra. 2026. 1h50. Patagonie, sur la route des baleines. Inédit. En Patagonie, la péninsule Valdès est un sanctuaire fragile pour les baleines franches australes. - A la conquête des profondeurs.

22.55 C ce soir. Talk-show.

RMC
DÉCOUVERTE

17.10 Wheeler Dealers France. Doc.

21.10 Paquebots : Les secrets de construction d'un géant...

... des mers. Documentaire. Fra. 2025. 1h10. Inédit. Dans la croisière, chaque nouveau navire vise un record :

toujours plus grand, plus technologique et plus capacitaire.

22.30 Croisières : la techno des mégapaquebots. Documentaire.

CAPITALE DU BANGLADESH

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film. Action.

RMC
DÉCOUVERTE

17.10 Wheeler Dealers France. Doc.

21.10 Paquebots : Les secrets de construction d'un géant...

... des mers. Documentaire. Fra. 2025. 1h10. Inédit. Dans la croisière, chaque nouveau navire vise un record :

toujours plus grand, plus technologique et plus capacitaire.

22.30 Croisières : la techno des mégapaquebots. Documentaire.

CAPITALE DU BANGLADESH

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film. Action.

CAPITALE DU BANGLADESH

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film. Action.

CAPITALE DU BANGLADESH

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film. Action.

CAPITALE DU BANGLADESH

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film. Action.

CAPITALE DU BANGLADESH

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film. Action.

CAPITALE DU BANGLADESH

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film. Action.

CAPITALE DU BANGLADESH

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film. Action.

CAPITALE DU BANGLADESH

18.45 Tout beau, tout n°uf. Inédit.

21.25 Prémonitions

Film. Thriller. EU. 2015. Réal. : Afonso Poyart. 1h45. Avec Anthony Hopkins, Jeffrey Dean Morgan. Chargé de retrouver un tueur en série, un médium découvre que celui-ci possède le même don que lui et qu'il agit toujours avec une longueur d'avance.

23.10 Mr. & Mrs. Smith. Film.

Margaux Mulliez, libre et fière de son nom

PAR
Manon Malhère

La petite-fille de Gérard Mulliez, fondateur du groupe Auchan et patriarche de l'empire familial du nord de la France, publie une biographie très fouillée sur son grand-père. Une figure emblématique qui a toujours fui les projecteurs.

Margaux Mulliez n'a pas plus de 14 ans, cet été-là, lorsqu'elle se trouve à la gare avec sa famille pour un départ en vacances. Au kiosque à journaux, elle feuillette le magazine *Challenges*, qui consacre sa traditionnelle édition aux plus grandes fortunes françaises. Le fondateur du groupe Auchan, son grand-père Gérard Mulliez, qu'elle surnomme «Daddy», ainsi que sa famille, se trouvent dans la liste. «J'ai demandé à ma mère si cela était vrai», se souvient la jeune femme, aujourd'hui âgée de 35 ans. «Oui, mais tu sais, ce n'est pas sur le compte de Daddy, c'est sur ceux des entreprises», lui a alors répondu sa mère.

«À cette époque, je ne comprenais rien», poursuit Margaux Mulliez, assise dans le salon intimiste d'un hôtel parisien, une eau pétillante à la main, sérénité. Libérée d'un poids. Celui d'un nom qu'elle a eu toutes les difficultés du monde à accepter face au regard des autres. Dans sa vingtaine, alors qu'elle prend conscience de l'importance de cette dynastie Mulliez du nord de la France, aussi influente que discrète, «j'étais surnommée la petite-fille Auchan, confie-t-elle. Cela faisait rire mes amis. Mais je le vivais mal. Je voulais changer de nom, prendre celui de ma mère.»

Aujourd'hui, elle s'en amuse. Fièvre de publier son premier livre (1), aux Éditions Grasset, qui ouvre les portes très verrouillées sur la vie de son grand-père, âgé de 94 ans. Ce récit retrace plus d'un demi-siècle d'histoire de l'ascension de cet entrepreneur audacieux, issu de la bourgeoisie catholique. Figure du capitalisme humanisé, Gérard Mulliez a révolutionné la distribution française avec ses grandes surfaces Auchan. Fondée dans les années 1960 à Roubaix, l'entreprise a longtemps été la locomotive de l'empire Mulliez, avant de faire face à des difficultés ces dernières années.

En 2006, Gérard Mulliez passe le flambeau. Mais, loin des regards, il demeure le patriarche influent de la puissante Association familiale Mulliez (AFM), réunissant près de 1000 membres et détentrice de nombreuses entreprises (Leroy Merlin, Boulanger, Kiabi, Decathlon...). Tous les jours, l'homme se rend à son bureau, à Croix, dans le département du Nord, à 200 mètres d'un des sièges du groupe. «Je continue de recevoir des informations de la part de ceux qui me font encore confiance», témoigne le fondateur d'Auchan dans l'ouvrage.

Au-delà d'une biographie très fouillée sur son Daddy, ce livre est surtout une



quête initiatique pour cette petite-fille Mulliez de par son père, l'un des fils du patriarche, dont la devise familiale a toujours été de vivre caché pour vivre mieux. «Travailler et dépenser seulement ce que l'on gagne : j'ai grandi avec ces valeurs, et je n'avais pas conscience de la fortune familiale. Mon père ne me disait rien», explique cette jeune mère d'un

enfant de 16 mois, qui a rencontré son conjoint sur une appli.

Lancé en 2021, ce projet de livre émerge à la suite d'un tour du monde en solitaire durant neuf mois pour se détacher de cet héritage pesant. Libre, elle veut alors comprendre d'où elle vient. «Je savais que ma famille avait quand même une bonne réputation», poursuit Margaux Mulliez. Elle hésite quelques secondes avant de préciser ses propos. «Les riches sont très critiqués. La famille Mulliez moins que les autres. Ce livre m'a appris que je pouvais être fière de ce que portait mon grand-père. Aujourd'hui, j'assume entièrement mon nom.»

Un discours à la fois spontané et bien ficelé. Cette professionnelle de la communication n'hésite pas à publier des posts LinkedIn sur son histoire et son livre, fruit d'un travail d'enquête pendant quatre ans à épurer les archives familiales, à interroger une trentaine de personnes. Et à passer des journées entières aux côtés de Daddy. À son grand étonnement, Gérard Mulliez accepte de se dévoiler pour la première fois. Il fondra en larmes lorsqu'elle lui offrira des épreuves du livre, à Noël dernier.

Les entretiens se déroulent au château Fontaine, à Croix. Gérard Mulliez l'avait acheté en 2003 pour protéger le «poumon vert» de la ville et y installer un institut de formation destiné aux équipes de la galaxie Mulliez. Les rendez-vous sont planifiés de 10h30 à 18 heures et ne peuvent pas débuter plus tôt, même pour la descendance. Son grand-père tient à prendre son petit déjeuner avec sa femme et à faire quelques longueurs dans la piscine avant de se replonger dans son passé. «À 16h30, j'étais crevée. Mais il voulait continuer!», lâche la jeune

écrivaine. «Je ne le connaissais pas.» Elle le pensait d'une grande sagesse et posé. Elle découvre un homme qui l'impressionne, «très rebelle, qui osait et fonçait». Comme lorsqu'il prend la décision de construire un supermarché sans détenir toutes les formalités administratives.

Des échanges privilégiés rares. «On n'avait pas de relation intime, on ne se voyait jamais à deux», poursuit la petite-fille. Dans son enfance, elle le côtoie lors des déjeuners de famille dominicaux à Croix. Margaux Mulliez entend sans vraiment écouter les longues discussions sur les chiffres d'affaires, les stocks, la rentabilité et autres données clés du groupe Auchan. La grande distribution ne l'intéressait pas. Elle voulait être pharmacienne ou boulangère avec son amie. Aujourd'hui encore, ce secteur ne l'anime pas, même si elle dit «tout comprendre». Peut-être par la force des choses. À 20 ans, elle n'échappe pas aux rituels familiaux. Comme tous les membres de la famille, l'héritière passe un agrément pour adhérer à l'AFM et avoir le droit d'acheter des actions. Durant tout un week-end, les valeurs familiales autour de l'engagement, de la solidarité, du partage, de l'humilité et de la transmission sont transmises. Une demi-journée est consacrée à une immersion dans l'une des entreprises.

Loin des rayons des grandes surfaces, Margaux Mulliez voulait intégrer Sciences Po mais elle rate le concours. Elle se cherche, suit une licence d'histoire à la Sorbonne, à Paris, en vue de devenir professeur, puis bifurque vers une école de communication. Elle fait ses premières armes dans une start-up parisienne avant de retourner dans le Nord, ses terres natales, pour intégrer le pôle communication de l'entreprise familiale. «Au début, j'ai refusé car je ne voulais pas être vue comme la petite-fille pistonnée, assure-t-elle. Mon grand frère m'a dit que j'étais stupide. J'ai finalement accepté et je n'ai pas regretté. C'était super.»

«Travailler et dépenser seulement ce que l'on gagne : j'ai grandi avec ces valeurs, et je n'avais pas conscience de la fortune familiale. Mon père ne me disait rien»

Margaux Mulliez

Jusqu'à ce qu'elle décide de tout quitter pour faire son tour du monde en parfaite inconnue, redoutant toutefois la réaction du patriarche. «Daddy m'a dit : «Tu es malheureuse. L'important est d'être heureuse. Moi, on s'en fout. Si tu veux partir, alors tu pars.» Un soutien précieux.

Aujourd'hui installée à Paris, même si son grand-père l'«incite à vivre dans le Nord», Margaux Mulliez est devenue coach et formatrice en entreprise. Un métier qu'elle exerce en tant qu'indépendante. De quoi révéler une fibre entrepreneuriale héritée de sa famille? Elle s'étonne presque de la question. «Je ne suis pas du tout comme Daddy et je ne le serai jamais. J'ai besoin d'avoir tout en main pour prendre une décision.» ■

(1) Gérard Mulliez. L'épopée du fondateur d'Auchan, 23, éditions Grasset.



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Vétéran (vé-té-ran) n. m.
Meilleur vieux de début d'année.

Carlos Alcaraz, 22 ans, a battu son ainé, le vétéran du tennis mondial, Novak Djokovic. Le mot vient du latin *vetus* qui signifie «ancien» - et «vétéran», «ancien combattant» : dimanche en effet, les deux joueurs se sont livrés un magnifique combat. Ce match entre un jeune champion et un vétéran du circuit revêtait d'emblée - et avant même que les deux adversaires aient retiré leur survêtement, une dimension proprement historique. Rien de vétuste en effet chez Djoko le vétéran : physique impeccable et moral d'acier, ce qui l'autorisait à briguer un nouveau titre. Sauf que le jeune Alcaraz comptait bien profiter de ce match pour mettre un veto à l'ambition du vétéran d'étendre encore son palmarès sportif. Carlos Alcaraz est un grand joueur : face à pareil adversaire, même un ancien du niveau de Djokovic se retrouve très vite errant. Ne soyons pas vétueux : Djokovic a tenu son rang. Sa défaite n'a rien de ce que, dans l'argot sportif, on appelle une veste. Et le vétéran est sorti du court certes défait mais revêtu d'une gloire sans pareille. ■

NOUVEAU

200 ans LE FIGARO

À l'occasion de son bicentenaire, *Le Figaro* présente

100 "UNES" POUR 200 ANS D'HISTOIRE 2026

PAR CAMILLE LESTIENNE

9,90 | 150 pages, EN VENTE ACTUELLEMENT

Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr